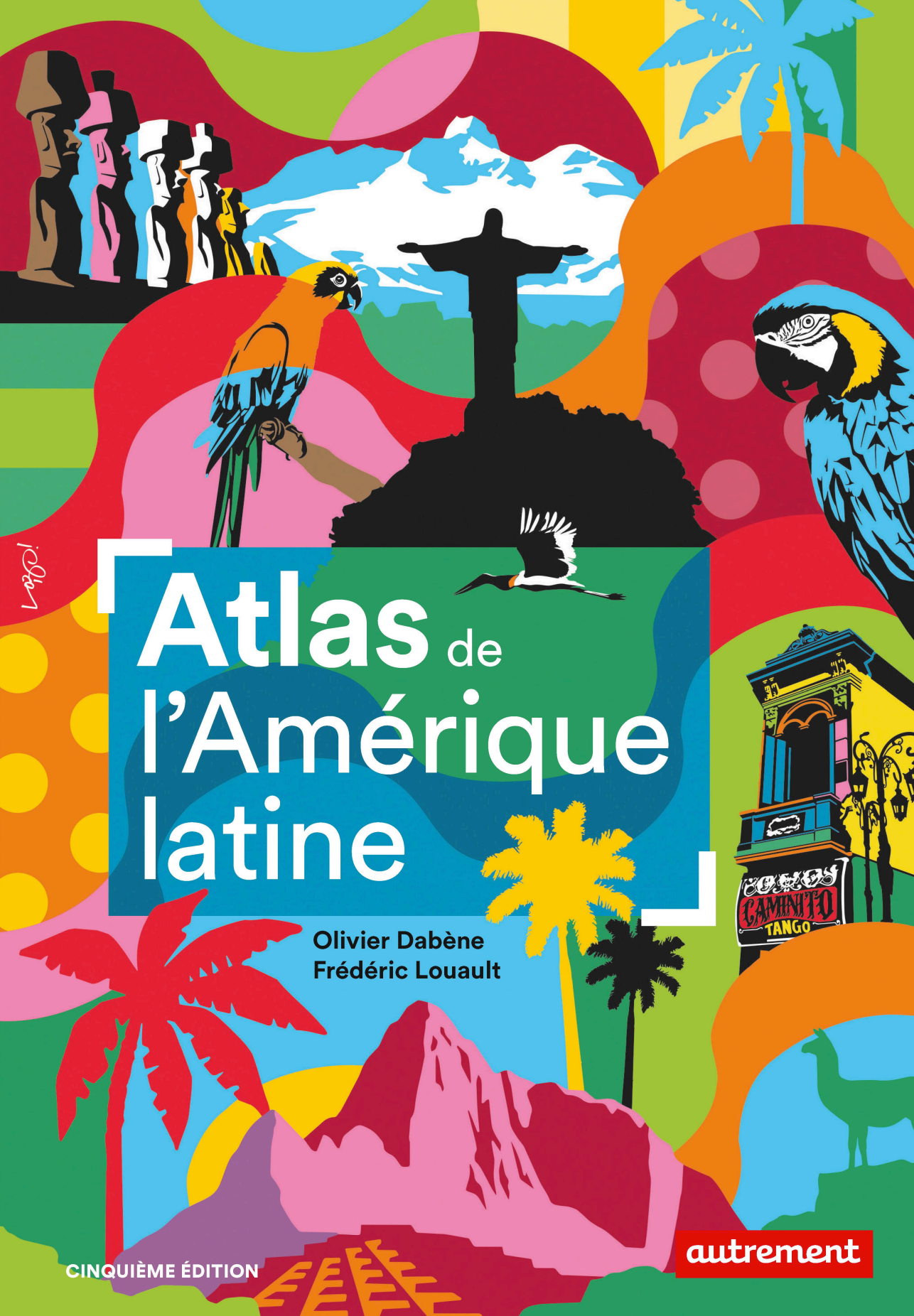


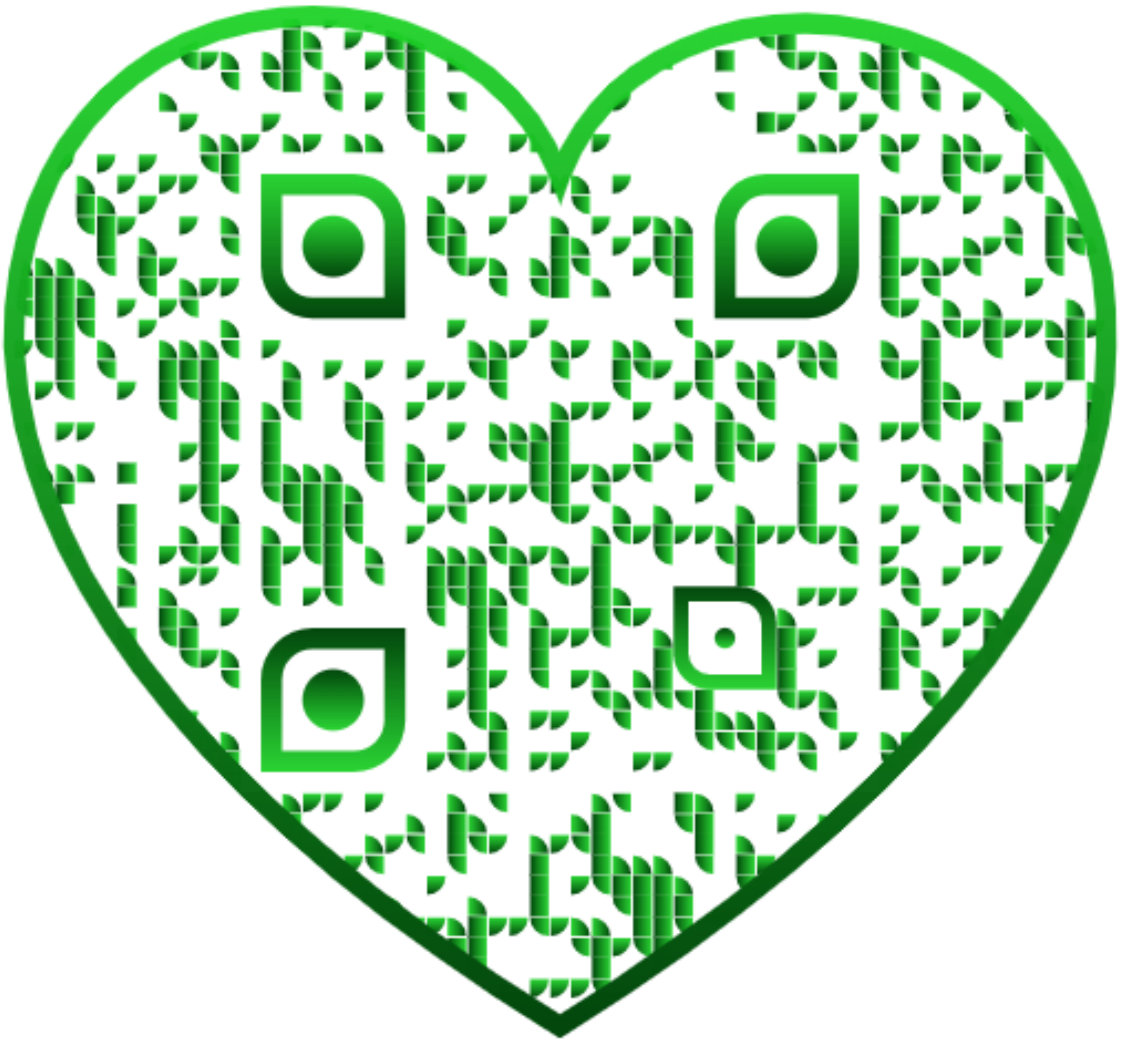
Atlas de l'Amérique latine

Olivier Dabène
Frédéric Louault

CINQUIÈME ÉDITION

autrement

SHOUT
SHARE
IT



Atlas de l'Amérique latine

© Éditions Autrement 2019
87, quai Panhard et Levassor
75647 Paris cedex 13
www.autrement.com

ISBN 978-2-7467-5296-2
ISSN 1272-0151
Dépôt légal : avril 2019 (éditions précédentes : 2006, 2009, 2012, 2016)

Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'éditeur et du propriétaire, les Éditions Autrement.

Atlas de l'Amérique latine

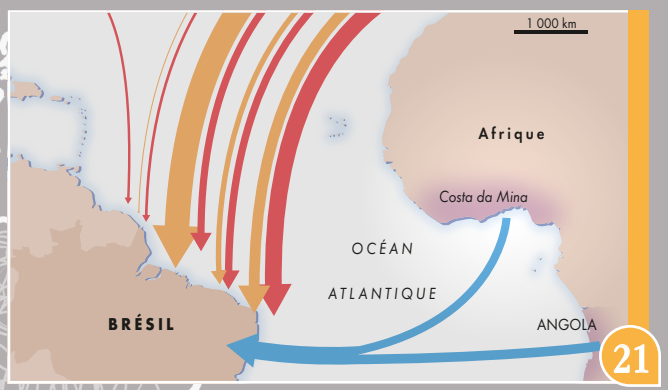
Polarisation politique et crises

Olivier Dabène et Frédéric Louault
Cartographie : Aurélie Boissière

Cinquième édition

Éditions Autrement
Collection Atlas/Monde

ATLAS de l'Amérique latine



SOMMAIRE

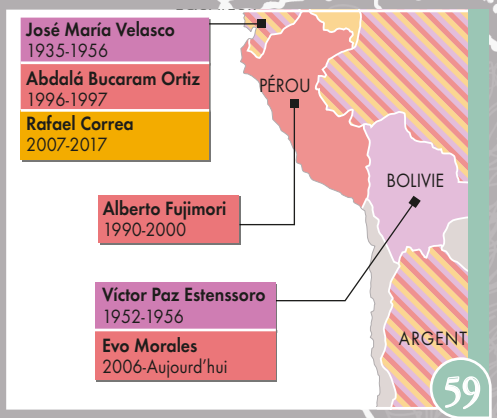
6 INTRODUCTION
La naissance hasardeuse de l'Amérique latine

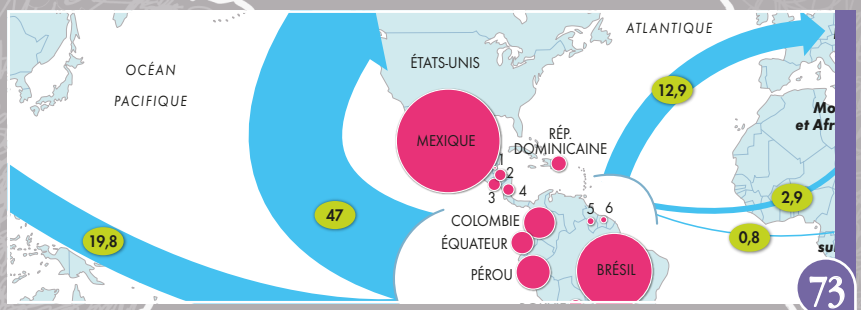
9 LEGS HISTORIQUE
10 L'Amérique latine coloniale
12 Les guerres d'indépendance
14 La difficile construction des États-nations
16 L'insertion dans l'économie mondiale
18 Les modèles révolutionnaires

21 ESPACES, RESSOURCES ET PEUPLEMENT
22 Les modes de peuplement
24 Les ressources naturelles et leur exploitation
26 La propriété foncière, un enjeu de violences
28 Zones économiques et pôles de croissance
30 Urbanisation et exclusion

33 DÉVELOPPEMENT : ÉQUILIBRES ET FRAGILITÉS
34 Les activités économiques
36 De très grandes inégalités
38 Les crises économiques
40 La lutte contre la pauvreté
42 L'économie informelle
44 Le développement durable

47 CULTURES ET RÉVOLUTIONS
48 Du « réveil indien » aux politiques multiculturelles
50 Du mouvement social à la conquête du pouvoir
52 Les violences : guérillas, mafias, criminalité
54 Le déclin du catholicisme et le succès d'autres religions
56 Une tradition de l'art engagé





59 LES STYLES POLITIQUES

60 Le populisme
62 L'autoritarisme
64 Les transitions démocratiques
66 La participation politique en démocratie
68 Les gauches au pouvoir
70 Instabilité et dérives autoritaires

73 L'AMÉRIQUE LATINE ET LE MONDE

74 Le régionalisme : étapes et modalités
76 Les obstacles à l'intégration
78 Commerces licites et illicites
80 Le difficile voisinage avec les États-Unis
82 La Chine à la conquête de l'Amérique latine
84 L'Europe : au-delà de la familiarité
86 Le Brésil : puissance régionale, acteur global
88 Cuba, après un long isolement

ANNEXES

91 LES ÉTATS D'AMÉRIQUE LATINE
92 GLOSSAIRE
93 BIBLIOGRAPHIE
94 INDEX
95 SOURCES DES CITATIONS

* Les termes suivis d'un astérisque sont définis dans le glossaire, p. 92

1 000 km
OCÉAN ATLANTIQUE
Basse-Californie
Golfe du Mexique
SIERRA MADRE
Río Bravo del Norte
Tropique du Cancer
20° N
MEXIQUE
Mexico
La Havane
CUBA
HAÏTI
REP. DOMINICAINE
Port-au-Prince
Santo Domingo
Yucatán
Grandes Antilles
Petites Antilles
PORTO RICO
Îles Vierges (É.-U.)
ANTIGUA-ET-BARBUDA
ST-KITTS-ET-NEVIS
Montserrat (R.-U.)
Guadeloupe (Fr.)
DOMINIQUE
Martinique (Fr.)
STE-LUCIE
GRENADE
ST-VINCENT
BARBADE
TRINITÉ-ET-TOBAGO
300 km
10° N
Caracas
VENEZUELA
GUYANA
Georgetown
Paramaribo
Guyane française
Île Cocos (Costa Rica)
Bogotá
Orénoque
COLOMBIE
Malpelo (Colombie)
Plateau des Guyanes
SURINAM
Équateur
Îles Galápagos (Équateur)
Quito
ÉQUATEUR
Selvas
Amazone
Caatingas
Campos
PÉROU
CORDILLÈRE DES ANDES
BRÉSIL
10° S
Lima
Plateau du Brésil
São Francisco
Sertão
OCÉAN PACIFIQUE
BOLIVIE
La Paz
Brasília
20° S
Sucre
Pantanal
Tropique du Capricorne
PARAGUAY
Paraná
Serra do Mar
Île Sala y Gómez (Chili)
CHILI
Gran Chaco
Asunción
Îles Desventurados (Chili)
Île de Pâques (Chili)
30° S
Atacama
Paraná
Uruguay
OCÉAN ATLANTIQUE
Îles Juan Fernández (Chili)
Santiago
Buenos Aires
URUGUAY
Montevideo
Île Robinsón Crusoe (Chili)
Pampas
40° S
ARGENTINE
50° O
40° O
Altitudes
6 000 m
4 000
2 000
1 000
500
200
0
Marais
Sommet de plus de 5 000 m
Capitale
Patagonie
Terre de Feu
Cap Horn
80° O
70° O
60° O
HONDURAS
GUATEMALA
Tegucigalpa
Guatemala
San Salvador
SALVADOR
NICARAGUA
Managua
San José
COSTA RICA
Panamá
500 km
PANAMÁ

INTRODUCTION

La naissance hasardeuse de l'Amérique latine

Le continent américain doit son nom à une série de hasards et d'approximations. La déformation du prénom d'un modeste navigateur florentin est à l'origine de la « grande comédie des méprises » du début du XVI[e] siècle, selon l'élégante expression de Stefan Zweig (*Amerigo*, 1941), qui aboutit à dépouiller Christophe Colomb des mérites d'avoir accosté le premier un monde qu'il confondit avec les Indes. Évoquant en 1503 dans ses récits de voyage un nouveau monde (*mundus novus*) et non les Indes, Albericus Vespucius apparaît rapidement aux yeux de ses contemporains comme un découvreur. Et lorsqu'un éditeur de Saint-Dié publie en 1507 une *Introduction à la cosmographie*, où est suggéré que le nouveau monde s'appelle « America puisque c'est Amerigo qui l'a découvert », les cartographes, astronomes et érudits, puis le grand public, contribuent au baptême collectif du continent.

L'expression « Amérique latine », pour sa part, a été inventée en 1856 par un Chilien et un Colombien vivant à Paris et fréquentant les milieux politiques attachés à la dimension « latine » (français, espagnol et italien) de leur combat pour la république. L'expression est reprise à peine quelques années plus tard sous le second Empire, et sert l'ambition stratégique de Napoléon III qui souhaite aider les nations latines d'Amérique et positionner la France contre l'Espagne, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Sa conquête du Mexique avec l'empire de Maximilien (1863-1867) est l'éphémère concrétisation de ce rêve.

Les errements des voyageurs du XVI[e] siècle et les stratégies concurrentes des puissances européennes trois siècles plus tard ne relèvent pas de la simple anecdote. Elles illustrent le mode de formation historique du continent. À partir de la « rencontre entre deux mondes », empreinte de violence destructive et spoliatrice, le destin de l'Amérique latine s'est souvent joué depuis l'extérieur.

L'Atlas de l'Amérique latine revient aux origines historiques et géographiques d'un mode de développement inégal et excluant qui a engendré de profondes disparités sociales. Il s'attache aussi à mettre en lumière les expressions culturelles et religieuses qui ont accompagné les trajectoires historiques des pays et modèlent aujourd'hui leur identité. L'Amérique latine est depuis ses origines le continent des contrastes. Aux degrés élevés de frustration sociale ne répondent que peu de mouvements sociaux d'envergure ; aux taux de violence élevés, peu de guerres. Le modernisme architectural reconnu côtoie un habitat précaire, la compétitivité de l'agrobusiness est aux antipodes de la détresse des paysans sans terre, le métissage culturel et le racisme sont présents. Des styles politiques traditionnels (clientélisme, populisme, enclaves autoritaires) et des pratiques de démocratie participative innovantes cohabitent. Au premier abord, les rencontres entre archaïsme et modernité peuvent surprendre, voire déstabiliser. Comprendre l'Amérique latine contemporaine, c'est pourtant accepter de l'appréhender dans sa pluralité, son dynamisme, sa complexité. Cet atlas donne à voir les contrastes à travers l'histoire, la géographie, les ressources, la démographie, le développement, la dimension culturelle et politique, ainsi que les rapports de l'Amérique latine avec le monde. Le XXI[e] siècle s'est ouvert en Amérique latine dans un climat d'optimisme. Le continent se caractérisait par une communauté de valeurs et de pratiques démocratiques. La croissance économique accompagnée de politiques redistributives a engendré des progrès sociaux sans précédents. Après une décennie euphorique, l'Amérique latine a pourtant de nouveau basculé dans une période de crise et de polarisation politique qui assombrissent son avenir.

LEGS HISTORIQUE

En colonisant le continent américain à partir du XVI^e^ siècle, les Européens imposent un nouvel ordre. L'organisation économique, politique, sociale des populations natives est bouleversée. Un violent processus de « latinisation » des cultures et des esprits se met en place.

Au début du XIX^e^ siècle, la décadence des empires coloniaux favorise un grand mouvement indépendantiste qui se propage dans l'ensemble de la région. Si les frontières nationales se stabilisent, la construction des territoires en États-nations est lente, portée par des élites tournées vers l'Europe. Après une période de concentration du pouvoir par des *caudillos**, les nouveaux États parviennent à se moderniser et à s'insérer dans l'économie mondiale, sans pour autant rompre les liens de dépendance historiquement constitués. Sur fond de croissance inégalitaire, l'entrée dans le XX^e^ siècle est aussi le théâtre de violences révolutionnaires et de luttes sanguinaires pour le pouvoir, qui déchirent le continent tout en forgeant son identité.

L'Amérique latine coloniale

Lors du premier voyage de Christophe Colomb en 1492, un « nouveau monde », vaste et diversifié, s'ouvre aux explorateurs espagnols, puis portugais. À partir du XVIe siècle commence le processus de colonisation dans toute la région. Du nord du Mexique à la Terre de Feu, l'ensemble du continent est désormais soumis aux autorités espagnole et portugaise. L'époque coloniale est marquée par la conquête de nouveaux territoires, l'exploitation de ses richesses et habitants, et le bouleversement de l'organisation économique, politique, sociale et culturelle. En vigueur pendant trois siècles, un nouvel ordre marque profondément l'histoire du continent.

ORGANISATION SOCIALE

ROI
Couronne espagnole
Détient le pouvoir principal dans les colonies

VICE-ROI
Noble espagnol. Le roi lui délègue son pouvoir

CRÉOLES
Espagnols nés en Amérique latine. Ils ont un pouvoir politique important mais inférieur à celui des Espagnols venus d'Europe. Ils sont généralement *latifundistas** et ont accès à l'éducation

MÉTIS
Population formée par le mélange entre Espagnols et indigènes. Généralement artisans ou petits propriétaires terriens

INDIGÈNES ET ESCLAVES
Chargés des travaux les plus pénibles au sein des exploitations agricoles et dans les mines. La plupart des esclaves sont d'origine africaine

MULATOS* ET *ZAMBOS
Population exerçant des activités diverses dans l'organisation de la colonie

LA DÉCOUVERTE DU NOUVEAU MONDE

La Couronne espagnole ayant finalement accepté sa proposition de réaliser une expédition pour les Indes passant par une nouvelle route des îles Canaries, Christophe Colomb (1451-1506) fait son premier voyage en 1492. Le 12 octobre, il atteint l'île d'Hispaniola (aujourd'hui Haïti et la République dominicaine). Après ce voyage, il retourne en Espagne puis, entre 1493 et 1502, entreprend trois autres voyages aux « Indes espagnoles ». En 1494, le pape Alexandre VI contraint les Espagnols et les Portugais à se partager les zones de découverte (traité de Tordesillas), excluant les intérêts des Anglais, des Français et des Hollandais. Le deuxième voyage de Colomb, de 1493 à 1496, est l'un des plus importants : dix-sept navires sont préparés pour débarquer sur le nouveau continent, avec 1 200 colons ayant pour objectif de s'établir définitivement sur Hispaniola. Au milieu du XVIe siècle, deux vice-royautés existent déjà au Mexique et au Pérou.

Verbatim

« Toutes les choses qui ont survenu aux Indes depuis leur merveilleuse découverte [...] ont été si admirables [...] qu'elles semblent avoir obscurci et réduit au silence les tueries et les destructions d'êtres innocents. »

Bartolomé de las Casas, 1552.

L'ORGANISATION POLITIQUE ET SOCIALE

Durant la période coloniale, la structure politique et sociale est bien définie, surtout dans les colonies espagnoles où les territoires se divisent en vice-royautés. Dans ces entités administratives, le roi d'Espagne délègue ses pouvoirs à un noble espagnol, le vice-roi. Au cours du XVIe siècle, deux vice-royautés sont créées : la Nouvelle-Espagne, en 1535, dans la région du Mexique, et la Nouvelle-Castille, en 1543, avec Lima comme capitale. Un nouveau type de découpage, les « capitaineries », est ensuite mis en place (Guatemala, Cuba, Venezuela, Chili). Enfin, deux nouvelles vice-royautés sont créées au XVIIIe siècle : la Nouvelle-Grenade et le Río de la Plata.

Un vaste réseau de communautés administratives se met ainsi en place dans l'ensemble des territoires coloni-

sés, accompagné d'une organisation sociale hiérarchisée en différentes classes sociales, aux fonctions distinctes. Les Espagnols sont chargés des fonctions administratives et se trouvent au sommet de la hiérarchie. La société comprend d'autres catégories telles que les créoles et les métis, qui peuvent être de grands propriétaires terriens (*latifundistas**) ou des fonctionnaires. Les catégories qui se trouvent au bas de la pyramide sociale sont les *mulatos* (Noirs africains), les Indiens et les *zambos* (métis Indiens-Noirs), qui peuvent être des esclaves à qui sont confiés les travaux les plus pénibles dans les secteurs minier et agricole.

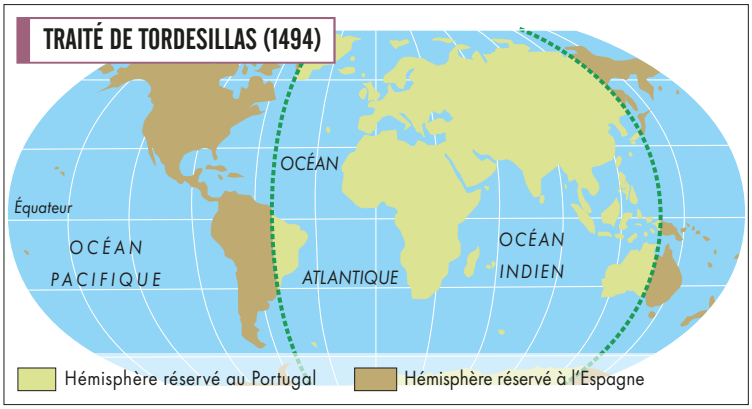
•••

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET CULTURELLE

L'économie des colonies repose surtout sur la main-d'œuvre et les richesses naturelles, autour de trois principaux piliers : l'activité minière, l'agriculture et le commerce.

La première source de richesses est l'exploitation de l'or et de l'argent dans les principales mines coloniales, comme celle de Potosí (Bolivie) et de Zacatecas (Mexique). L'agriculture se développe avec les *haciendas** (grandes fermes), où les travaux sont réalisés par les indigènes et les esclaves africains. Les cultures de coton, de sucre et de café sont source d'importantes richesses, notamment dans les Caraïbes et au Brésil. La main-d'œuvre repose sur le travail forcé (esclavage) et sur la *mita* (impôt obligatoire payé par les indigènes en temps de travail). Les lois de Burgos de 1512 visaient à protéger les indigènes contre les abus des colons, obligeant ces derniers à traiter leurs travailleurs de manière plus juste et à les rétribuer correctement. Difficilement applicables, ces lois n'ont pas empêché le développement des *encomiendas**, territoires sur lesquels des populations natales étaient regroupées et mises en servage.

Quant au commerce, il est interdit entre les colonies. Tous les produits et marchandises sont directement envoyés vers la métropole. Progressivement, un marché noir se développe entre les colonies, et la contrebande devient une pratique courante. La vie culturelle est très intense et se manifeste à travers les institutions éducatives (contrôlées par l'Église), l'art, les fêtes religieuses et la littérature. L'évangélisation n'a jamais été totalement achevée, beaucoup d'indigènes continuent de pratiquer leurs anciens cultes tout en étant baptisés, et le syncrétisme religieux est encore aujourd'hui un phénomène important en Amérique latine.



Les guerres d'indépendance

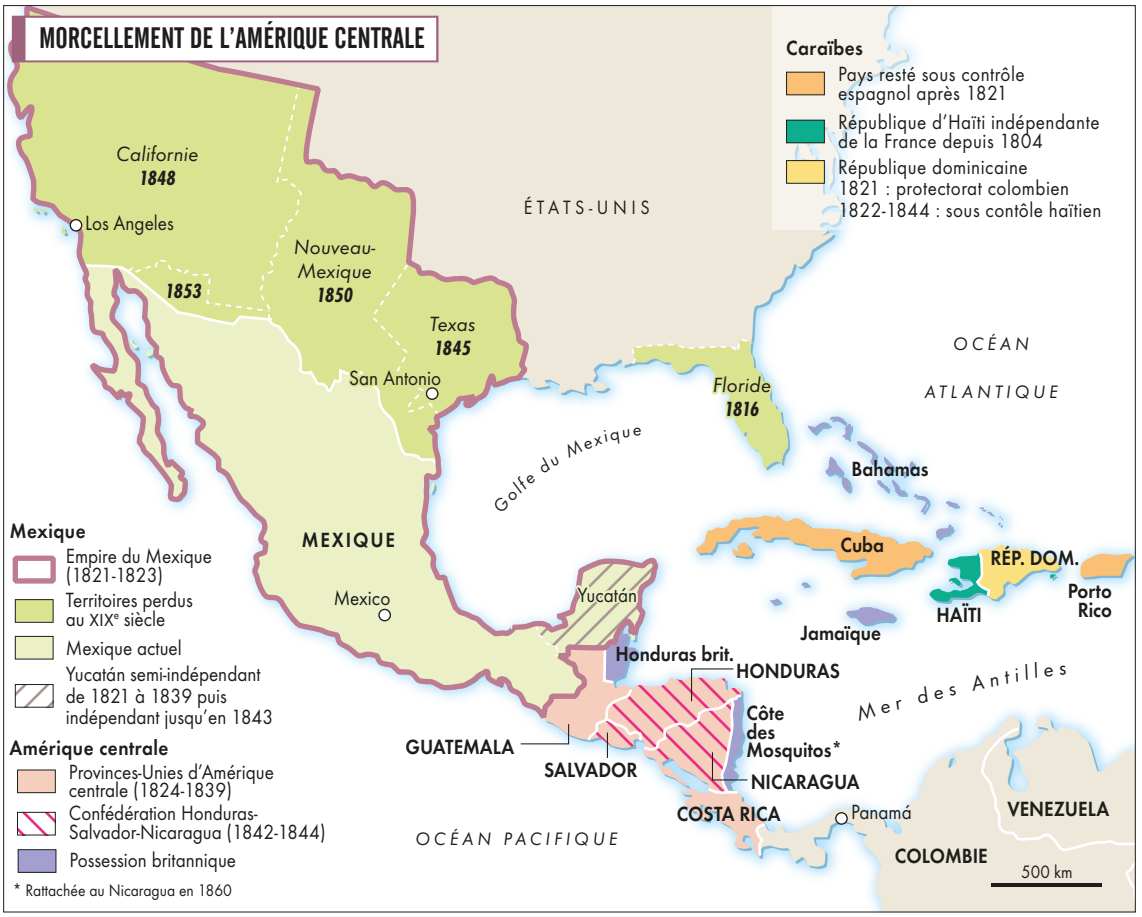
Après trois siècles de colonisation, l'Amérique latine voit naître au début du XIX[e] siècle un grand mouvement indépendantiste qui se propage dans l'ensemble de la région. Ce mouvement trouve son origine dans la décadence des empires coloniaux qui, dès le XVIII[e] siècle, connaissent d'importants problèmes économiques et perdent progressivement le contrôle du territoire. Parallèlement, les idées de la Révolution française se diffusent et les populations locales réclament de plus en plus d'autonomie vis-à-vis des autorités espagnoles et portugaises. Le processus d'indépendance concerne toute l'Amérique latine et marque le début d'une ère nouvelle.

LA DÉCADENCE DES EMPIRES ESPAGNOL ET PORTUGAIS

À partir du XVIII[e] siècle, l'Espagne et le Portugal sont en déclin ; leurs économies sont dépassées par celles d'autres pays européens, comme l'Angleterre, et leur niveau d'endettement constitue un obstacle à leurs ambitions extérieures. De leur côté, les colonies produisent d'énormes richesses qui permettent aux créoles d'exercer une influence et un pouvoir croissants dans la vie politique des colonies. Les tensions augmentent avec les soulèvements des indigènes et des esclaves, qui représentent 85 % de la population totale des colonies. Ce contexte accélère la décadence des empires. Les États espagnol et portugais entrent dans une profonde crise en 1807-1808, au moment de l'expansion napoléonienne. À partir de cette époque, un nationalisme colonial commence à émerger. Les colonies voient dans la métropole un obstacle au progrès. Leur développement économique est de fait bloqué par l'interdiction du commerce entre les colonies et par le monopole total

Verbatim

« Vous allez compléter la plus grande œuvre qui a pu être donnée aux hommes : celle de sauver un monde complet de l'esclavage. »
Simón Bolívar, 1824.



qu'exercent les empires sur leur commerce international. En outre, les deux États colonisateurs sont affaiblis au cours du XIXe siècle par les attaques britanniques contre les colonies et les flottes espagnoles. Tous ces problèmes politiques et sociaux ont comme conséquence la déstabilisation des métropoles. Les conditions sont propices à l'émergence des mouvements indépendantistes.

•••

MOUVEMENTS INDÉPENDANTISTES

Le processus d'indépendance naît dans la la région d'Hispaniola, alors que se diffusent les idées de « liberté, égalité, fraternité », issues de la Révolution française. Les colonies revendiquent de plus en plus fermement leur liberté et leur indépendance, s'opposant à l'absolutisme et aux contrôles exercés par les métropoles. Le mouvement indépendantiste débute au XIXe siècle, lorsque l'empereur Napoléon Bonaparte envahit l'Espagne et nomme son frère Joseph nouveau roi. Dans un premier temps, les colonies affirment leur opposition aux autorités françaises, pour ensuite déclarer leur indépendance. En 1810, la population des régions de Caracas (Venezuela) et de Buenos Aires se soulève contre les autorités espagnoles. En 1816, le congrès de Tucumán déclare l'indépendance des Provinces-Unies de la Plata, puis, en 1817, Simón Bolívar réunit un congrès à Angostura qui déclare l'indépendance du Venezuela en 1819. Ce mouvement touche aussi Cartagena et Bogotá, en Colombie. Il est conduit par de grands leaders comme Simón Bolívar, dans les régions andines, et José de San Martín, au Chili et au Pérou. De nombreuses batailles ont lieu, telles que celles de Junín et d'Ayacucho en 1822 pour la libération du Pérou. Vers 1824, l'Espagne perd l'ensemble de ses territoires, à l'exception de Cuba et de Porto Rico, qui seront indépendants à la fin des années 1890. Quant au Brésil, dom Pedro déclare son indépendance en 1822 et se proclame empereur.

•••

QUITO PRÉCURSEUR

C'est à Quito, en Équateur, qu'a abouti le premier mouvement d'insurrection contre la Couronne espagnole. Le 10 août 1809, soit un an après l'invasion de l'Espagne par Napoléon, cette révolution a conduit à la création de la première assemblée (*junta*) indépendante d'Amérique latine. À cette époque, Quito dépendait du vice-royaume de Santa Fe et Guayaquil du vice-royaume de Lima. Les villes de Pasto, Cuenca et Guayaquil refusant d'appuyer le mouvement révolutionnaire, Quito se trouve isolé. La Couronne reprend le contrôle de ce territoire depuis Guayaquil en octobre 1809, puis les dirigeants de la *junta* sont emprisonnés. Le 2 août 1810, des dirigeants révolutionnaires sont massacrés dans la prison de Quito. Une nouvelle flambée de violence s'ensuit. Dans un climat de guerre civile, le Congrès constituant proclame l'indépendance du territoire de Quito. Une nouvelle *junta* se met en place et une Constitution politique est adoptée le 15 février 1812. Mais les Espagnols, emmenés par Toribio Montes, reprennent Quito le 8 novembre 1812. Après une décennie de répression, le maréchal Sucre reprendra définitivement Quito aux Espagnols en 1822, pour le rattacher au territoire indépendant de la Colombie. ●

La difficile construction des États-nations

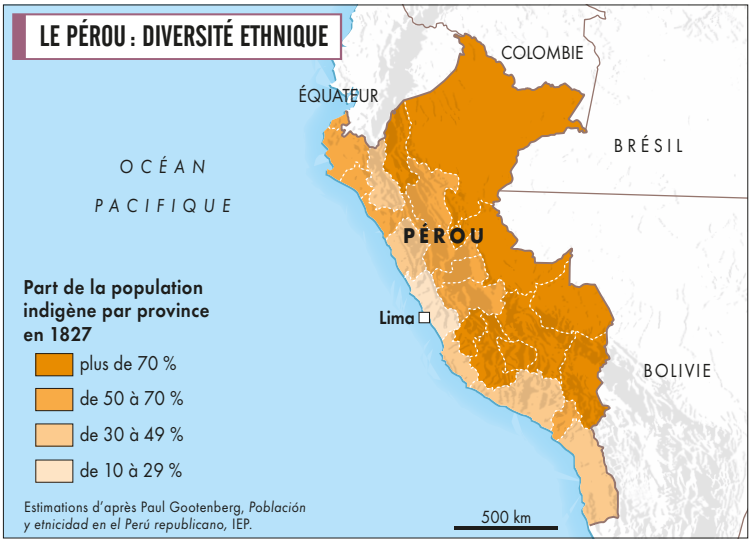
Au milieu du XIXe siècle, alors que l'ensemble de l'Amérique latine a accédé à l'indépendance, la région se trouve toujours dans une situation de désorganisation économique, politique et sociale. La diversité ethnique très marquée est souvent un facteur problématique. Aucun des nouveaux pays ne dispose d'une culture nationale bien définie, ce qui constitue un obstacle à la construction des États-nations, jusque-là inexistants. À la fin du XIXe siècle, l'essor du libéralisme et des *caudillos* favorise l'émergence d'une expérience commune permettant de consolider les États.

DEUX EXEMPLES : L'ARGENTINE ET LE PÉROU

En Argentine, une guerre civile oppose libéraux et conservateurs entre 1810 et 1830. Les premiers souhaitent un pouvoir unitaire et central autour de Buenos Aires, tandis que les seconds, plus fédéralistes, veulent donner davantage d'autonomie aux provinces. Lors de la bataille de Cepeda, la victoire revient aux conservateurs.

Les unitaristes reviennent ensuite au pouvoir en déclarant Buenos Aires comme capitale. Mais l'arrivée du *caudillo* Manuel de Rosas (1793-1877) entraîne la mise en place de la Confédération argentine, nouvelle appellation du pays. Il impose le modèle fédéraliste. Finalement la bataille de Pavón (1861) met un terme aux conflits. La présidence de Bartolomé Mitre (1862-1868) consolide l'unité nationale et l'autorité de Buenos Aires..

Le Pérou souffre d'un manque d'identité nationale au moment de l'accès à l'indépendance. On trouve de nombreuses disparités, aux niveaux politique, économique et culturel. Les Blancs et les métis détiennent le pouvoir, alors que les Indiens représentent 80 % de la population. Le défi est donc d'intégrer cette culture indigène traditionnelle, tout en effaçant les disparités géographiques entre les communautés, pour aboutir à la formation d'un État-nation. C'est finalement le président Ramón Castilla (1845-1862) qui, en abolissant l'esclavage et en construisant des voies ferrées, favorise le rapprochement des deux communautés.



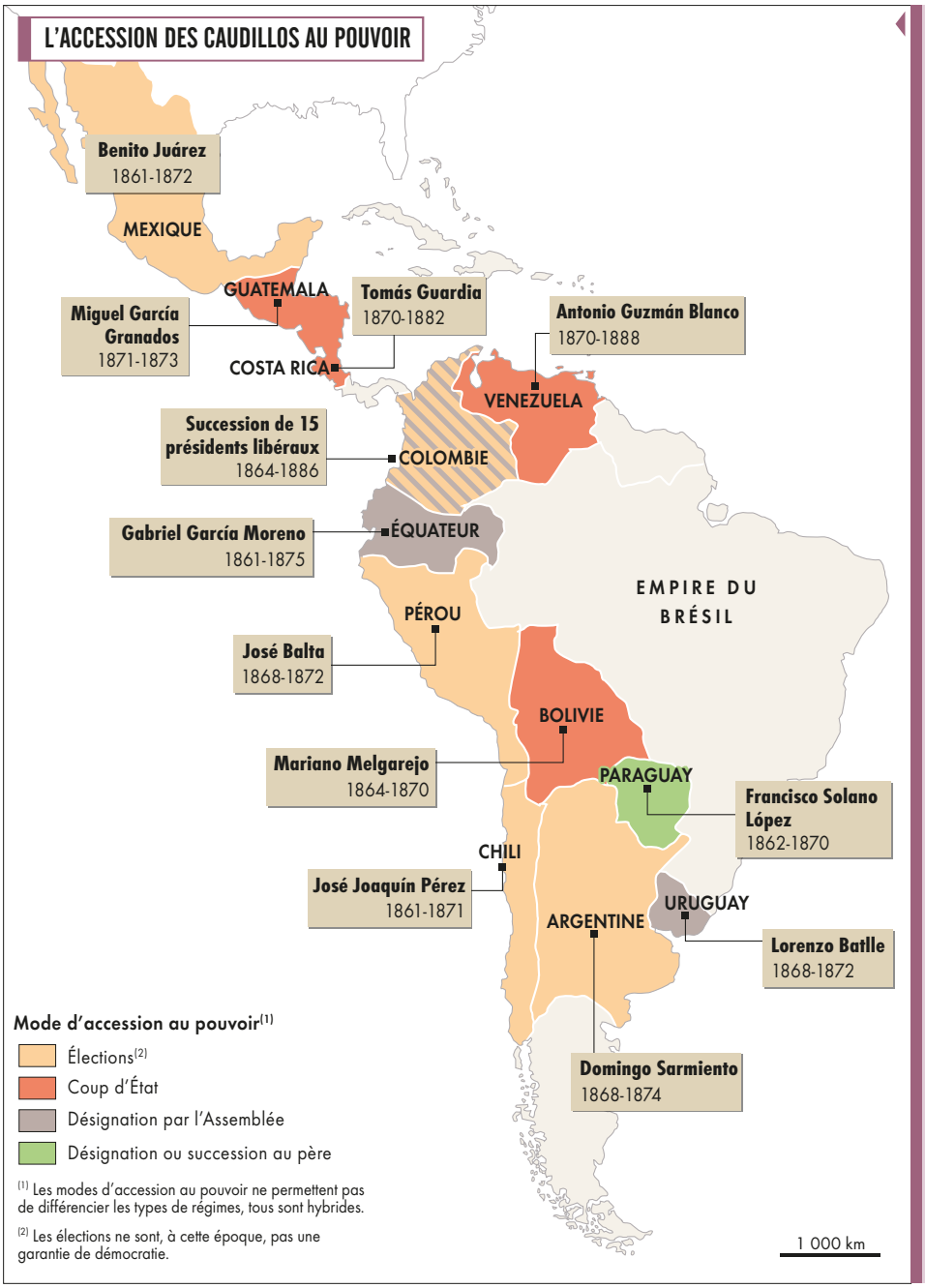
CINQUANTE ANS DE GUERRES

Le long processus d'accès à l'indépendance ne suffit cependant pas à obtenir une consolidation rapide et efficace des nations. De nombreuses guerres ont encore lieu au XIXe siècle. Ces tensions, provoquées par les nouvelles limites frontalières entre les pays, des conflits d'intérêt internes, ou encore des rivalités politiques, nuisent à l'épanouissement des nouveaux États.

La région se retrouve morcelée, les quatre anciennes vice-royautés se transforment en seulement quelques décennies en dix-huit pays souverains. De nombreux conflits territoriaux se soldent par des guerres, comme celle de la Triple Alliance (1864-1870). Celle-ci fait perdre au Paraguay un tiers de son territoire. De même, la guerre du Pacifique (1879-1883) coûte à la Bolivie son accès à la mer. Les grandes puissances assistent à la fragmentation du continent sans y intervenir. C'est le cas des États-Unis qui estiment que l'unification mettrait en danger ses intérêts.

De plus, les confrontations entre libéraux et conservateurs sont fréquentes. En Colombie, plusieurs guerres civiles déchirent le pays, comme celle des Mille Jours (1899-1902), très meurtrière. Le pays, affaibli, perd le Panamá peu après. Par ailleurs, les conflits non résolus de la période coloniale et des tensions raciales tendent à resurgir, divisant d'autant plus les sociétés.

L'Amérique latine connaît donc de longs cycles de violence sur fond d'instabilité politique. Ces facteurs entravent la construction pacifique et stable des nations. Le pouvoir politique éprouve beaucoup de difficulté à s'imposer et ce jusqu'à l'apparition de chefs autoritaires : les *caudillos*.



POUVOIR DES CAUDILLOS ET UNIFICATIONS TERRITORIALES

Les caudillos *ont souvent joué un rôle unificateur en Amérique latine. Profitant du vide administratif faisant suite aux Indépendances, certains seigneurs ont progressivement étendu leur base locale de domination par la force pour ensuite s'imposer sur l'ensemble du territoire national. Leur domination est fondée sur les contacts et les liens personnels entretenus avec le peuple, tout en exerçant leur pouvoir dans le cadre de régimes autoritaires et dictatoriaux parfois extrêmement brutaux. À l'exception du Brésil, l'ensemble de l'Amérique latine a été marqué par ce type traditionnel de domination. L'usage politique de parentés non naturelles, comme le parrainage* (compadrazgo*), *fait partie des registres mobilisés par les* caudillos. *Au Brésil, l'absence de* caudillos *– au sens strict du terme – s'explique par la spécificité du processus d'indépendance qui s'est déroulé sans violence et n'a pas entraîné de décomposition de l'autorité coloniale. Si des formes de domination proches du* caudillisme *ont vu le jour au Brésil* (le coronélisme), *elles ne dépassaient pas le cadre régional. Les colonels* (coronéis*) *étaient des relais locaux d'une administration centrale bien en place.*

DEUX EXCEPTIONS : LE BRÉSIL ET LE MEXIQUE

Le Mexique possède une conscience nationale trouvant ses sources dans l'ancien Empire aztèque. Après la colonisation, les bases de la nation sont construites autour de l'opposition populaire à la monarchie espagnole. La forte intégration économique du pays, grâce au modèle fédéraliste et libéral, favorise son unité. Benito Juárez entreprend des réformes éliminant la prééminence de l'Église sur la politique, l'économie et la société mexicaines, qui entravait jusque-là l'expansion du pays. Le Brésil profite d'un contexte favorable. L'unité linguistique et les frontières bien définies sont un atout pour sa stabilité. Le pays est gouverné par une monarchie et l'unification est consolidée par la légitimité du souverain, Pedro II. Par ailleurs, les barons du café et les grands propriétaires terriens jouissent d'une forte autorité. En l'absence d'une guerre d'indépendance, la conscience nationale est tardive et se développe, plus tard, grâce aux élites intellectuelles. ●

Verbatim

« La souveraineté du peuple est la seule autorité légitime des nations. »
Simón Bolívar, 1824.

L'insertion dans l'économie mondiale

L'insertion du continent dans l'économie mondiale se réalise dès la seconde moitié du XIXe siècle. Les croissances européenne et américaine alimentent une forte demande de matières premières. Le transport maritime et la division internationale du travail contribuent à la spécialisation de l'Amérique latine dans l'exportation de minerais et de produits agricoles. Les pays les plus stables politiquement sont les mieux placés pour répondre à cette nouvelle demande. La période qui suit la Première Guerre mondiale semble conduire à une ère de prospérité.
Mais cette insertion se caractérise également par une dépendance forte, mise en exergue par la crise de 1929.

UNE CROISSANCE EXTRAVERTIE

Le demi-siècle faisant suite aux Indépendances (1820-1870) est chaotique et marqué par une faible croissance économique et une difficile articulation entre des formes de production capitalistiques et non capitalistiques. Durant cette période, le processus de concentration du pouvoir permet cependant de poser les bases institutionnelles et technologiques qui facilitent l'ouverture de l'Amérique à l'international. À partir des années 1870, les pays latino-américains, portés par quelques élites économiques, s'insèrent progressivement dans le commerce international pour devenir un important fournisseur de matières premières. La région peut s'appuyer sur la diversité des ressources naturelles offertes par son sol, son sous-sol, ses eaux et ses forêts. Des infrastructures se développent pour rationaliser l'acheminement vers les ports des matières destinées à l'exportation.
Encore balbutiant en 1870, le modèle de croissance extravertie atteint son apogée en 1918. La Première Guerre mondiale renforce les positions commerciales de l'Amérique latine, appelée à compenser les chutes de productions de l'Europe. À l'inverse, les pays européens ne peuvent plus répondre à la demande de produits manufacturés. Un tissu industriel se développe en Amérique latine. Mais celui-ci n'emploie encore que de faibles effectifs dans l'entre-deux-guerres.

•••

UNE CROISSANCE INÉGALE

La croissance économique des pays latino-américains se fait de manière inégale. Dans certains pays tels que l'Argentine, les exportations profitent à une large partie de la population, encouragent l'immigration et favorisent des projets de modernisation, comme le chemin de fer. Dans d'autres pays, la croissance profite avant tout aux compagnies étrangères et aux grandes familles de propriétaires terriens, qui emploient une main-d'œuvre abondante, peu rémunérée, quand il ne s'agit pas d'esclaves. Dans les pays producteurs de fruits tropicaux, les entreprises nord-américaines, au premier rang desquelles se trouve la United Fruit Company, rapatrient leurs bénéfices. Le partage des richesses est aussi inégal à l'intérieur des pays, les régions périphériques où vivent les populations indigènes restant privées des fruits de la croissance. L'Amérique latine du tournant du siècle montre que la croissance économique n'est pas forcément synonyme de développement.

•••

Verbatim

« Notre option est claire. On ne peut […] aller à contre-courant de l'histoire. Nous devrions plutôt promouvoir le développement […] et lutter pour une meilleure insertion de l'Amérique latine. »
José Luis Machinea.

SPÉCIALISATION ET DÉPENDANCE

Si la région se libère de certaines pesanteurs héritées de la période coloniale, elle entre dans une nouvelle forme de dépendance vis-à-vis des puissances établies (Europe) ou en voie d'affirmation (États-Unis). Par ailleurs, le modèle de croissance extravertie étouffe les germes d'industrialisation. Les pays latino-américains importent les produits manufacturés qu'ils ne sont pas en mesure de produire eux-mêmes. S'ensuit donc une détérioration des termes de l'échange. Alors que certains pays parviennent à diversifier leur offre, la spécialisation en conduit d'autres à dépendre de quelques produits (sucre, café, banane, etc.), ce qui les rend vulnérables aux fluctuations du marché, tandis que les capitaux internationaux exercent un contrôle croissant sur les économies nationales. Le relâchement des liens commerciaux avec la Grande-Bretagne, au profit des États-Unis, au lendemain de la Première Guerre mondiale, ne bouleverse en rien la position hégémonique des pays industrialisés sur le continent.

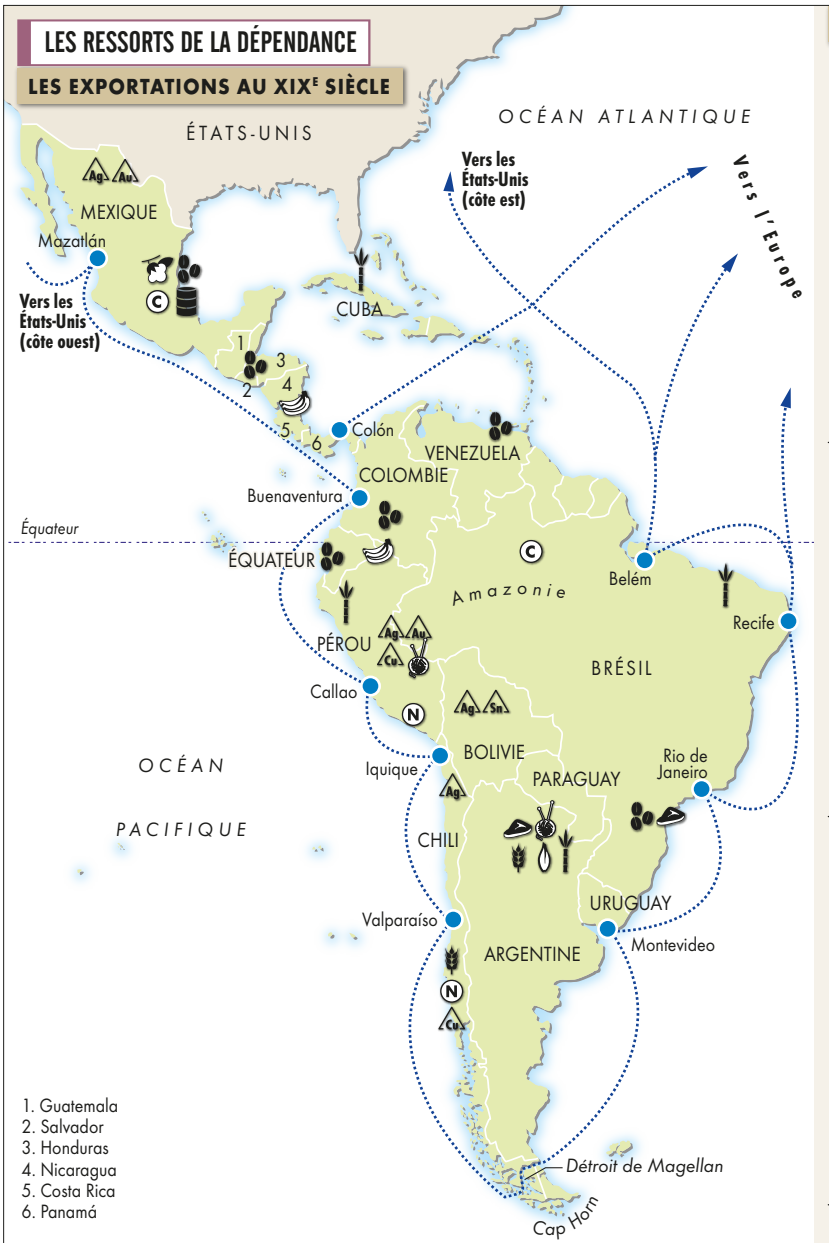
•••

CHANGEMENT DE MODÈLE

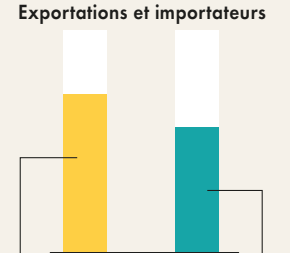
La croissance, alimentée par la hausse de la demande dans les années 1914-1930, ainsi que le lent développement de l'industrie, permettent de masquer provisoirement les troubles causés par ce modèle de développement. Une première alerte en 1921 ne remet pourtant pas en cause le modèle de croissance extravertie.
Mais la crise nord-américaine de 1929 plonge l'Amérique latine dans une phase de récession profonde. Elle marque un virage vers un nouveau modèle économique reposant sur une industrialisation nationale par substitution d'importation (ISI). Là encore, le changement de modèle n'implique pas de rupture avec les caractéristiques historiques du développement latino-américain : une dépendance commerciale et financière (investissements étrangers) succède à la dépendance commerciale. ●

LES RESSORTS DE LA DÉPENDANCE

LES EXPORTATIONS AU XIXE SIÈCLE



Exportations et importateurs



Produits exportés

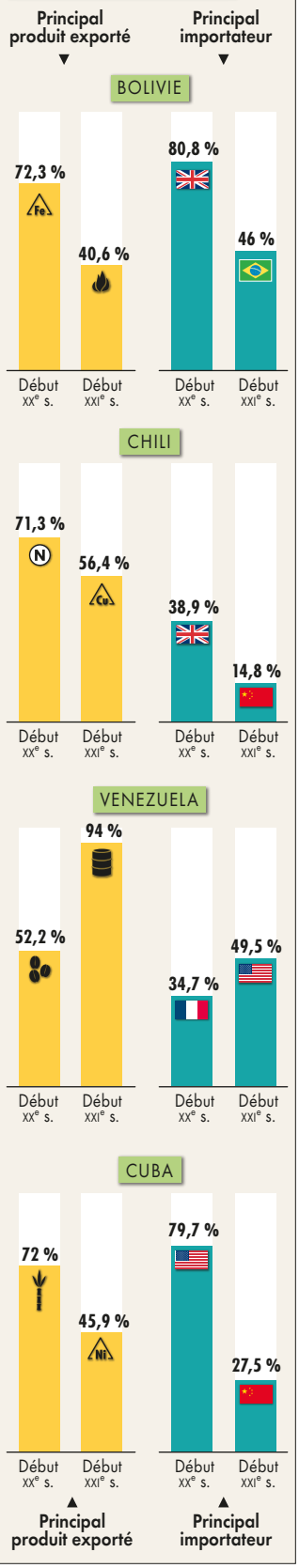
- Argent
- Or
- Cuivre
- Étain
- Fer
- Nickel
- Pétrole
- Gaz
- Caoutchouc
- Nitrates
- Coton
- Laine
- Café
- Bananes
- Maïs
- Blé
- Canne à sucre
- Viande

Pays importateurs

- Brésil
- Chine
- États-Unis
- France
- Royaume-Uni

Sources : Victor Bulmer-Thomas, *The Economic History of Latin America since Independance*, Latin American Studies, Cambridge, 2003 ; CEPAL, 2007.

PRODUITS ET CLIENTS



Les modèles révolutionnaires

Au XXe siècle, l'Amérique latine connaît de nombreuses révolutions et de multiples tentatives pour renverser le pouvoir en place et instaurer de nouveaux régimes. Les révolutionnaires ont souvent recours à la violence, aboutissant au chaos et à des guerres civiles pour le contrôle du pouvoir, comme ce fut le cas de la Révolution mexicaine en 1910. Les guérillas, la multitude des mouvements révolutionnaires, les révoltes populaires et les coups d'État marquent profondément le continent pendant un siècle. Cet héritage façonne encore les comportements et les projets politiques ; un régime révolutionnaire subsiste encore à Cuba.

LES RÉVOLUTIONS DU XXE SIÈCLE

La Révolution mexicaine, qui débute en 1910, révèle le caractère enflammé du continent latino-américain qui caractérise le siècle. Première grande révolution du siècle, porteuse d'un projet de réforme agraire, elle débute par un soulèvement contre la longue dictature modernisatrice du président Porfirio Díaz. Elle connaît une phase militaire, avec la dictature du général Huerta, puis une révolution institutionnalisée et un régime de parti unique. La révolution populaire bolivienne de 1952 porte à la tête du pays le Mouvement nationaliste révolutionnaire. L'armée est alors pratiquement démantelée et de puissants syndicats sont créés. La situation sociale et économique très pauvre des pays explique ces mouvements de révolte. Cependant, la victoire de Fidel Castro à Cuba marque une véritable rupture. Une révolution socialiste se met en place avec l'appui de l'Union soviétique dans le contexte de la guerre froide. Plus tard, la Révolution sandiniste au Nicaragua, en 1979, tente de s'aligner sur le modèle cubain. Mais la plupart de ces révolutions se concluent tragiquement par un coup d'État. Seul le Nicaragua fait exception : l'échec de Daniel Ortega aux élections de 1990 traduit le rejet du modèle révolutionnaire socialiste et la lassitude de la guerre civile.

•••

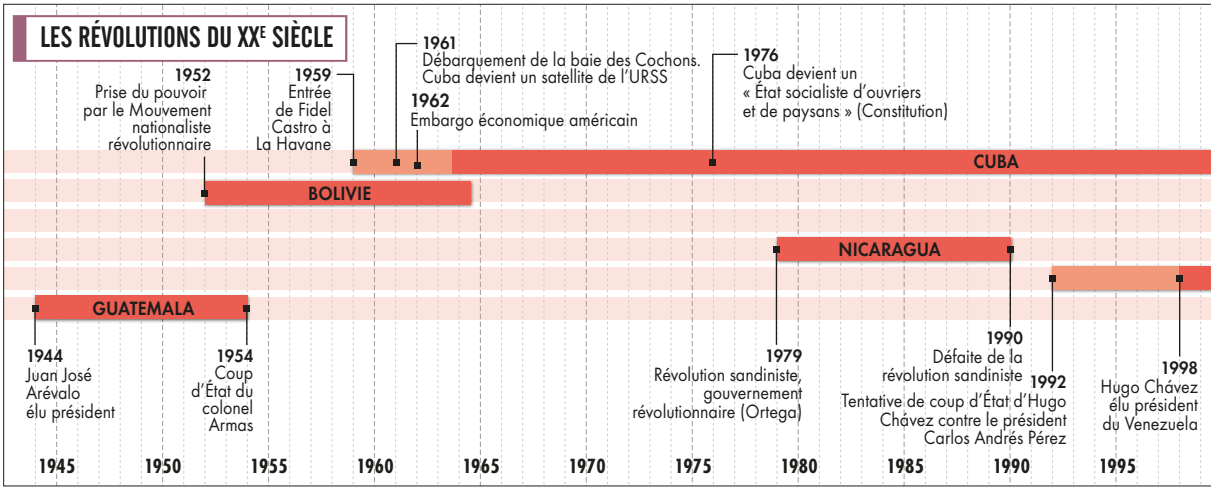
LES HÉRITAGES ACTUELS : CHÁVEZ, CASTRO

Après une tentative de coup d'État avortée en 1992 à la tête du Mouvement bolivarien révolutionnaire, l'ancien militaire Hugo Chávez est élu président du Venezuela en 1998 puis réélu à trois reprises (2000, 2006 et 2012) et décède en 2013. Ce personnage charismatique était apprécié par certains pour sa politique en faveur des plus pauvres, mais aussi critiqué et qualifié de populiste dilapidant la richesse pétrolière de son pays. Surtout, sa relation très privilégiée avec Fidel Castro lui est reprochée. Cuba reste jusqu'à ce jour le seul pays latino-américain ayant un régime révolutionnaire, depuis l'accession au pouvoir de Fidel Castro en 1959. La dictature castriste fait preuve d'une grande stabilité, grâce au soutien des organisations de masse qui contribuent au contrôle idéologique du pays. En 2008, le « Líder Maximo » a cédé la place à son frère Raúl Castro, qui entame un processus complexe d'« actualisation » du modèle révolutionnaire.

•••

LES MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES MARXISTES APRÈS CUBA

La Révolution cubaine de 1959 fait de ce pays un point de tension important au sein du continent. La victoire de Fidel Castro sert de détonateur et encourage l'apparition de mouvements révolutionnaires marxistes



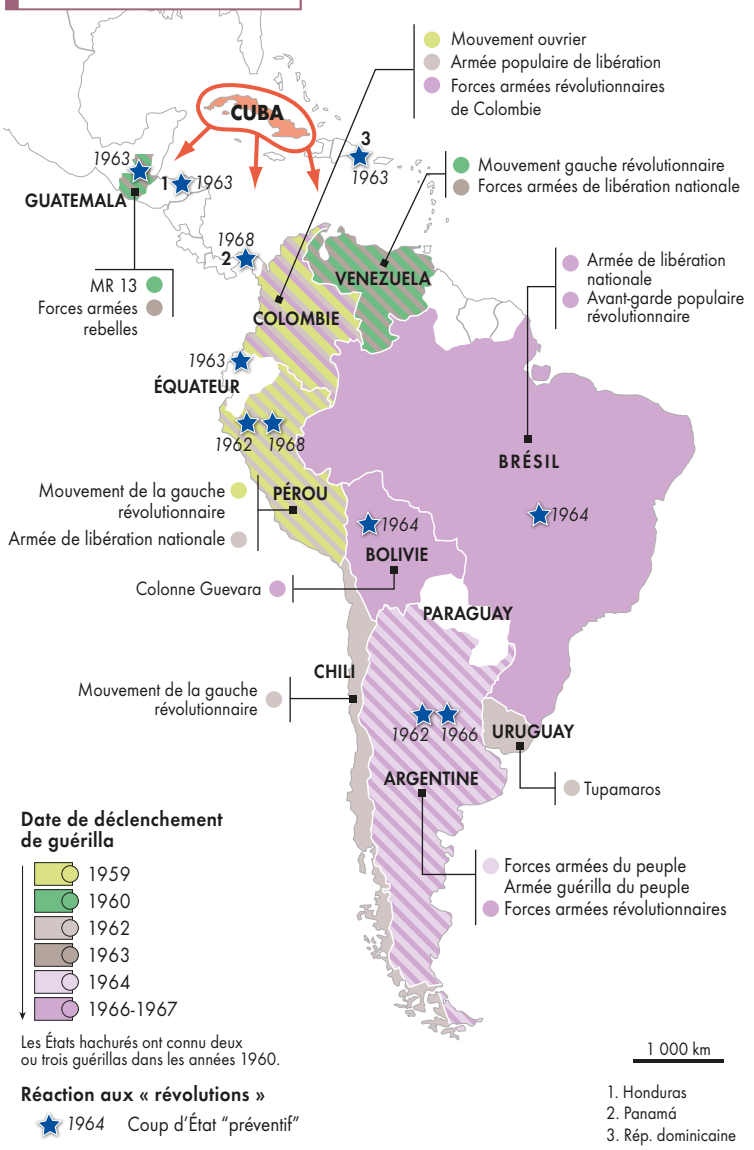
en Amérique latine. Dans les années 1960, se répandent des idéaux de « lutte révolutionnaire » et se créent des mouvements de guérilla castro-guevaristes ou trotskistes, certains liés aux partis communistes ou anti-impérialistes, voulant renverser les régimes en place. Che Guevara tente d'exporter la révolution cubaine en mettant en place des foyers insurrectionnels (*focos*), qui vont cependant échouer. Il fait une tentative en Bolivie, où il meurt en 1967. Le Brésil, le Chili et l'Uruguay connaissent principalement des guérillas urbaines. En République dominicaine, de nombreux foyers marxistes financés par Cuba sont ensuite mis en échec par les militaires. Ainsi, toutes ces guérillas sont défaites : les guérilleros ne parviennent pas à rallier les paysans et les nombreuses scissions au sein des groupes les affaiblissent. Ces mouvements rebelles servent aussi à justifier le retour des régimes militaires. Pour tenter d'enrayer une possible contagion révolutionnaire, les militaires prennent le pouvoir, avec le soutien actif des bourgeoisies affolées et, presque dans tous les pays, des États-Unis. Tous les coups d'État ne sont toutefois pas liés à l'onde de choc provoquée par la Révolution cubaine et doivent bien plus à la conjoncture politique des pays concernés.

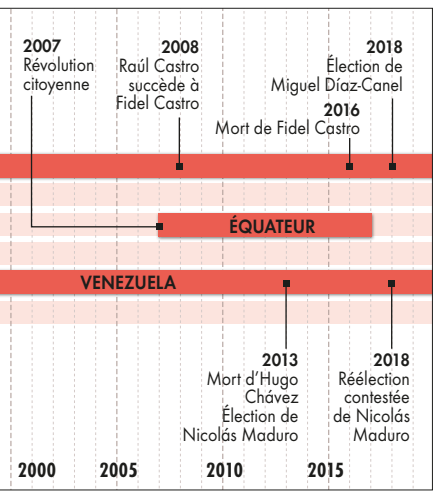
Verbatim

« Aujourd'hui, je prends de nouveau l'épée dans la main gauche et je la tiens prête pour mener les batailles qu'il faut mener pour la liberté et la justice du peuple bolivarien du Venezuela. »

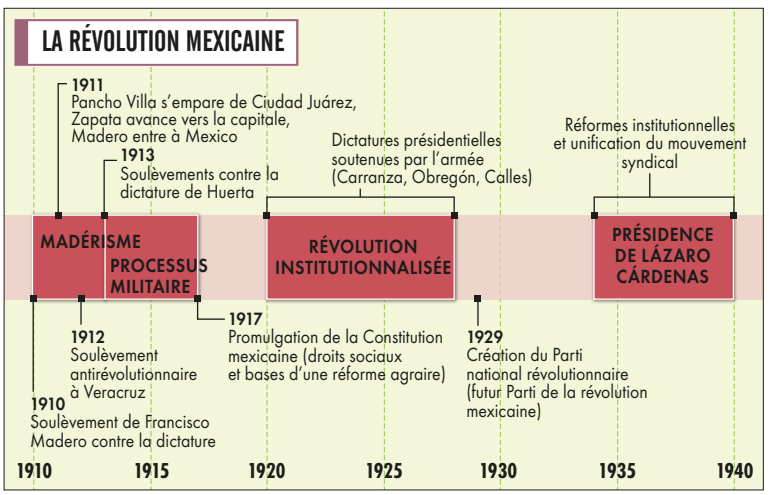
Hugo Chávez, 10 avril 2002.

GUÉRILLAS ET COUPS D'ÉTAT





LA RÉVOLUTION MEXICAINE



Legs historique

EN CONCLUSION

La construction des États latino-américains porte les stigmates de la colonisation. Le nouvel ordre qui se met en place après la « Découverte » marque profondément l'histoire du continent. Derrière l'apparente homogénéisation culturelle qu'impose la violente domination physique et symbolique exercée par les Européens, les sociétés latino-américaines se construisent sur le syncrétisme et le métissage. L'affirmation identitaire des groupes sociaux qui émergent se retrouve autant dans les *gritos** indépendantistes du XIX^e^ siècle que dans les mouvements révolutionnaires du XX^e^ siècle. S'ils marquent une volonté de se libérer des formes traditionnelles de domination, les soulèvements politiques n'imposent pas une réelle rupture avec les héritages coloniaux. Ils ne remettent pas non plus en cause la dépendance de l'Amérique latine vis-à-vis des puissances mondiales (Europe puis États-Unis). Les institutions étatiques peinent à se consolider. Elles s'appuient sur des identités nationales fragiles, construites par le haut selon des logiques inadaptées aux réalités du continent. À cela s'ajoute une dépendance économique, renforcée entre 1870 et 1930 par le modèle de croissance extravertie.

ESPACES, RESSOURCES ET PEUPLEMENT

Marquée par plusieurs vagues migratoires, l'Amérique latine s'est construite à partir de la rencontre entre les populations natives, les colons européens et les esclaves déportés d'Afrique noire. Fondés sur la violence, la domination et la verticalité des rapports sociaux, les échanges entre ces populations fondatrices ont aussi entraîné un brassage ethnique unique au monde. Les modes d'occupation de l'espace sont liés à des enjeux économiques, à l'exploitation des extraordinaires ressources naturelles du continent devenant un enjeu crucial pour les sociétés latino-américaines. Après les Indépendances, l'Amérique latine a connu une croissance extravertie, très dépendante de l'exportation des matières premières. Ce modèle a renforcé les inégalités héritées de la colonisation, telles que la concentration de la propriété foncière. Après la crise de 1929, les efforts d'industrialisation se sont accompagnés d'une urbanisation chaotique, aggravée par les échecs des réformes agraires.

Les modes de peuplement

L'Amérique latine s'est peuplée par des vagues de migrations qui, au fil de quatre siècles, ont progressivement créé un brassage de populations indigènes, blanches, noires, puis asiatiques. Depuis l'arrivée des Espagnols et des Portugais lors des grandes « Découvertes » du XVI^e siècle jusqu'aux migrations du XX^e siècle, en passant par l'importation d'esclaves d'Afrique, le peuplement de l'Amérique latine est une chronique complexe. Les apports des colons espagnols et portugais s'installant dans le Nouveau Monde, et les cultures autochtones puis africaines, asiatiques et européennes, sont constitutifs de l'identité latino-américaine d'aujourd'hui.

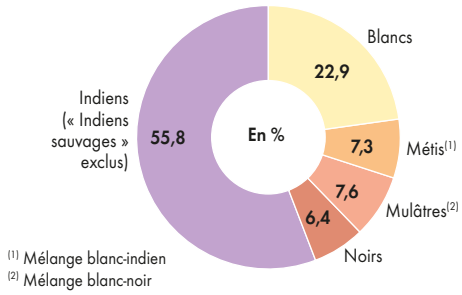
MIGRATIONS PASSÉES ET PRÉSENTES

Les populations natives d'Amérique latine sont très longtemps demeurées majoritaires sur le continent, malgré l'arrivée des colons européens. En 1789, ceux que l'on appelle communément les « Indiens » représentent encore 55,8 % de la population totale de l'Amérique latine. Les Blancs représentent quant à eux à peine 22,9 % de la population, soit deux fois moins que les Indiens. En dépit de cette supériorité numérique, les populations indigènes sont exploitées par les colons. Elles subissent surtout un inexorable déclin démographique, dû essentiellement aux massacres et aux maladies développées au contact des Européens.

À partir du XVI^e siècle, alors que la main-d'œuvre autochtone peine à s'adapter aux nouvelles charges de travail (champs de canne à sucre, etc.), les colons mettent en place le « commerce triangulaire » pour entretenir la dynamique économique et l'exploitation de matières premières. Dès les années 1530, plusieurs millions d'Africains sont envoyés de force vers l'Amérique latine (notamment au Brésil) pour y être mis en esclavage. Ce phénomène modifie profondément la composition ethnique de la région et aboutit à des brassages culturels. Les esclaves importent d'Afrique de nouvelles formes de croyances et de pratiques culturelles (danses, etc.) qui n'existaient pas en Amérique latine. Un lent processus de métissage physique et culturel se développe entre les trois groupes de populations : indigènes, Européens et Africains. Ce phénomène a été très progressif : au XVIII^e siècle, seuls 10 % d'Espagnols épousaient des femmes indigènes, du fait de l'interdiction cléricale, mais aussi à cause de préjugés racistes. Le métissage des populations est aujourd'hui très important. Mais derrière la construction d'un imaginaire de démocratie raciale, les ségrégations demeurent très fortes. Les élites politiques, économiques et sociales sont recrutées, pour l'essentiel, parmi les populations blanches.

•••

LA COMPOSITION DE LA POPULATION EN 1789



(1) Mélange blanc-indien
(2) Mélange blanc-noir

Source : F. de Solano, *Estudios sobre la ciudad iberoamericana*, 1975.

LA PIGMENTOCRATIE

Durant la période coloniale, un système de hiérarchisation ethnique est instauré : la « pigmentocratie ». Les Blancs et les Créoles (Blancs nés en Amérique latine) constituent l'élite sociale, politique et économique. Les Indiens, Noirs, Métis et Mulâtres sont rejetés au bas de la pyramide, sans possibilité d'ascension sociale.

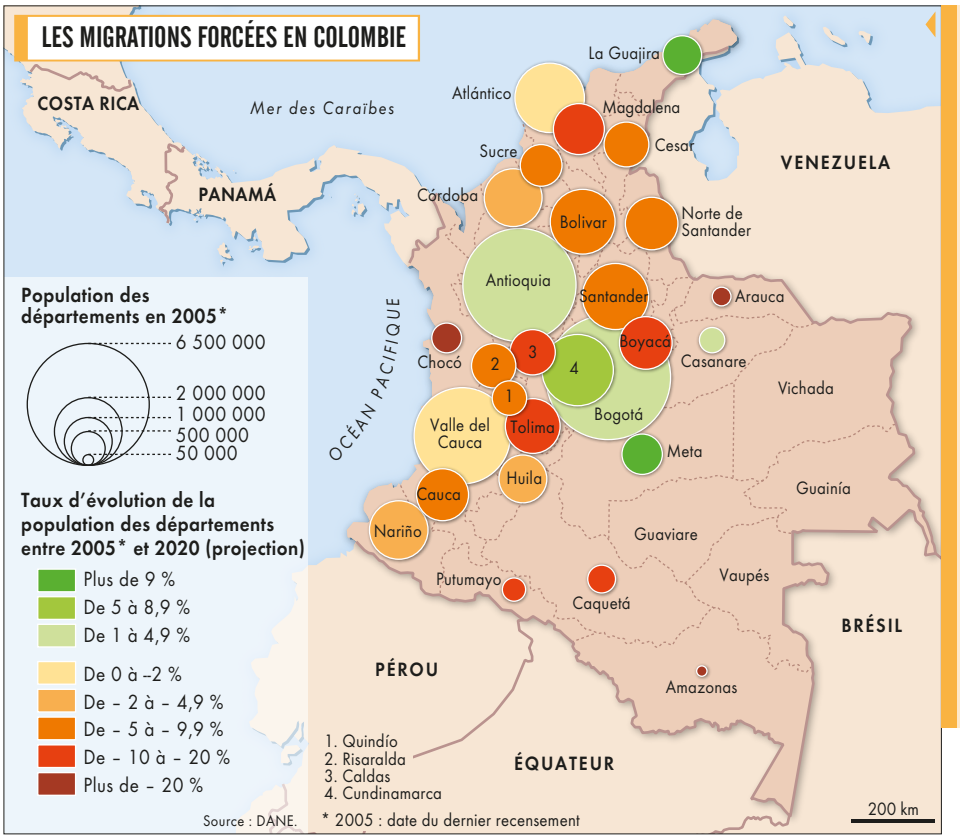
ARGENTINE : DE L'IMMIGRATION À L'ÉMIGRATION

L'Argentine est une terre d'intenses échanges migratoires avec l'Europe. Les migrations contemporaines se sont faites en deux vagues. Entre 1870 et 1929, de nombreux immigrants sont arrivés d'Europe – principalement d'Italie, d'Allemagne, de Pologne et d'Espagne – en quête de nouvelles opportunités économiques. L'Argentine comptait 132 742 immigrants résidents en 1880. Ils étaient 1 538 240 en 1914. Les Espagnols représentaient alors 10 % de la population du pays. À partir de 1930, l'immigration européenne s'amenuise et cède la place à une immigration plus régionale, les nouveaux immigrants arrivant surtout des pays limitrophes (Bolivie, Chili, Uruguay, Paraguay, Brésil). L'ouverture d'un Marché commun du Sud (Mercosur) en 1991 s'est traduite par une accélération des mouvements migratoires entre l'Argentine et ses voisins. Quantitativement, l'immigration a diminué durant le XX^e siècle. Entre 1914 et 1991, la proportion d'étrangers rapportée à la population totale du pays est passée de 30 % à 5 %. Lors de la dictature (1976-1983), puis avec la crise économique de 2001, les flux migratoires se sont même inversés, avec une forte émigration vers l'Europe (Espagne, Italie) et les États-Unis. Ironie de l'histoire, de nombreux descendants d'Européens retournent dans le pays de leurs ancêtres.

•••

COSTA RICA : LA QUESTION DE L'INTÉGRATION

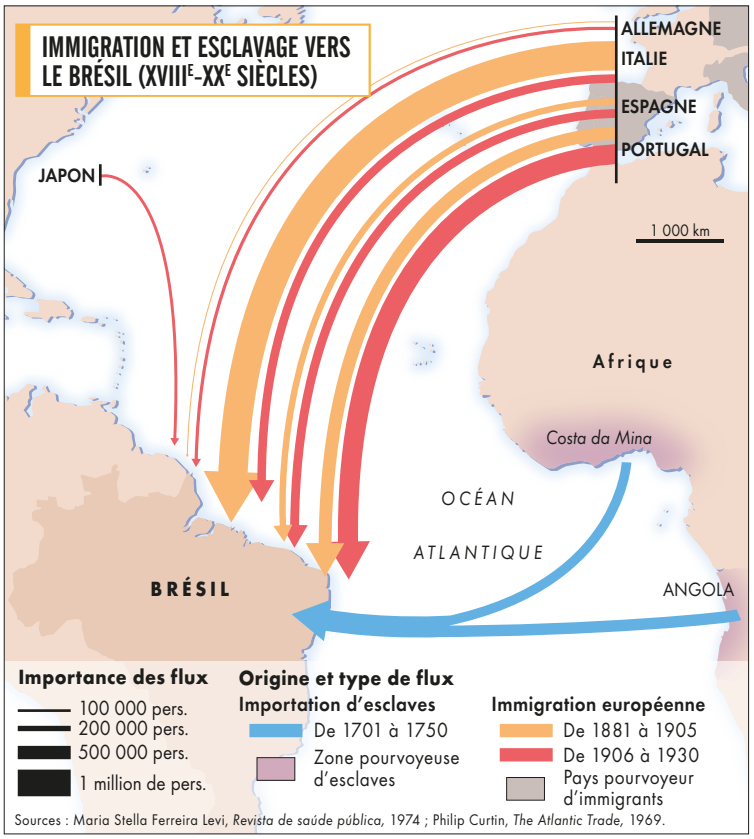
Pays le plus stable politiquement et économiquement de l'Amérique centrale, le Costa Rica constitue un pôle d'attraction dans la région. Les migrants viennent pour l'essentiel du Nicaragua. Une première vague migratoire a eu lieu pendant la



LE PHÉNOMÈNE DES DÉPLACÉS

La Colombie est un cas particulier en ce qui concerne les mouvements internes de populations. Si l'urbanisation répond en partie à des facteurs économiques et sociaux (accès à l'emploi, aux services, aux réseaux de solidarité), les migrations internes ont également des causes politiques : les violences et exactions liées au conflit armé qui oppose, depuis les années 1960, le gouvernement et les paramilitaires aux mouvements de guérilla. En 2011, la Colombie comptait 5,2 millions de déplacés forcés, pour une population de 46,5 millions d'habitants. Les déplacés se dirigent surtout vers les zones urbaines dynamiques : Bogotá, Medellín, Barranquilla.

guerre civile, après la révolution sandiniste de 1979. Une seconde vague commence dans les années 1990, sur fond de crise économique. Deux catastrophes naturelles ont aussi engendré des mouvements de population : le tremblement de terre à Managua en 1972 et le passage de l'ouragan Mitch en 1998. En 1999, le Costa Rica propose une « amnistie migratoire » et régularise la situation de 250 000 Nicaraguayens. Aujourd'hui, ces derniers représentent plus de 8 % de la population totale du Costa Rica (4 millions d'habitants). Ces flux migratoires soulèvent des enjeux politiques et sociaux considérables, entre désirs d'intégration, replis identitaires et dérives xénophobes. En 2018, de nombreux Nicaraguayens fuient le régime répressif et violent d'Ortega.



Verbatim

« Il n'existe pas de peuples non civilisés. Il n'existe que des peuples de civilisations différentes. »
Marcel Mauss, 1901.

Les ressources naturelles et leur exploitation

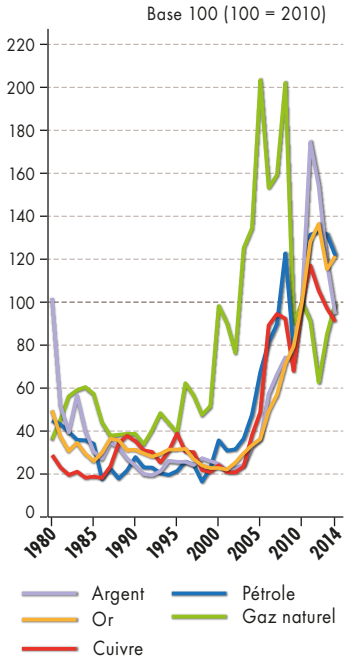
Dès sa découverte, l'Amérique latine est convoitée pour les nombreuses richesses de son sol et de son sous-sol – or, pierres précieuses, minerais, puis pétrole et gaz naturel –, auxquelles il faut ajouter les produits agricoles, tels le café, la canne à sucre, etc. Les matières premières jouent un rôle primordial dans l'intégration de l'Amérique latine au commerce mondial. Entre potentiel et dépendance, l'exploitation de ces ressources est devenue un enjeu économique majeur pour les pays latino-américains.

LE PÉTROLE, LE GAZ NATUREL ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le pétrole et le gaz naturel sont des ressources naturelles limitées en Amérique latine, mais elles ont une importance stratégique. En effet, la contribution de la région aux réserves mondiales est réduite, de l'ordre de 11,5%. L'Amérique latine détient 14,5% de la production mondiale de pétrole, soit deux fois moins que le Moyen-Orient. Les réserves de pétrole sont très inégalement réparties : le Venezuela en possède à lui seul 64,6%. Les autres pays producteurs sont le Mexique, la Bolivie, l'Équateur et le Brésil. Les réserves de gaz naturel sont également très concentrées, le Venezuela disposant de 52% de celles-ci. S'il maintient le rythme actuel d'exploitation et de consommation, le Venezuela aura une disponibilité de pétrole pour soixante-dix ans et de gaz naturel pour quarante-trois ans. Mais cette richesse génère de la dépendance et sa viabilité pour assurer le développement à long terme est limitée.

L'Amérique latine s'oriente vers la transition énergétique et développe des ressources énergétiques non fossiles, moins polluantes et renouvelables. Des parcs éoliens s'implantent peu à peu, tandis que les biocarburants (à base d'éthanol, de jatropha, etc.) prennent une place croissante dans l'économie de certains États, comme le Brésil. L'énergie hydroélectrique se développe (le barrage d'Itaipu fournit 13% de l'énergie brésilienne et 57,2% de l'énergie paraguayenne). Enfin, les énergies renouvelables – dont le solaire et l'éolien – représentent un quart de la consommation énergétique totale du Salvador (26,7%) et du Costa Rica (24,5%).

COURS DES MINERAIS



Source : CEPAL, 2015.

LES MINERAIS

Les sols d'Amérique latine contiennent de très grandes quantités et variétés de métaux, qui représentent une part notable des ressources des différents pays malgré la diminution de la part de l'activité minière dans le PIB mondial. Les mines de cuivre sont très importantes. La production a été multipliée par quatre ces vingt dernières années et représente la première production mondiale (44,7%). La production des autres minerais a augmenté dans les mêmes proportions. L'essor des nouvelles technologies dynamise la demande en minerais : le cuivre est utilisé, entre autres, dans les câbles électriques. Il faut savoir qu'un ordinateur portable comporte une trentaine de minerais différents.

Aujourd'hui, l'Amérique latine assure une part importante de la production mondiale de nombreux minerais : le cuivre (45 %), l'argent (40 %), la bauxite (26,2%), le zinc (23,1%), le plomb (19,7%) et le nickel (15,2%). Ces chiffres traduisent l'immense richesse minière de la région. L'économie de plusieurs pays d'Amérique latine est historiquement liée à l'exploitation de minerais, comme le cuivre au Chili, l'étain en Bolivie, l'or et l'argent au Pérou. Le contrôle de ces ressources entraîne des tensions économiques entre investisseurs publics et privés, mais aussi des tensions politiques et sociales entre les exploitants et les populations locales.

L'OR

Depuis quelques décennies, la production de minerais aurifères a augmenté de manière fulgurante, ayant été multipliée par six durant les vingt dernières années (de 5,2% en 1980 à 18% de la production mondiale en 2015). Cette croissance a été fondamentale pour soutenir la production mondiale d'or, compensant la chute de la production en Afrique et en Amérique du Nord. Longtemps premier producteur d'or de la région, le Brésil a enregistré une chute de ses productions depuis 1988, cédant sa place au Pérou en 1996 (avec 40,7 % de la production régionale d'or). Le Pérou occupe en 2014 la sixième place mondiale en

LES DÉFIS DU SOUS-SOL LATINO-AMÉRICAIN

La diversité des ressources énergétiques dont dispose l'Amérique latine offre à cette région une place centrale dans les futures négociations énergétiques. Mais la valorisation de ce potentiel soulève plusieurs défis : la résolution des conflits internes pour le contrôle des ressources ; la modernisation des conditions d'extraction ; ou encore le développement des infrastructures pour acheminer les matières premières. Car la simple possession de richesses énergétiques n'est pas une garantie de développement. Fortement dotée en minerais, la Bolivie affiche ainsi des taux de pauvreté très élevés, rappelant la thèse de T.L. Karl sur le paradoxe de l'abondance (1997). La rationalisation de l'usage des ressources passe notamment par une coopération énergétique régionale plus ambitieuse.

Verbatim

« Voici donc l'un des continents les mieux doués de la terre au point de vue des ressources naturelles : selon la formule stéréotypée des pays neufs, ses richesses sont infinies. »

André Siegfied, 1934.

termes de production officielle. Suivent le Brésil (11e), l'Argentine (14e) et le Chili (18e) – deuxième producteur de la région jusqu'en 1996. Les investissements étrangers dans les activités extractives se multiplient dans les années 2000. En Colombie, ils passent de 463 millions de dollars en 1999 à 2,9 milliards de dollars en 2014. Entre 2006 et 2009, la production d'or y a été multipliée par trois, puis a continué à augmenter (+16,5% entre 2009 et 2013). Mais les mines attirent aussi les convoitises des exploitants illégaux et des trafiquants de drogue, qui y voient des opportunités pour laver l'argent du trafic. La nouvelle « fièvre de l'or » a aussi des effets environnementaux : outre la contamination de l'eau liée à l'usage encore courant du mercure, l'extraction d'or a généré un déboisement de 1680 km^2 de forêts tropicales en Amérique du Sud entre 2001 et 2013.

LE CAFÉ

Le plus gros producteur mondial de café est aujourd'hui le Brésil, qui assure à lui seul environ 30% de la production mondiale (17 des 27 États fédérés du Brésil cultivent du café). Derrière se trouve la Colombie, avec 13% de la production mondiale. D'autres pays, comme le Costa Rica ou la Jamaïque, se singularisent par la qualité de leur production destinée à l'exportation. Au total aujourd'hui, dix des vingt principaux producteurs de café mondiaux sont latino-américains. Dans les régions de production de ces pays, le café a apporté de la prospérité depuis la deuxième moitié du XIXe siècle. Souvent aux mains de petits producteurs, il a généré une société moins inégalitaire que celle des grandes plantations tropicales. La baisse des cours du café a néanmoins incité de nombreux producteurs à vendre leurs propriétés ces dernières années. Le café n'est plus le « grain d'or » qu'il a été, mais les petits producteurs sont de plus en plus défendus par les entreprises relevant du secteur du commerce équitable.

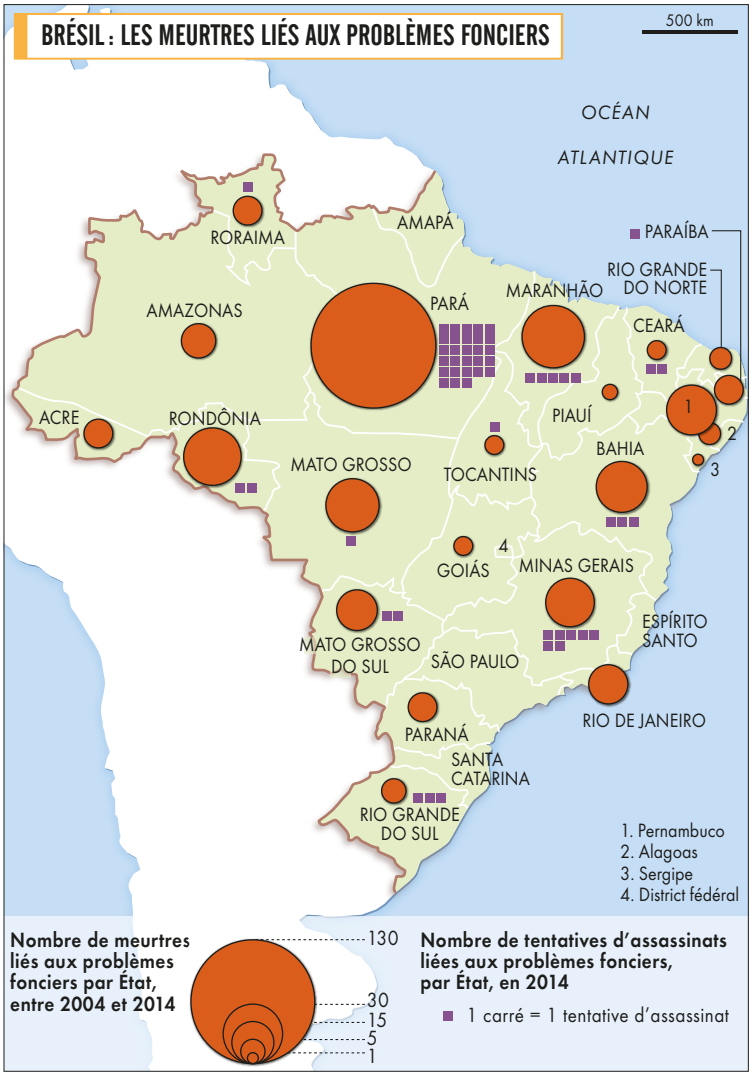
La propriété foncière, un enjeu de violences

La question foncière en Amérique latine est un héritage de la période coloniale, pendant laquelle se mettent en place les *latifundia**, immenses propriétés terriennes. Le caractère très inégalitaire de la structure foncière n'a depuis lors cessé de s'aggraver. Sous la pression de mouvements sociaux ou de gouvernements réformistes, certains pays ont réalisé des réformes agraires plus ou moins ambitieuses au XX^{e} siècle. Le problème de l'accès à la terre n'en reste pas moins d'actualité dans la plupart des pays, tout en étant une source de violence. Les grands propriétaires continuent de peser sur la vie politique de nombreux pays.

HISTOIRE DES RÉFORMES AGRAIRES

En 1915, la réforme agraire mexicaine est la première à être mise en œuvre. Érigée en modèle pour la région, elle met en place un système de propriété collective appelée *ejido**, qui ne sera abandonné qu'en 1991. Par la suite, d'autres réformes sont mises en place pour redistribuer les terres inexploitées aux paysans. C'est le cas en Bolivie et au Guatemala (1953). En 1959, un tournant s'opère avec la Révolution cubaine. Les États-Unis prennent alors conscience de l'urgence d'instaurer des réformes pour prévenir des épisodes révolutionnaires dans d'autres pays latino-américains marqués par une structure foncière inégale. À travers le programme « Alliance pour le progrès » de Kennedy, ils encouragent une vague réformiste sans précédent. Ces réformes ont deux objectifs : la croissance économique et la remise en cause du pouvoir des grands propriétaires, lesquels sont parfois expropriés sans indemnisation, comme au Nicaragua. Les terres récupérées sont octroyées soit à des agriculteurs privés (Chili), soit à des exploitations collectives (Pérou) ou étatiques (Cuba).

Cependant, même si le bilan reste mitigé, des progrès sont mesurables. Les petits agriculteurs ont souvent manqué d'encadrement et les coopératives ont été mal gérées. Enfin, sur les dix millions de familles de paysans sans terre que compte l'Amérique latine dans les années 1960, seul un million bénéficie d'une redistribution. Le problème demeure irrésolu à ce jour et les conflits pour l'accès à la terre font chaque année de nombreuses victimes (milliers de déplacés en Colombie, assassinats au Brésil, etc.).



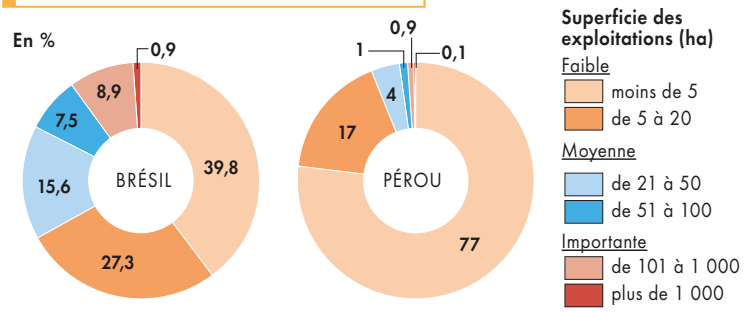
LA RÉFORME AGRAIRE MEXICAINE

En raison de sa précocité et de son indéniable réussite, la réforme agraire mexicaine a longtemps servi de modèle pour celles qui suivront en Amérique latine. La Révolution mexicaine de 1910 se développe en grande partie sur le thème « Terre et liberté », défendu notamment par Emiliano Zapata, leader de la révolution de 1910. Le territoire est alors aux mains de très grands propriétaires. La réforme, engagée en 1917, prévoit la limitation de la propriété et la division des *latifundia*. Deux grands types de propriété se mettent en place. Les *ejidos* correspondent aux terres appartenant à l'État et distribuées aux paysans qui en jouissent collectivement, sans droit de propriété. Les petites propriétés permettent, à l'inverse, aux paysans de disposer de tous les droits sur leurs terres.

Le bilan de cette réforme est positif sur le plan social, mais critiquable sur le plan économique. Une fraction très importante de la population est bénéficiaire, mais la taille souvent réduite des exploitations et l'ambiguïté quant aux droits de propriété freinent le succès économique de la réforme. La propriété collective est toutefois préservée jusqu'en 1991, année où les *ejidos* sont supprimés. Les problèmes d'accès à la terre sont toujours d'actualité, en dépit de la réforme agraire. En 1994, le sous-commandant Marcos reprend le cri de Zapata « Terre et liberté » et lance la révolte zapatiste dans l'État du Chiapas, où la réforme agraire n'a jamais permis aux paysans indiens de pouvoir disposer de terres.

LES RÉFORMES AGRAIRES

INÉGALITÉS DANS LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE



Sources : Censo agropecuario, *Statistical Abstract of Latin America*.

Verbatim

« La terre, ce chantier qui nous rend si féroces. »

Dante Alighieri, *Paradiso*, XXI, 151.

RÉFORME AGRAIRE ET PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Les réformes agraires, synonymes de transformation de la répartition des terres cultivables, sont liées aux caractéristiques de la propriété foncière. Toute réforme agraire a pour origine la volonté de doter des paysans sans terre de moyens de subsistance et donc de corriger les extrêmes inégalités foncières qui marquent l'Amérique latine. Cela se caractérise le plus souvent par l'expropriation des grandes et riches propriétés, héritées de la période coloniale (*latifundia*), puis la redistribution par morcellement des terres récupérées. Ces réformes agraires poursuivent à la fois un objectif de croissance économique et de progrès social, l'inégalité foncière étant perçue comme un obstacle au développement. Il existe toutefois un débat sur les vertus des réformes agraires. Il oppose les partisans d'une certaine modernisation, qui craignent un démantèlement de grandes propriétés productives au profit d'une agriculture de subsistance moins efficace, aux partisans de l'équité sociale et de la défense des équilibres écologiques.

Zones économiques et pôles de croissance

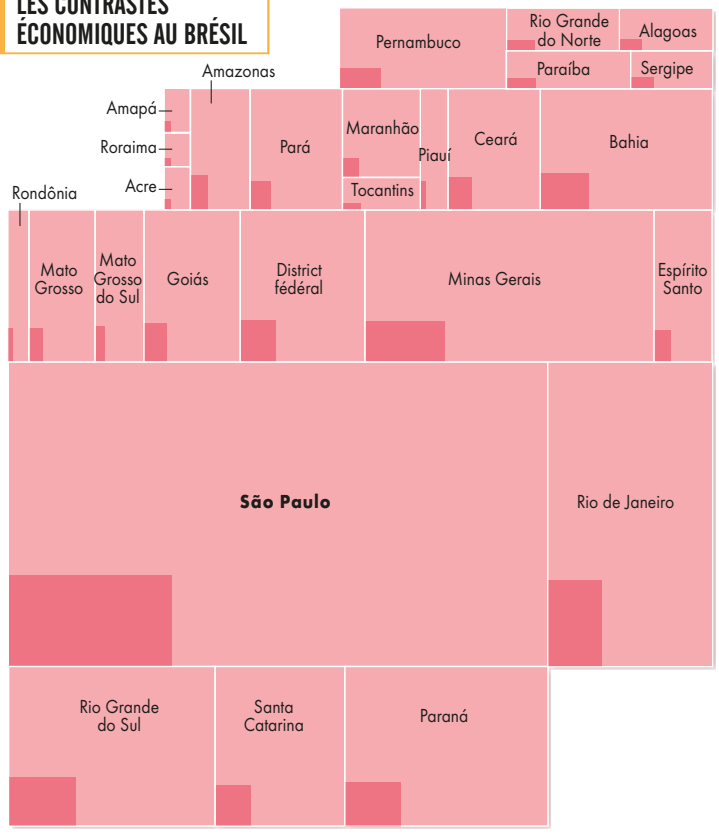
L'industrialisation de l'Amérique latine ne s'est pas réalisée de façon homogèneque, que ce soit à l'échelle du continent ou à celle des pays. Les secteurs d'activité économique traditionnels (extraction minière ou exportation de produits agricoles) demeurent importants dans de nombreux États. Dans les pays qui ont développé une capacité de production industrielle substantielle, celle-ci s'est organisée autour de pôles de croissance très localisés, comme Monterrey au Mexique ou São Paulo au Brésil, d'où la prospérité n'a guère irradié. Ces concentrations industrielles sont à l'origine de la croissance urbaine et de phénomènes migratoires, laissant de vastes territoires à l'état d'abandon.

RÉPARTITION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES EN AMÉRIQUE LATINE

La colonisation de l'Amérique latine transparaît encore de nos jours dans la répartition des activités économiques de la région. Celle-ci fut longtemps considérée comme un paradis de ressources naturelles dans lequel les colonisateurs pouvaient puiser sans aucune restriction. Après les Indépendances, les Européens ont d'abord imposé la spécialisation (suivant les théories de Ricardo), puis la division internationale du travail. Les pays d'Amérique latine se sont ainsi consacrés à l'exportation de matières premières leur garantissant une niche sur les marchés mondiaux. En retour, ils importaient des produits manufacturés. Outre une forte dépendance au marché mondial, cette logique a considérablement ralenti l'émergence d'un tissu industriel.

Trois groupes de production sont identifiables encore aujourd'hui en Amérique latine. Les produits agricoles et l'élevage proviennent essentiellement du Cône Sud (Argentine, Uruguay, sud du Brésil). En Uruguay, 80 % de la superficie du pays est consacrée à l'élevage. Le taux de tête de bétail par habitant y est le plus élevé au monde (3,8 bovins par habitant). Les produits agricoles tropicaux – bananes, etc. – sont cultivés dans les pays de la zone andine nord (Colombie, Équateur, Venezuela), en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Enfin, les minerais se retrouvent surtout dans les pays du sud de la zone andine (Chili, Pérou, Bolivie), au Brésil et au Mexique. Bien sûr, ces productions

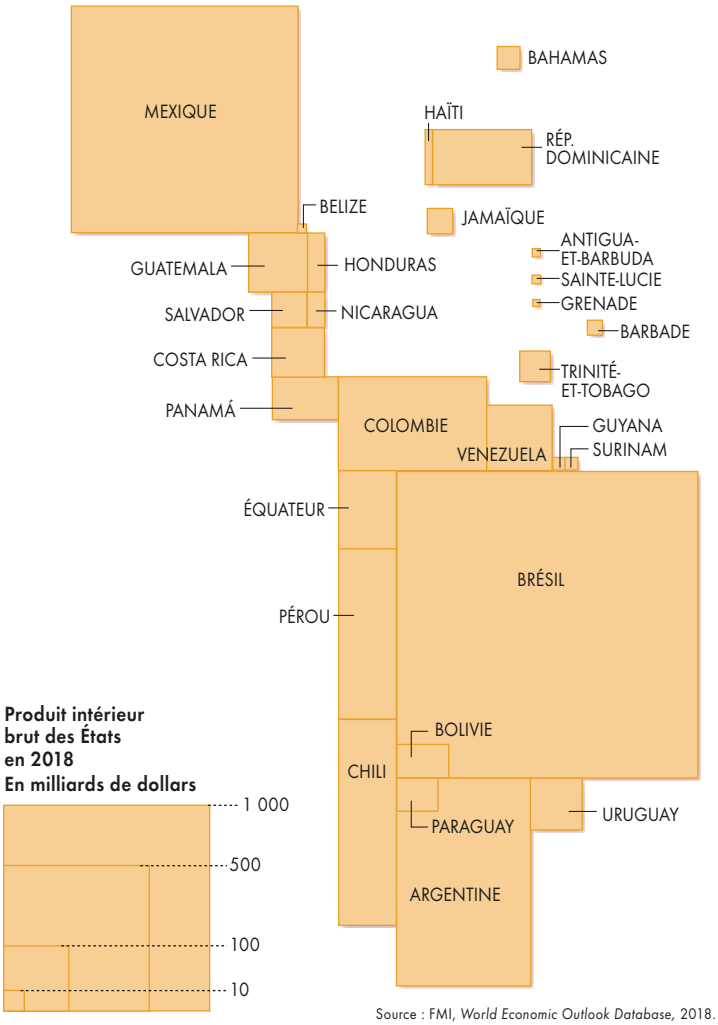
LES CONTRASTES ÉCONOMIQUES AU BRÉSIL



Produit intérieur brut des États brésiliens en 2002 et 2016
En millions de reals

Source : IBGE.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



Source : FMI, *World Economic Outlook Database*, 2018.

ne sont pas exclusives. L'Équateur et la Colombie sont par exemple deux des principaux exportateurs mondiaux de fleurs. La diversification prend le pas sur la mono-exportation. Certains pays comme le Brésil et le Mexique ont même une production très variée. Il convient enfin d'ajouter le secteur des énergies fossiles (pétrole et gaz) qui concerne un petit groupe de pays (Venezuela, Bolivie, Équateur, Mexique, Brésil).

LES PÔLES DE CROISSANCE : MONTERREY ET SÃO PAULO

Monterrey, au nord du Mexique, devient un important pôle industriel à la fin du XIX[e] siècle. Dans les années 1880, cette ville prospère grâce à des activités traditionnelles, telles que l'agriculture et les petites usines de textile. En 1882, Monterrey accueille le premier train « express » en provenance des États-Unis. Ce réseau ferroviaire prédispose la ville à devenir le siège des fonderies américaines qui veulent échapper aux droits de douane imposés aux États-Unis sur l'importation des minerais mexicains. La ville s'ouvre et prend son essor. À partir de 1890, l'installation de nombreuses autres industries dans la région est encouragée par les gouverneurs de l'État du Nuevo León, au prix de généreuses exonérations fiscales. Les services bancaires se développent parallèlement à cette industrialisation, certes dépendante des investissements nord-américains, mais qui fait la fortune des grandes familles et apporte de la prospérité dans la région.

São Paulo bénéficie de la hausse de la demande du café dans les années 1880. Les nouvelles voies ferrées permettent de relier les zones de production à la ville, qui devient un carrefour commercial et une place financière. Après la chute de l'empire centralisateur en 1889, la jeune République fédérale du Brésil impose la décentralisation. São Paulo gagne une autonomie financière importante, qui lui permet désormais de négocier des accords bancaires avec l'étranger. Puis, dans les années 1900-1910, grâce aux ressources tirées des exportations de café, les industries de transformation se développent. Mais la grande crise de 1929 provoque des changements ; les rapports entre exportations et investissements industriels se transforment. La demande extérieure ne conditionne plus comme avant le marché pauliste, qui devient relativement autonome et dynamise son marché intérieur. Enfin dans les années 1960, l'industrie automobile s'installe en périphérie de la ville. São Paulo est aujourd'hui un puissant moteur du Mercosur et l'un des principaux cœurs économiques de l'Amérique latine.

LE CONTINENT DES INÉGALITÉS

Au niveau interne comme à l'échelle du continent, la géographie des activités économiques fait encore apparaître de vastes zones sous-développées, où les populations rencontrent des difficultés à survivre (zones montagneuses, déserts et forêts tropicales notamment). De larges territoires demeurent coupés du développement et de la modernisation. La faiblesse des infrastructures ne contribue guère à leur désenclavement. Loin de cette Amérique latine oubliée, de puissants centres industriels concentrent l'essentiel du potentiel économique et attirent les populations déshéritées des zones rurales. Les politiques mises en œuvre pour réduire ces déséquilibres peinent encore à porter leurs fruits.

Verbatim

« Chez les peuples pauvres d'Amérique, l'ère industrielle est peut-être une "nouvelle frontière", elle est en tout cas une espérance. »

François Chevalier, 1977.

Urbanisation et exclusion

L'urbanisation de l'Amérique latine se développe dans la deuxième moitié du XX[e] siècle, soit plus tard que celle de l'Europe. Pourtant, le continent possède un taux d'urbanisation proche de celui du Vieux Continent (70 %) et il a vu se développer de véritables métropoles mondiales qui peuvent être considérées comme des villes-États. Mexico et São Paulo figurent ainsi parmi les plus grandes concentrations urbaines du monde. Cette croissance s'accompagne de l'apparition de poches de misère, d'exclusion et de violence. L'organisation urbaine est marquée par une forte ségrégation sociospatiale.

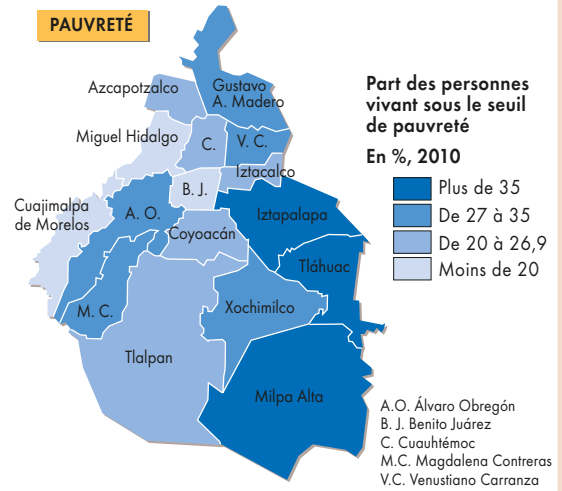
L'EXCLUSION SOCIOSPATIALE

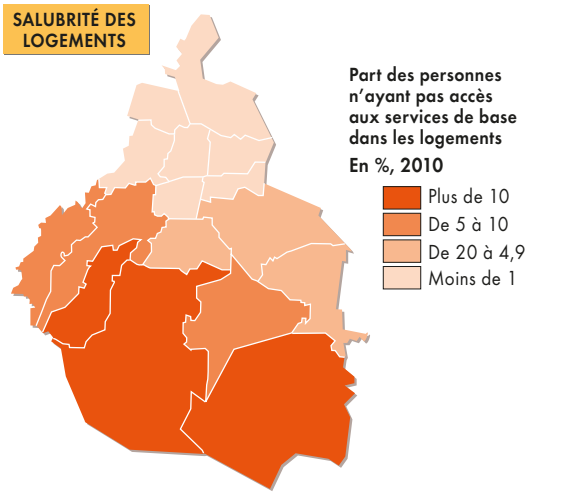
L'une des caractéristiques générales des agglomérations d'Amérique latine est l'exclusion sociospatiale, due souvent à un urbanisme incontrôlé et à l'absence de services publics dans les zones les plus défavorisées. De plus, la très forte croissance démographique rend difficile une planification urbaine : l'apparition de « quartiers champignons » à Santiago du Chili dans les années 1980 en est une illustration, tout comme les fréquentes occupations de terrains à Lima. Les moyens de lutte contre ces disparités ne sont pas toujours adaptés : la construction de logements sociaux par les pouvoirs publics ne s'adresse qu'à une partie limitée de la population et les mécanismes mis en place pour appuyer ces politiques ont échoué, à l'instar de la Banque nationale de l'habitation (BNH) au Brésil. Ceci a entraîné l'apparition de sous-cultures et une polarisation de la société sur la base d'antagonismes entre différentes couches sociales. Les cultures urbaines sont très vivantes en Amérique latine et permettent aux populations exclues de canaliser leur frustration sociale. Mais les États adoptent désormais de nouvelles politiques publiques pour réduire l'exclusion sociospatiale : il ne s'agit plus d'éradiquer les zones difficiles, mais de les légaliser, d'en contenir l'extension et de leur fournir certains services de base, comme au Pérou avec les « installations humaines » (bidonvilles) ou au Brésil avec les *favelas*.

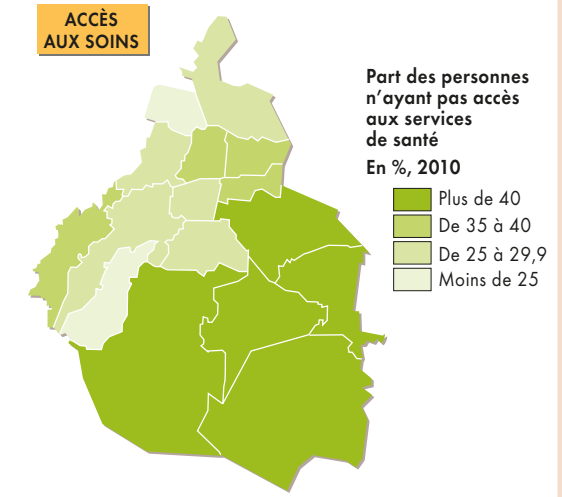
L'URBANISATION À SÃO PAULO

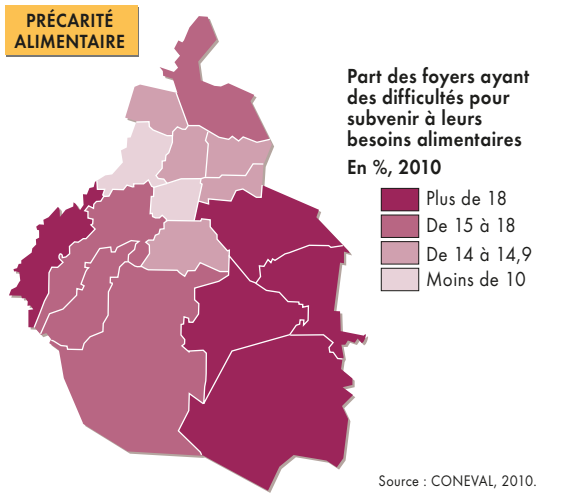
Le processus d'urbanisation de la ville de São Paulo a commencé à la fin du XIX[e] siècle. Par sa rapidité et son ampleur, la croissance de la ville a engendré des effets pervers et des fractures. Cela se reflète dans la répartition de la population, miroir d'une exclusion sociale et spatiale caractéristique du Brésil dans son ensemble. Les populations pauvres, bien souvent noires, ont été systématiquement rejetées en périphérie, mais elles ont aussi occupé certaines zones du centre. Cette exclusion est symbolisée par la multiplication des *favelas*, véritables bidonvilles situés soit en périphérie – et coupés

INDICATEURS SOCIAUX DANS LE DISTRICT FÉDÉRAL DE MEXICO









Source : CONEVAL, 2010.

Verbatim

« São Paulo, comme tu étais et comme tu es devenu! Je ne peux plus te tutoyer : noble comme tu es, tu mérites aujourd'hui que je t'appelle Excellence. »

Alfredo Moreira Pinto, *A cidade de São Paulo*, 1900.

des services urbains – soit dans le centre urbain. Seuls vingt-six des soixante-dix districts municipaux n'ont pas de *favelas*. Dans ces bidonvilles se concentrent les niveaux de violence les plus élevés et tous les indicateurs de marginalisation sociale. L'économie informelle et les trafics font vivre une partie de la population. L'exclusion est aussi présente dans le domaine de l'éducation. Les populations les moins aisées vivent dans des conditions de vie très précaires et ont peu de possibilités d'ascension sociale. De leur côté, les populations plus favorisées ont tendance à se renfermer de plus en plus dans des ghettos de riches. Les quartiers fermés et gardés par des forces de sécurité privées font désormais partie du paysage urbain.

• • •

LA RÉHABILITATION URBAINE À MEXICO

En 1970, Mexico comptait 9 millions d'habitants. La ville connaît une croissance spectaculaire et atteint le cap des 14 millions d'habitants en 1980. Ce phénomène est la conséquence de la dynamique économique et sociale du Mexique de l'après-guerre : le pays étant relativement fermé au commerce extérieur, les entreprises se sont orientées vers le marché national. Elles se sont concentrées sur la ville de Mexico, principal centre de consommation du pays. Le développement de la capitale a provoqué un exode rural massif vers la ville. Les nouveaux arrivants se sont généralement installés dans des zones à risque élevé (le sol est très instable à Mexico, car la ville est construite sur un lac asséché). Ces populations n'ont pas accès aux services sociaux de base. Leur installation en périphérie a aggravé la ségrégation sociospatiale, de plus en plus marquée dans la ville. Au cours des décennies 1980 et 1990, la croissance urbaine a stagné. Puis la métropole a gagné 6 millions d'habitants en vingt ans pour dépasser les 20 millions en 2010 (dont 8,8 millions intra-muros), ce qui fait de Mexico la deuxième plus grande métropole du monde. En 1985, un tremblement de terre a causé la mort de 10000 personnes et la destruction de 6000 immeubles. Cet événement, associé à la ségrégation sociospatiale persistante, a conduit les gouvernements récents de la ville à développer d'ambitieux programmes de réhabilitation urbaine.

EN CONCLUSION

L'Amérique latine dispose d'innombrables atouts culturels liés aux modes de peuplement et au métissage – pourtant difficile – entre les trois groupes fondateurs (les Indiens, les Blancs puis les Noirs). La région bénéficie aussi d'un fort potentiel économique lié à ses ressources naturelles. Mais le rapport de domination imposé par les Européens, les modes d'occupation de l'espace, ou encore l'utilisation des ressources naturelles ont contribué à faire de l'Amérique latine une terre de contrastes. La structure inégalitaire des sociétés latino-américaines s'enracine d'abord dans les latifundia. Elle résiste ensuite aux soubresauts politiques (indépendances, abolitions, révolutions) pour traverser l'histoire du continent. On la retrouve dans les centres urbains les plus modernes. Malgré les politiques correctives récemment mises en œuvre, les inégalités et l'exclusion marquent toujours les sociétés latino-américaines du XXIe siècle. Les quartiers fermés (*barrios cerrados*) tutoient les bidonvilles, les gratte-ciel des centres financiers surplombent les friches industrielles, tandis que les zones intégrées à la dynamique économique cachent mal dans leur ombre des poches d'exclusion grandissantes.

DÉVELOPPEMENT : ÉQUILIBRES ET FRAGILITÉS

Les enjeux du développement reposent sur plusieurs piliers en Amérique latine. Le premier défi consiste à stimuler la croissance tout en réduisant le niveau de dépendance à l'international. Cela implique de surmonter les conjonctures critiques et de s'adapter aux fluctuations de l'économie mondiale. Il s'agit ensuite de mettre en place des programmes politiques permettant de mieux distribuer les richesses et de démocratiser l'accès aux fruits de la croissance. L'Amérique latine ne peut en effet prétendre à un développement équilibré tant qu'elle demeure rongée par les inégalités. La lutte contre ce fléau implique des actions au niveau régional (aide aux pays les plus pauvres), au niveau national (dynamiser les zones les moins avancées), mais aussi au niveau local (contenir les poches de pauvreté). L'inclusion économique et sociale passe également par un meilleur encadrement des conditions de travail. Le travail informel tient une place croissante dans les économies latino-américaines, faute de perspectives professionnelles dans un cadre légal. Enfin, un nouvel enjeu global touche directement l'Amérique latine : la transition vers un modèle économique respectueux de l'environnement. Cela implique de penser un nouveau rapport, viable sur le long terme, entre l'homme et la nature.

Les activités économiques

L'Amérique latine présente une très grande diversité d'activités économiques. La place de chaque secteur varie d'un pays à l'autre, mais des tendances globales sont repérables à l'échelle du continent : l'industrialisation et la tertiarisation prennent une place de plus en plus importante dans l'ensemble des pays depuis vingt ans, ce qui marque une mutation profonde des économies. Parallèlement, certains pays ont cherché à se spécialiser dans une activité spécifique au niveau mondial. Tourisme, banques, agrobusiness et manufactures sont désormais des exemples représentatifs qui révèlent les nouvelles ambitions de l'économie latino-américaine.

LES NOUVEAUX SECTEURS CLÉS : TERTIARISATION ET INDUSTRIALISATION

Depuis vingt ans, les activités économiques connaissent deux mutations : la tertiarisation et l'industrialisation. Le secteur agricole est globalement en retrait, particulièrement en Amérique centrale, en Colombie et en Bolivie. Il représentait 15,4 % du PIB de la région en 1984 ; il n'est plus que de 4,7 % en 2017.

La tertiarisation des économies est une tendance importante en Amérique latine. Le secteur tertiaire assure plus de 50 % du PIB dans quasiment tous les pays latino-américains. Le commerce, la restauration, la finance, les services fournis aux entreprises sont désormais le signe d'une modernisation de l'économie. Le tourisme est une activité représentative de cette mutation.

En dix ans, les flux touristiques vers la région ont doublé. En 2014, l'Amérique latine a accueilli 90 millions de touristes internationaux, soit 6,8 % de plus qu'en 2013. Le Mexique est à la fois la première destination de la région, avec 29 millions de touristes, et le pays le plus dynamique dans ce secteur (+20 % entre 2013 et 2014). Le Brésil a passé pour la première fois la barre des 6 millions de touristes (+10,6 %), sous l'effet de la Coupe du monde de football.

Certains pays ont accompagné leur tertiarisation d'une politique de création d'industries pour soutenir l'exportation (Mexique, pays d'Amérique centrale) ; d'autres ont accéléré ou maintenu le développement d'une économie de services à des hauts niveaux (Panamá, Uruguay, Équateur). Ailleurs, la tendance est à la tertiarisation malgré une certaine stabilité des structures économiques plus traditionnelles.

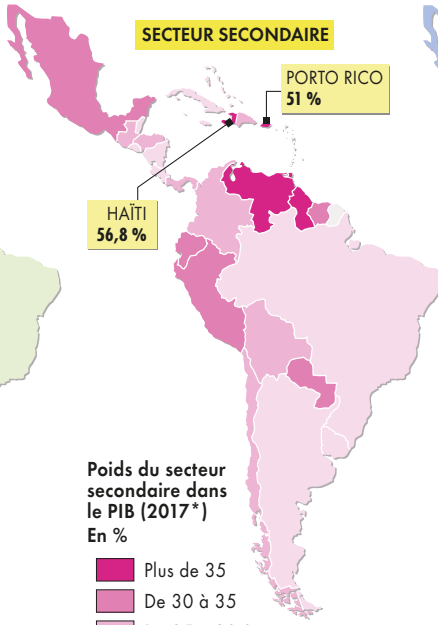
L'industrialisation se tasse dans les années 2000. La part du secteur manufacturier dans les exportations totales de la région, qui était passée de 33 % à 58 % entre 1990 et 2000, est retombée à 43 % en 2013.

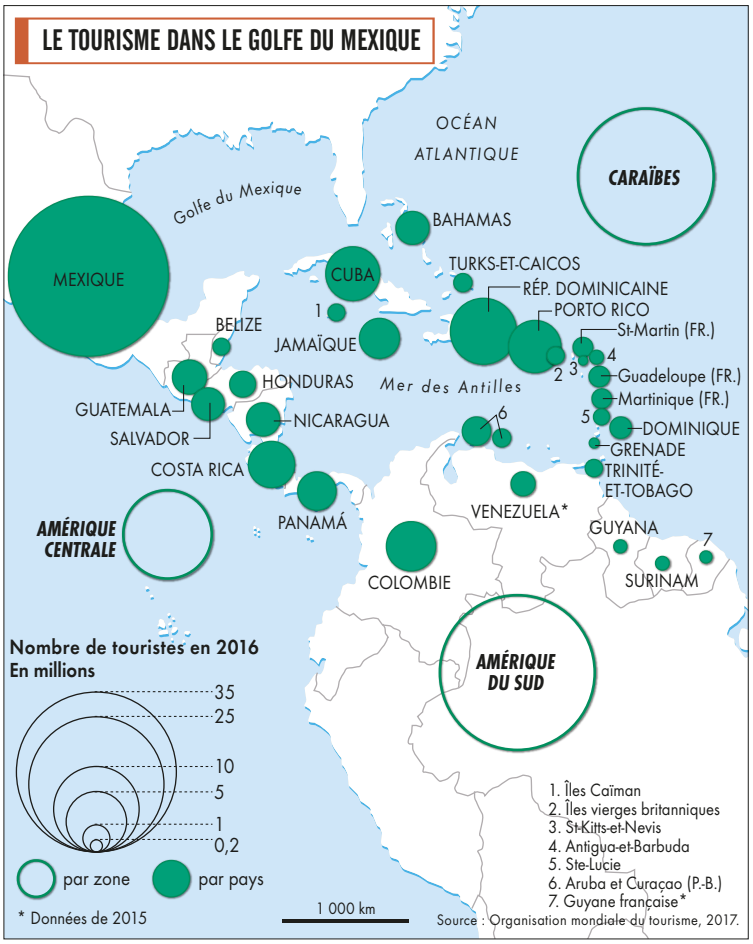
•••

TROIS EXEMPLES

Au Brésil, l'industrie agroalimentaire connaît un essor impressionnant dans les années 2000. Le secteur primaire représente plus de 65 % du total de ses exportations en 2014, contre 41,5 % en 2000. Le recours à des techniques modernes de production a favorisé la mise en place d'une agriculture productive et intensive – principalement dans le sud et l'ouest du pays. Le Brésil est aujourd'hui le premier producteur mondial de sucre, de café et de jus d'orange. Sur la période 2003-2015, l'excédent commercial annuel du Brésil est en moyenne de 27,7 milliards de dollars par an. **Au Mexique**, le gouvernement a encouragé l'installation des *maquiladoras** depuis les années 1960. Le but était d'attirer des capitaux étrangers pour créer des entreprises réalisant une production destinée à l'exportation. Dans les années 1980, ce type d'usines est présenté comme un modèle de développement, malgré des

LES SECTEURS ÉCONOMIQUES





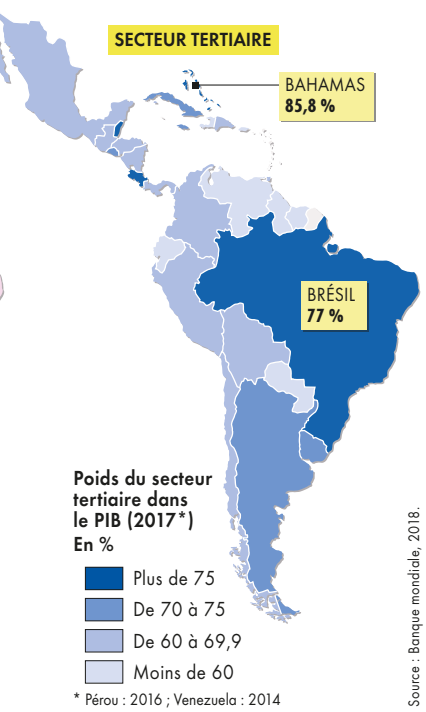
BALANCE DES PAIEMENTS ET INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Après une décennie de croissance tirée par les cours élevés des matières premières, l'euphorie est retombée et la région est entrée dans une période de ralentissement économique. Pour la zone Amérique latine-Caraïbes, la croissance moyenne du PIB était de 4,1 % entre 2003 et 2011. Elle a chuté à 2,3 % par an entre 2012 et 2014, puis à contre 1,7 % en 2017. Si la tendance est générale, certains pays sont particulièrement touchés et ont même connu une récession : le Brésil (-3,5 % en 2015 et 2016), l'Argentine (-1,8 % en 2016), et surtout le Venezuela (-16,5 % en 2016, -12 % en 2017).

Le solde de la balance des paiements se détériore également. Au niveau agrégé, il atteint son plus bas niveau depuis le début du XXIe siècle en 2013, avec un déficit de 2,6 % du PIB régional (2,3 % en 2014). L'Amérique du Sud subit la baisse de la demande chinoise et européenne. Les exportations du Pérou chutent de 5,9 % en 2014, celles de l'Argentine de 10 %. Les pays exportateurs d'hydrocarbures subissent, quant à eux, la forte baisse des cours du pétrole (Venezuela, Équateur, Bolivie, Colombie). Il en va de même, quoique dans une moindre mesure, pour les exportateurs de produits miniers (Brésil, Chili, Pérou) et de produits agricoles. Par contre, le Mexique et les pays d'Amérique centrale bénéficient de la reprise économique aux États-Unis et s'appuient sur une hausse des *remesas**.

La zone Amérique latine-Caraïbes, elle, continue à attirer d'importants flux d'investissements étrangers. Après un record de 157,5 milliards de dollars investis en 2013, la région attire encore 151 milliards de dollars en 2017, malgré la crise.

Le Brésil attire à lui seul plus de 40 % (63 milliards), suivi par le Mexique (30 milliards) et l'Argentine (12 milliards).



conditions de travail très difficiles.

En proposant une main-d'œuvre compétitive car peu coûteuse, les *maquiladoras* permettent l'entrée des capitaux nécessaires pour le remboursement de la dette de l'État. Aujourd'hui, elles assurent la moitié des exportations mexicaines. Elles permettent aussi au Mexique d'être le deuxième pays émergent receveur d'investissements et le huitième exportateur mondial. Le Mexique possède de grands groupes industriels comme Bimbo (premier producteur mondial de boulangerie industrielle) et Cemex (troisième producteur mondial de ciment).

Au Panamá, les services occupent une place plus importante que dans les pays développés (75 % du PIB). Sa situation géographique stratégique lui a permis de devenir un centre international de services : la zone franche de Colón assure 7 % du PIB et le Centre bancaire international, 14 %. Avec ses 90 banques (dont plus de la moitié sont des banques d'affaires), Panamá est la quatrième place bancaire mondiale.

Verbatim

« Notre économie change jour après jour, en ce sens, elle est toujours "nouvelle". »
Alan Greenspan.

De très grandes inégalités

L'Amérique latine est le continent où les inégalités sont les plus criantes au monde. La région se caractérise par de très forts écarts de niveau de vie, perceptibles à différentes échelles : d'un pays à l'autre, au sein des pays et à l'intérieur des grandes villes. Dans les années 2000, la croissance économique s'accompagne de programmes de redistribution ciblés, visant à réduire l'extrême pauvreté. Mais la fragile diminution des indices d'inégalité économique ne se traduit que rarement par une inclusion des espaces et des groupes sociaux marginalisés.

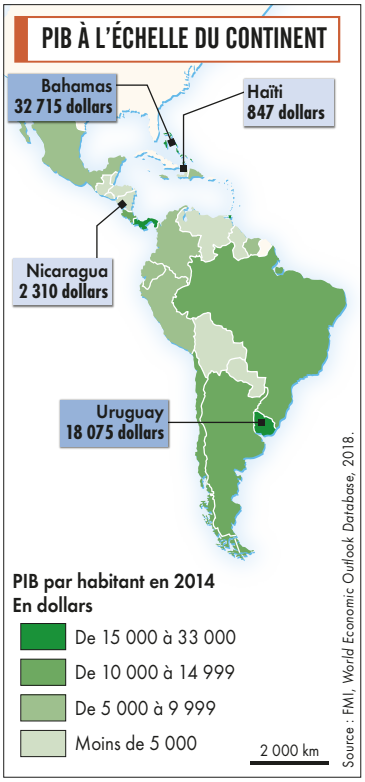
INÉGALITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE

Le revenu par habitant est très hétérogène sur le continent. Si la moyenne régionale était de 9 318 dollars en 2014 (contre 3 250 dollars en 2002), il existe de fortes disparités entre les situations nationales, avec des moyennes de 14 529 dollars par habitant au Chili et à peine 751 en Haïti. Les pays se répartissent en trois catégories : faible PIB par habitant (moins de 5 000 dollars : Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Paraguay) ; moyen (5 000 à 10 000 dollars : Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Pérou, Venezuela) ; élevé (plus de 10 000 dollars : Argentine, Brésil, Chili, Uruguay). Par ailleurs, les niveaux d'inégalités divergent d'un pays à l'autre. Entre 2000 et 2013, l'indice Gini – qui va de 0 pour une situation tout à fait égalitaire à 1 pour une situation parfaitement inégalitaire – diminue sensiblement dans la région (de 0,570 à 0,497). Il est ainsi passé de 0,639 à 0,529 au Brésil (qui n'est plus le pays le plus inégalitaire d'Amérique latine), et de 0,498 à 0,390 au Venezuela. Mais le niveau d'inégalité continue à croître dans plusieurs pays : Chili, Guatemala, Honduras. En 2015, le pays le plus inégalitaire était le Guatemala, avec un indice de 0,580. Enfin, les indices d'inégalités sont en général plus élevés dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

•••

INÉGALITÉS À L'ÉCHELLE DES AGGLOMÉRATIONS

Mexico est un exemple significatif pour étudier les inégalités de revenus au sein d'une agglomération. Le dynamisme économique y est concentré dans les *delegaciones* (municipalités) du centre-ouest de la ville : les centres financiers et commerciaux se trouvent surtout dans cette zone. L'écart en termes de revenu par habitant allait, en 2002, de 5 963 dollars à Milpa Alta, dans le sud de l'agglomération, à 29 648 dollars dans la municipalité de Benito Juárez (revenu par habitant comparable à celui de l'Allemagne). Ces inégalités de revenus se superposent à d'autres types d'inégalités, liées à l'accès à l'éducation ou aux soins. On retrouve ces inégalités dans toutes les grandes métropoles latino-américaines. Dans de nombreux quartiers de Lima ou de São Paulo se développent des ensembles résidentiels de luxe (*gated communities*), qui prennent l'apparence de véritables ghettos de riches. Mais la ville qui incarne le mieux les inégalités sociales est Rio de Janeiro, où les *favelas* côtoient ou surplombent depuis les *morros* (collines) l'opulence des bulles de richesse.



•••

VERS UNE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

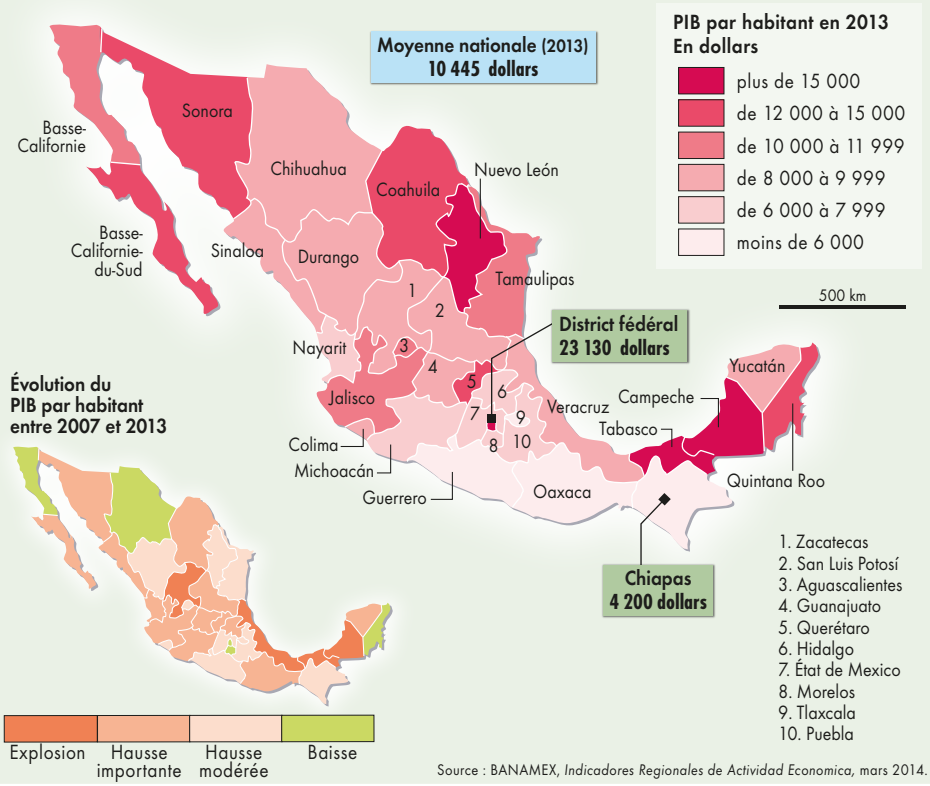
Dans les années 1990, des politiques redistributives ciblées sur certaines catégories de populations visaient à amortir les effets inégalitaires des plans d'ajustements structurels (privatisations, flexibilisation). Leurs effets ne furent pas à la hauteur des attentes. Au contraire, les écarts de répartition des richesses ne cessèrent de se creuser. Depuis le début des années 2000, de nouvelles orientations politiques – qualifiées de post-consensus de Washington – permettent de réduire les taux de pauvreté tout en réduisant les inégalités. S'appuyant sur la croissance économique, les gouvernants développent des programmes de redistribution plus ambitieux et intégrateurs. Les plus célèbres sont *Oportunidades* au Mexique (instauré en 2002) et *Bolsa Família* au Brésil (mis en place en 2003). Selon la Banque mondiale, l'ensemble des programmes aurait permis de réduire la pauvreté de 15 % dans les années 2000.

Verbatim

« L'Amérique latine n'est pas le continent le plus pauvre, mais peut-être bien le plus injuste. »
Ricardo Lagos.

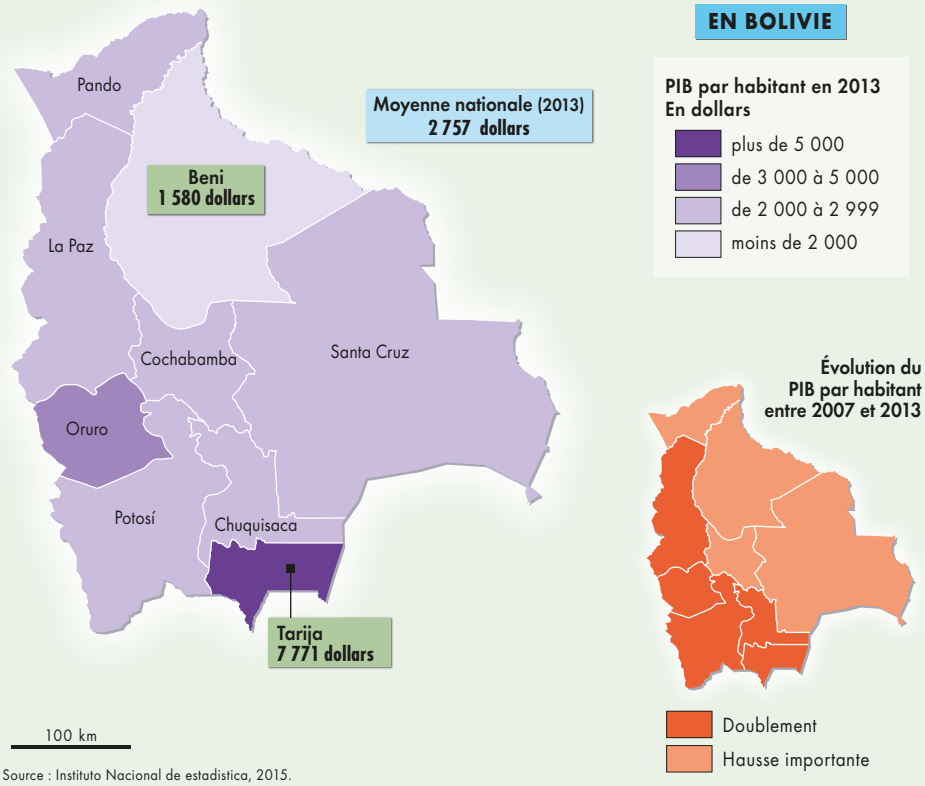
INÉGALITÉS AU SEIN DES ÉTATS

AU MEXIQUE



Source : BANAMEX, *Indicadores Regionales de Actividad Economica*, mars 2014.

EN BOLIVIE



Source : Instituto Nacional de estadistica, 2015.

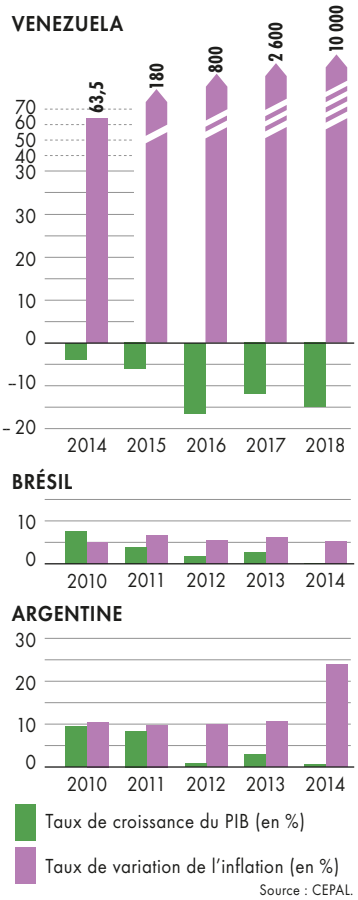
INÉGALITÉS À L'ÉCHELLE DES PAYS

Les pays latino-américains présentent de très fortes disparités régionales en termes de PIB par habitant ; elles correspondent à d'importantes asymétries de développement. Dans de nombreux pays, les principales activités économiques se concentrent dans quelques régions. Le Mexique en est un bon exemple. Les États du Nord, frontaliers avec les États-Unis, concentrent l'essentiel des activités économiques. Si le PIB par habitant moyen était de 9 747 dollars en 2013, la différence entre le Nord, la capitale et le reste du pays est très importante : le District Fédéral affiche le revenu par habitant le plus élevé, avec 22 747 dollars, ce qui la place à un niveau proche de celui des pays développés. À l'autre extrême, le revenu par habitant du Chiapas (État du Sud-Ouest) n'était que de 4 200 dollars, revenu proche de la moyenne des pays intermédiaires. Les mêmes disparités se retrouvent au Brésil, où le PIB par habitant des états les plus pauvres représente à peine le dixième de celui des États les plus riches. Le triangle São Paulo-Belo Horizonte-Brasília a ainsi été comparé à une Belgique enclavée au milieu de l'Inde (« Belindia »). Toutefois, tous les pays d'Amérique latine ne connaissent pas des disparités régionales aussi fortes. En Uruguay, le PIB par habitant allait, en 2008, de 5 800 dollars dans la région d'Artigas (nord-ouest) à 12 100 dollars dans la région de Montevideo. En Bolivie, le PIB par habitant allait, en 2013, de 1 580 dollars (Beni) à 7 771 dollars (Tarija), pour une moyenne de 2 308 dollars.

Les crises économiques

L'histoire de l'Amérique latine est traversée par des crises économiques : depuis l'époque coloniale, où le continent ressentait les effets des dérèglements européens, jusqu'aux années récentes, où l'Amérique latine se caractérise par une grande vulnérabilité aux turbulences financières internationales, en passant par la terrible crise de 1929 ou la crise de la dette des années 1980. Les effets économiques, sociaux et politiques de ces crises ont souvent été dévastateurs et durables. Après la faillite argentine de 2001, les économies de la région sont toutefois entrées dans un nouveau cycle de croissance. Moins dépendantes des fluctuations internationales, elles ont d'abord bien résisté à la crise financière de 2008, mais ralentissent de nouveau à partir de 2011.

TASSEMENTS DE CROISSANCE



Source : CEPAL.

LES CRISES, UN PHÉNOMÈNE QUI A CHANGÉ DE NATURE

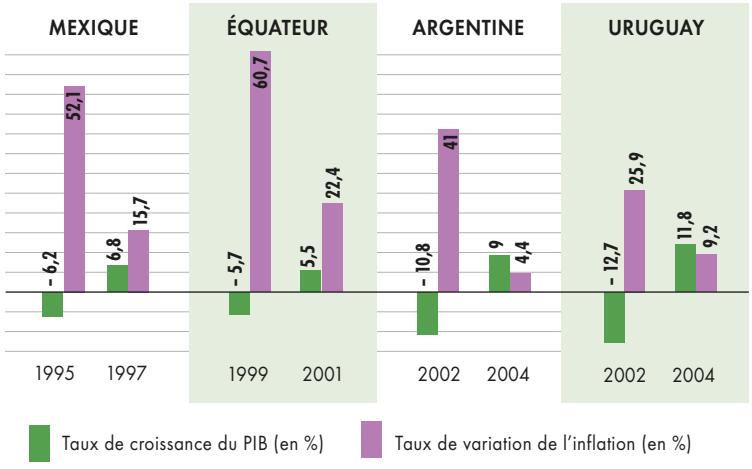
L'histoire économique de l'Amérique latine se caractérise par l'instabilité et la volatilité financière. La crise qui éclate en 1929 est la première à s'étendre des États-Unis vers les pays latino-américains : les exportations de matières premières étant essentielles pour la région, la baisse des cours sur les marchés mondiaux provoque une diminution des revenus des pays du continent, les plongeant dans une crise sans précédent. Vient ensuite la crise des années 1970, consécutive aux chocs pétroliers. À l'exception des pays producteurs de pétrole (Venezuela, Mexique), tous souffrent du renchérissement du prix de l'énergie et s'endettent. La crise de la dette de la décennie suivante est le produit de la hausse des taux d'intérêt des prêts octroyés par les organismes multilatéraux (FMI, Banque mondiale). La baisse des revenus tirés des exportations empêche les pays latino-américains de rembourser les intérêts de leur dette, ce qui provoque des crises bancaires et pousse les pays à négocier des rééchelonnements, soumis à l'application de politiques d'ajustement structurel. Le groupe de Carthagène, réunissant onze pays de la région, obtient des États-Unis deux plans contribuant à alléger ou à faciliter le paiement de la dette. Tous deux se soldent par des échecs. Au cours des années 1990, l'Amérique latine connaît plusieurs crises bancaires et financières, qui se manifestent par une dévaluation des monnaies, une fuite massive de capitaux, détruisant les structures bancaires des pays. À ces crises, il convient d'ajouter le poids que la dette continue de représenter et les nouvelles difficultés pour la négocier : en 2014, la dette extérieure totale représente 1 404 milliards de dollars (24,5 % du PIB régional). Plus de 65 % de cette somme est contractée auprès d'organes privés (auparavant, les organismes multilatéraux consentaient la majorité des crédits). Début 2019, les notations financières attribuées aux pays d'Amérique latine allaient de AA- (qualité haute) pour le Chili à CCC- (peut-être en défaut) pour le Venezuela.

•••

LE CAS DE L'ARGENTINE

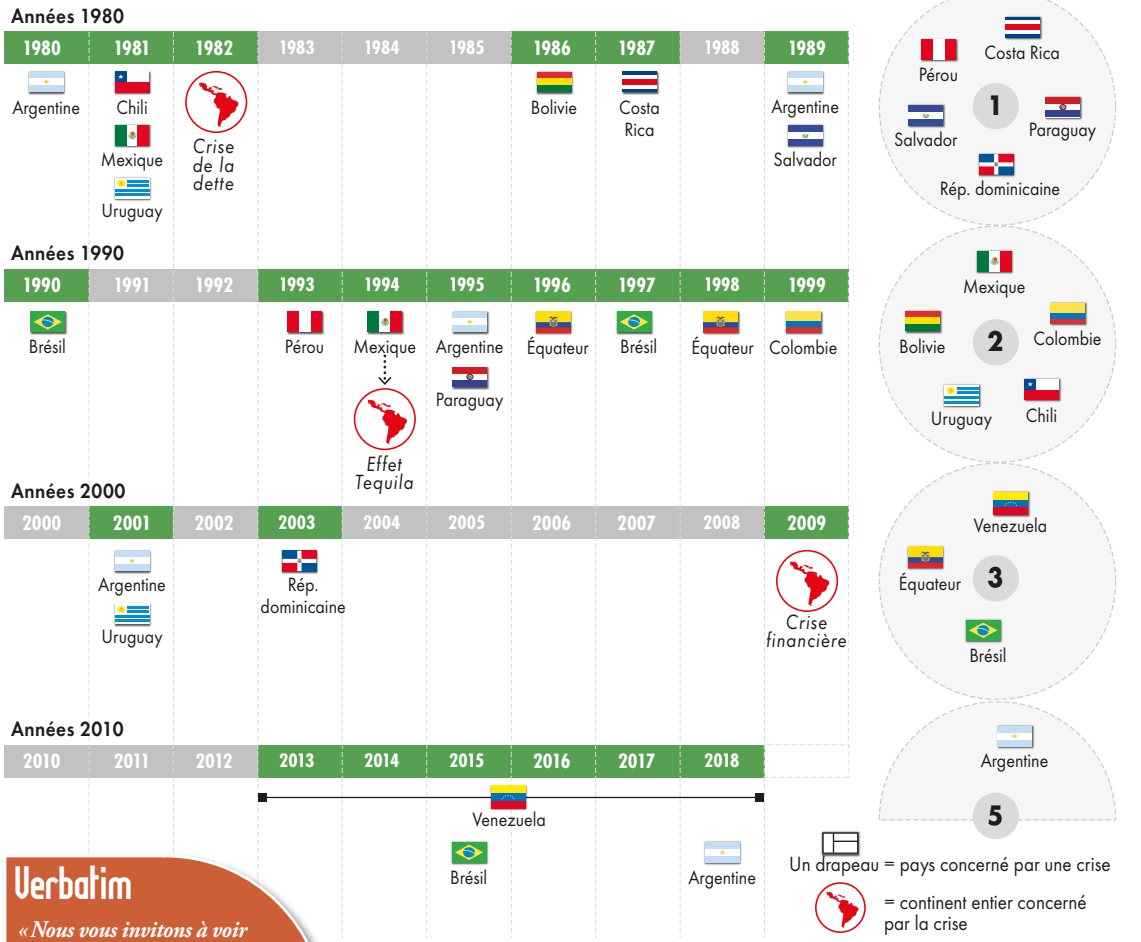
La crise qui a frappé l'Argentine en 2001 fut d'une amplitude extrême. Le pays en est sorti dévasté économiquement, socialement et psychologiquement. La propor-

CRISES ET REBONDS



Source : CEPAL.

TROIS DÉCENNIES DE CRISES



Verbatim

«Nous vous invitons à voir la souffrance et les réussites qu'a connues l'Argentine ; [...] nous vous invitons à prendre en compte la lente reconquête de notre amour-propre.»

Néstor Kirchner, 2005 .

tion de la population vivant en situation de pauvreté dans la province de Buenos Aires est passée de 19,7% à 41,5% entre 1999 et 2002. Le taux d'extrême pauvreté a crû de 4,8% à 18,6% de la population. Près d'un ménage sur deux a vu son niveau de revenus diminuer pendant la crise. Les familles ont perdu leurs protections sociales et ont fait appel aux réseaux d'aide sociale : 61% des ménages ont déclaré avoir perdu toute couverture médicale et la part des Argentins inscrits dans des organismes de solidarité est passée de 11% à 21%. Toutefois, l'Argentine a rapidement amorcé sa récupération. En 2002 la part des Argentins disposant de moins de 1,25 dollar par jour était redescendue de 9,9%. En 2009, elle était descendue à 0,9%.

•••

LES CRISES POST-2008

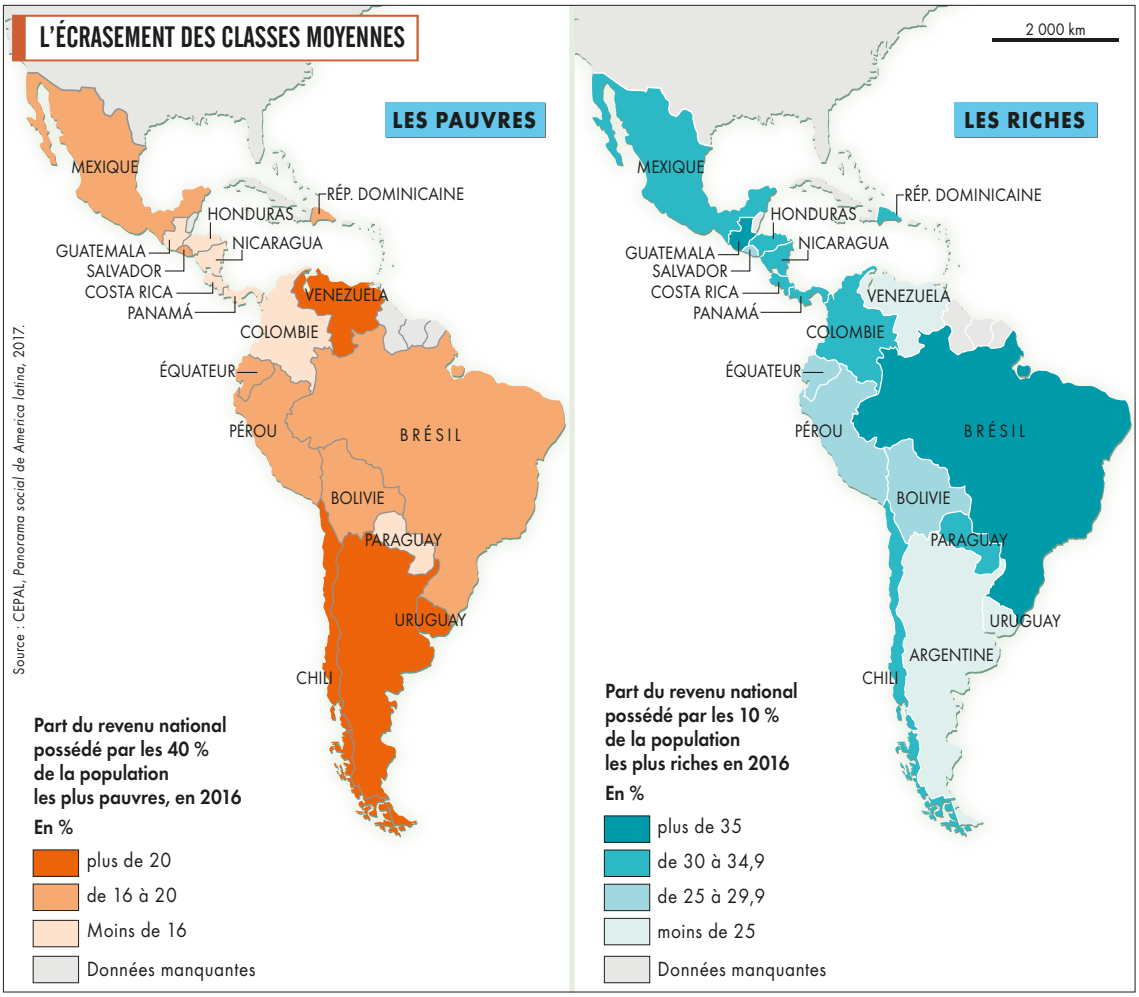
En 2007, la crise des *subprimes* qui éclate aux États-Unis entraîne une récession économique mondiale. La crise de 2008-2009 est un test pour l'Amérique latine, historiquement très dépendante des fluctuations économiques internationales. Dans l'ensemble, la région résiste bien à la déstabilisation globale. Si l'on observe l'évolution des taux de croissance du PIB, l'Amérique latine est même moins touchée que l'Europe. Le PIB de la région croît de 4% en 2008, diminue de 2% en 2009, puis se redynamise très rapidement (+ 5,9% en 2010 et + 4,3% en 2011). Les effets de la crise sur les pays latino-américains sont toutefois inégaux. Le Panamá préserve quelques points de croissance (10% en 2008 et près de 4% en 2009), tout comme le Pérou (9,8% en 2008 et 0,9% en 2009). Le Chili profite des réserves monétaires accumulées avant la crise (malgré une chute du PIB de 1,7% en 2009), tandis que le Brésil développe un plan économique «contra-cyclique» destiné à stimuler la demande intérieure (le Programme d'accélération de la croissance). Les pays exportateurs de pétrole sont plus touchés (- 3,2% pour le Venezuela en 2009). Mais c'est surtout le Mexique qui ressent l'onde de choc provoquée par la crise. Son PIB chute de 6,3% en 2009, pourtant la relance est rapide (+ 5,6% en 2010). Très liés à l'activité économique des États-Unis, des pays comme le Salvador ou le Honduras doivent par ailleurs faire face à un effondrement des sommes d'argent envoyées par les nationaux résidant à l'étranger (*remesas*). En 2013, le Venezuela entre dans une crise sévère qui détruit 40 % de son PIB en 4 ans.

La lutte contre la pauvreté

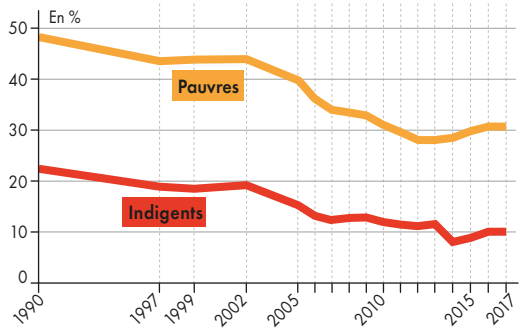
La question du développement est un problème récurrent en Amérique latine. Malgré un effort généralisé depuis le début des années 1990, peu de gouvernements latino-américains ont réussi à instaurer les bases d'un développement soutenu et profitable à l'ensemble de la population. Néanmoins, force est de constater une diminution sensible des niveaux de pauvreté et d'extrême pauvreté dans les années 2000. De nombreux pays d'Amérique latine ont atteint les Objectifs du millénaire.

VERS UNE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Le développement de l'Amérique latine est entravé par les hauts niveaux de pauvreté et une très mauvaise répartition des richesses. Les efforts accomplis pour lutter contre la pauvreté (augmentation des dépenses sociales, création de programmes de redistribution) portent toutefois leurs fruits. Entre 2003 et 2013, le Brésil a ainsi diminué conjointement les niveaux de pauvreté et d'inégalité. Le programme de redistribution « Bourse famille », créé en 2003 par Lula, bénéficie à 14 millions de familles (soit un quart de la population). Par ailleurs, les nombreuses créations d'emplois formels (plus de 14 millions entre 2003 et 2012) se sont accompagnées d'une forte augmentation du salaire



ÉVOLUTION DE LA PAUVRETÉ



Source : CEPAL

PAUVRETÉ ET INDIGENCE

Selon la Banque mondiale, sont « pauvres » les personnes dont le revenu est inférieur à 3,10 dollars par jour et « indigentes » les personnes dont le revenu est inférieur à 1,90 dollar par jour. Selon ces critères, l'Amérique latine comptait 72,2 millions de pauvres et 33,7 millions d'indigents en 2012.

minimal : + 340 % entre 2002 et 2016. Au total, le taux de pauvreté est passé au Brésil de 38,7 % en 2003 à 18 % en 2013 et le taux d'indigence de 14 % à 5,9 %. Le Pérou est un autre exemple de lutte effective contre la pauvreté. Ce pays comptait 52,5 % de pauvres et 21,4 % d'indigents en 2003, pour 23,9 % et 4,6 % respectivement en 2013. En Amérique latine, les niveaux de pauvreté et d'indigence ont sensiblement diminué sur cette période : le taux de pauvreté est passé de 45,9 % à 28,5 % entre 2002 et 2014, et le taux d'indigence a reculé de 12,4 % à 8,2 %. Mais la récente inversion de cette tendance (30,7 % de pauvreté et 10,2 % d'indigence en 2017) met en lumière la fragilité des politiques de lutte contre la pauvreté à moyen terme (CEPAL, 2018).

•••

L'URUGUAY ET LE CHILI, DES *SUCCESS STORY*

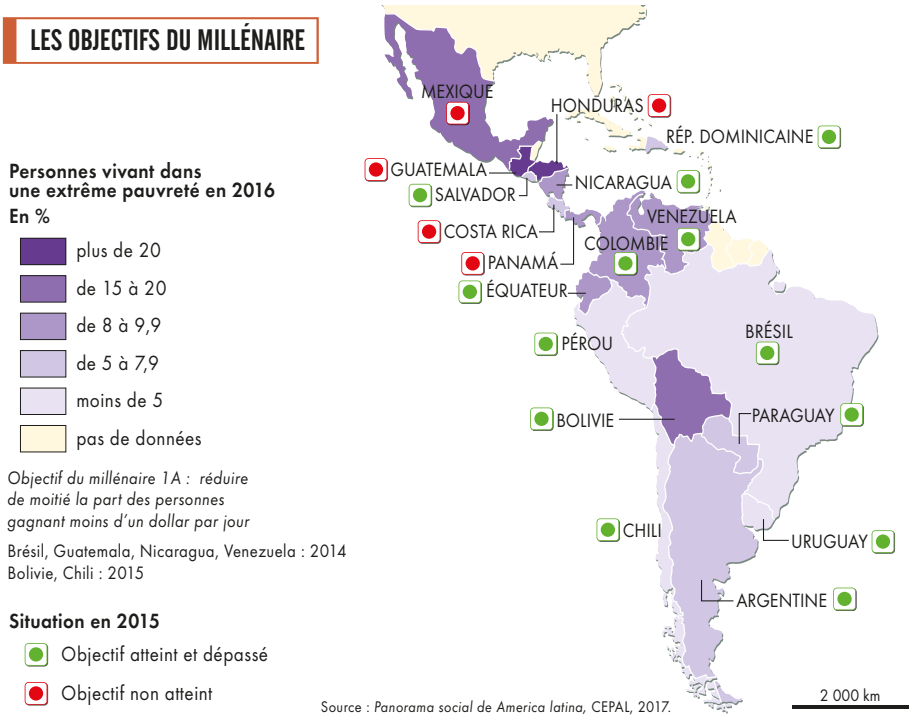
Grâce à un effort public appuyé et soutenu, le Chili et l'Uruguay sont les deux champions régionaux de la lutte contre la pauvreté, surtout en matière d'éducation et de santé. En 2013, les taux de population vivant en dessous du seuil de pauvreté sont de 7,8 % pour le Chili et de 5,6 % pour l'Uruguay, avec peu de différences entre les zones rurales et urbaines. Ces chiffres sont exceptionnels à l'échelle de l'Amérique latine. À titre de comparaison, on trouve à l'autre extrémité le Honduras, où 68,9 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La progression accomplie par le Chili est la plus spectaculaire : la part des Chiliens touchés par la pauvreté s'élevait encore à 38,6 % en 1990, soit une diminution d'environ 27 points sur la période. Le cas de l'Uruguay est plus controversé : tout en restant le pays où la part de la population pauvre est la plus réduite du continent, l'Uruguay subit entre 1999 et 2002 un bond en avant de la pauvreté dû à la crise économique (on passe de 9,4 % de la population à 15,4 %). Les deux pays enregistrent également les niveaux d'indigence les plus faibles de la région (respectivement 2,5 et 0,9 %). Enfin, l'Uruguay remporte le titre du pays le moins inégalitaire de la région en devançant de très loin ses voisins. Par contre, le Chili reste un pays très inégalitaire, avec un indice Gini de 0,509 (contre 0,382 pour l'Uruguay). ●

Verbatim

« Aucune société ne peut prospérer et être heureuse, quand la plus grande partie de ses membres est pauvre et misérable. »

Adam Smith, 1776.

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE



Source : *Panorama social de America latina*, CEPAL, 2017.

LA DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE, ADOPTÉE PAR L'ONU

La Déclaration du millénaire, adoptée en septembre 2000 par l'ensemble des pays membres de l'Organisation des Nations Unies, établit huit objectifs essentiels de développement qui doivent être atteints en 2015 pour l'établissement d'un « monde meilleur ». L'objectif numéro un était de diminuer de moitié, entre 1990 et 2015, les populations touchées par l'extrême pauvreté. Un pré-bilan laissa apparaître des situations très contrastées : en 2013, 10 pays sur 17 avaient atteint cet objectif. Mais la plupart des pays d'Amérique centrale (hormis le Salvador) et le Mexique n'y étaient pas encore parvenus.

L'économie informelle

L'économie informelle pallie l'incapacité des États et des marchés à fournir aux populations les moyens de vivre de manière décente (notamment de trouver un emploi). En ce sens, elle participe activement à la croissance en Amérique latine. Elle permet à une grande partie de la population d'intégrer sans contrainte le marché du travail et de sortir de l'indigence. Mais le secteur informel est pourvoyeur d'emplois mal rémunérés et sans protection sociale. Échappant à l'impôt, il contribue aussi à fragiliser les institutions étatiques.

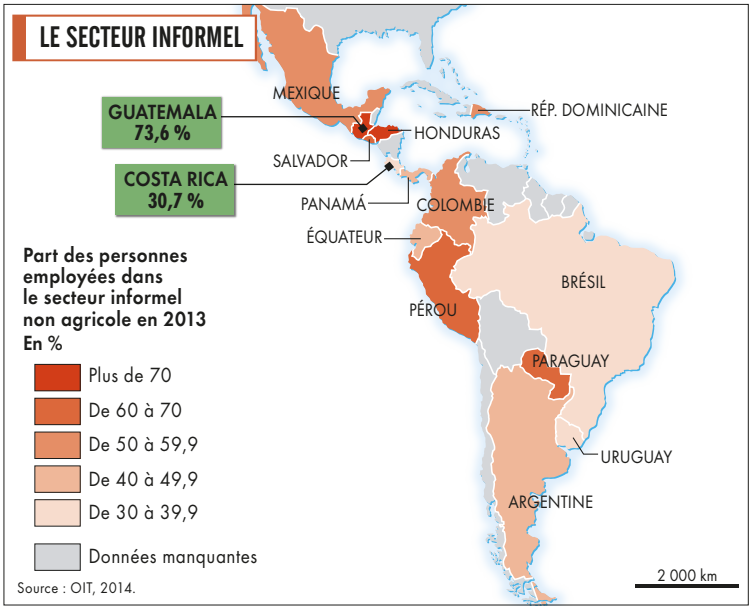
QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE INFORMELLE ?

L'économie informelle peut se définir comme l'économie de la survie. Elle s'est fortement développée dans les années 1980. Durant cette première « décennie perdue », l'incapacité des gouvernements à prendre des mesures efficaces pour faire face à l'hyperinflation, qui rogne le pouvoir d'achat des plus pauvres, puis l'absence de réponse aux besoins primaires de populations brutalement paupérisées ont conduit les nouveaux pauvres à se replier vers le secteur informel. Des taux de chômage élevés et l'absence ou la faiblesse des dispositifs étatiques de protection sociale (assurances chômage inexistantes) poussent des millions d'individus vers « la débrouille ». Ainsi, le secteur informel constitue une réponse autonome et spontanée aux carences des gouvernements et des marchés.

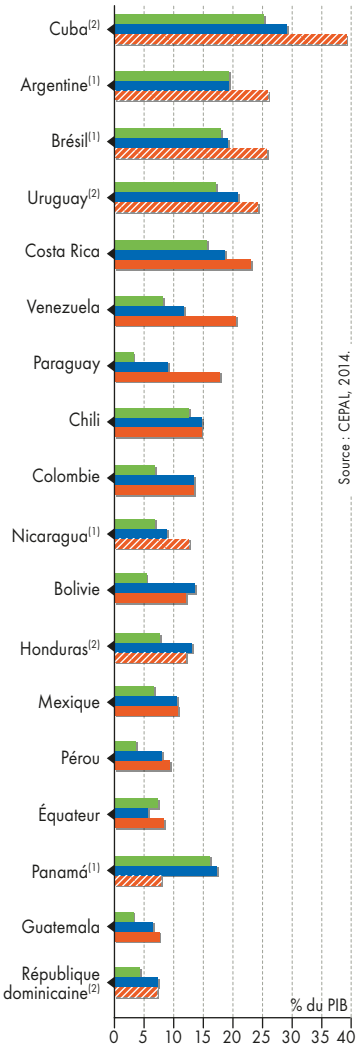
L'économie informelle se caractérise aussi par l'absence de barrières à l'entrée sur le marché, par la faible accumulation de capital, par la faible productivité, la précarité des conditions de travail, l'inexistence d'un droit du travail et de toute réglementation. Dans cette économie de transition, l'informalité est d'abord vécue sur le mode du provisoire, dans l'attente d'une amélioration qui permettra un retour à un emploi stable. La rapidité d'adaptation aux changements de l'environnement économique ainsi que la grande flexibilité de la main-d'œuvre en font un secteur dynamique. Les activités sont diverses : cireur de chaussures, vendeur ambulant, trafics, prostitution, etc. Bien qu'illégales, elles sont très largement tolérées en Amérique latine, faute de possibilités alternatives d'intégration.

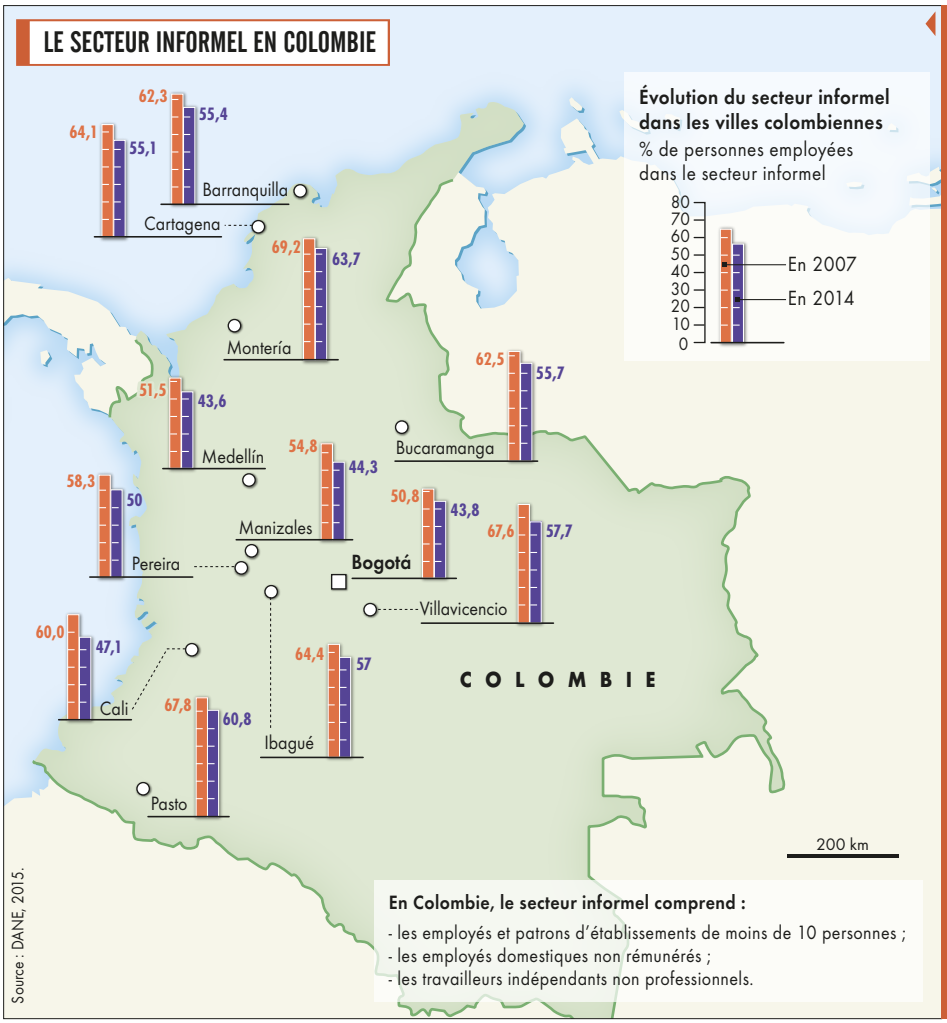
L'emploi informel progresse depuis 1990. Sa part dans l'emploi est difficile à estimer. D'après l'Organisation internationale du travail (OIT), la part de la population active employée dans le secteur informel – hors secteur agricole – variait en 2013 entre 30,7 % (Costa Rica) et 73,6 % (Guatemala). Les pays d'Amérique centrale sont ceux où l'emploi informel prend la place la plus importante : 65,6 % au Salvador, 72,8 % au Honduras, pour une moyenne régionale de 46,8 %.

LE SECTEUR INFORMEL



ÉVOLUTION DES DÉPENSES SOCIALES





L'INFORMALITÉ URBAINE EN COLOMBIE

En Colombie, les entreprises de moins de dix employés sont considérées selon les statistiques nationales comme faisant partie du secteur informel. Le département colombien de statistiques (DANE) étudie l'informalité dans les treize principales villes du pays. En décembre 2014, 48,4 % des travailleurs urbains étaient dans l'informalité (dont une légère majorité d'hommes). Les taux les plus élevés se trouvaient à Montería (63,7 %) et Pasto (60,8 %). Le taux le plus bas d'informalité urbaine était enregistré à Medellín (43,6 %). La capitale, Bogotá, occupe la deuxième position (44,3 %). En milieu urbain, l'emploi informel se concentre essentiellement dans les secteurs du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration. Ces trois secteurs cumulent 42,2 % du total de l'informalité urbaine. Si 84,2 % de ces travailleurs informels cotisaient à une assurance de santé, moins de 10 % cotisaient pour la retraite.

L'EXEMPLE DE BOGOTÁ

Les mouvements de populations, forcés ou volontaires, sont très souvent à l'origine du développement de l'économie informelle dans les grandes villes. Bogotá en offre une illustration. Avec ses 7 millions d'habitants, la ville héberge près de 13 % du total des populations déplacées par le conflit interne (conflit armé qui oppose depuis les années 1960 l'État colombien et des groupes paramilitaires à des mouvements de guérilla), soit 480 000 personnes environ. Les familles s'installent en majorité dans les quartiers sud de la ville, déjà les plus démunis. Bosa, par exemple, a vu sa population augmenter de 108 % entre 1993 et 2002. À Kennedy, à Ciudad Bolívar, les familles occupent illégalement des terrains et construisent des habitats précaires. À Usme, autre quartier sud de 250 000 habitants, près d'une personne sur quatre vit sous le seuil d'indigence. Population jeune (66 % ont moins de 30 ans), les nouveaux arrivants alimentent l'économie informelle et les trafics. De véritables centres commerciaux informels se développent et s'institutionnalisent, comme le quartier de San Andresito.

•••

LE CAS DU MEXIQUE

Au Mexique, l'emploi informel n'a cessé d'augmenter depuis le début des années 1990 et représente 34,1 % de l'emploi total en 2009. L'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) en 1994 a provoqué la ruine de nombreux petits producteurs de maïs, qui tentent de survivre dans les grandes villes. Le secteur informel est marqué par son hétérogénéité : non seulement il constitue une économie de subsistance pour la grande majorité, mais il permet aussi à quelques petits entrepreneurs de contourner les démarches bureaucratiques, longues et coûteuses, exigées pour la création d'une entreprise. Les micro-entreprises du secteur informel sont parfois tout à fait rentables (toutes proportions gardées) et échappent à la fiscalité. Le fait qu'une partie des travailleurs, même qualifiés, soit poussée dans l'informalité n'est pas surprenant puisque les débouchés proposés par le secteur formel se réduisent. ●

Verbatim

« L'économie informelle est négativement corrélée au revenu par habitant et positivement corrélée à la pauvreté. »

Rapport de l'Organisation internationale du travail sur l'économie informelle, 2011.

Le développement durable

L'Amérique latine est une région exceptionnelle de par sa biodiversité ; elle est aussi très vulnérable. Si elle est régulièrement touchée par des catastrophes naturelles (séismes, tempêtes tropicales, inondations, etc.), elle subit aussi les effets dramatiques et irréversibles liés aux activités humaines (déforestation, pollution, effet de serre). Alors que le développement du XX[e] siècle s'est fait contre l'écosystème, le tournant environnemental du XXI[e] siècle impose un changement des mentalités et des pratiques. Il s'agit de penser un nouveau modèle de croissance, durablement respectueux de l'environnement.

QUESTION DE DÉFINITION

Le développement durable est un « mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à garantir les leurs ». La préservation de l'environnement est une des conditions majeures pour le développement durable. L'Amérique latine a adhéré avec enthousiasme aux principes du sommet de Rio en 1992 pour le développement durable. Mais en 2012, à l'heure du Sommet Rio+20, force était de souligner la lenteur de la transition énergétique dans la région.

LE BRÉSIL ET LA PROTECTION DE LA FORÊT AMAZONIENNE

La forêt amazonienne est le plus vaste espace forestier du Brésil. Elle représente un tiers des forêts tropicales de la planète, contient la plus grande biodiversité et un cinquième de la réserve mondiale d'eau potable. Au XX[e] siècle, 17 % des 5,3 millions de kilomètres carrés de la forêt tropicale brésilienne auraient été saccagés. La déforestation a atteint son apogée dans les années 1990 (29 059 km² détruits pour la seule année 1995) et au début des années 2000 (23 750 km² en 2002 et 2003). La déforestation est surtout liée au développement des activités économiques dans la région, où vivent 20 millions de personnes : élevage, agriculture familiale, culture du soja et du coton, commerce de bois, etc. Pour contrer cette tendance, la création en 2004 d'un groupe interministériel contre le déboisement a permis de ralentir – sans réellement le contrôler – le rythme des dégradations. Entre 2001 et 2012, le taux annuel de déforestation a chuté de 40 % sur l'ensemble du Brésil et de 70 % en Amazonie. L'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil en 2018 fait toutefois craindre une recrudescence de la déforestation et des atteintes à l'intégrité des réserves indiennes.

COSTA RICA : LE RESPECT DE LA NATURE

Le Costa Rica figure parmi les nations les plus actives dans la lutte pour la défense de l'environnement. Dès les années 1970, après avoir pris conscience de la richesse de son milieu naturel, ce petit pays d'Amérique centrale décide de développer un tourisme écologique et met en place des politiques de protection de son environnement en stoppant la déforestation de masse (75 % du territoire était recouvert de forêt en 1950, 25 % de nos jours). Le Costa Rica se classe aujourd'hui parmi les quatorze pays qui protègent plus du quart de leur territoire national (25,6 %). Cette politique protectrice lui permet de préserver son extraordinaire biodiversité : 4 à 5 % de la biodiversité mondiale se trouvent au Costa Rica. (…) Le développement de l'écotourisme est devenu un enjeu de taille pour ce pays qui a accueilli 2,5 millions de touristes en 2014 (pour une population totale de 4,9 millions d'habitants).

Verbatim

« Dans ma région nous tirons une quinzaine de produits de la forêt. […] ce n'est pas uniquement le bétail, les terres arables et les autoroutes qui vont permettre le développement de l'Amazonie. »

Jaime da Silva Araújo, 1985.

Développement : équilibres et fragilités

EN CONCLUSION

Après deux « décennies perdues » (1980-2000), l'Amérique latine semble avoir trouvé la voie de la stabilité économique. La diversification des activités, l'ouverture à de nouveaux partenaires commerciaux et une gestion plus saine des finances publiques ont rendu la région plus autonome et moins sensible aux fluctuations de l'économie internationale. Stimulés par la croissance économique et pressés par les Objectifs du millénaire, les gouvernements latino-américains mettent en œuvre des programmes de redistribution des richesses inédits dans la région. Les taux de pauvreté et d'indigence diminuent sensiblement et les inégalités sociales commencent petit à petit à se résorber. Mais ce mouvement s'accompagne paradoxalement d'un renforcement des inégalités spatiales. Les populations les plus aisées se replient dans des quartiers fermés et la classe moyenne se stabilise, tandis que les poches de pauvreté se densifient et s'enfoncent dans l'exclusion. Alors que l'Amérique latine aborde la transition vers un nouveau modèle de développement plus respectueux de l'environnement (dont les contours restent à définir), la structure inégalitaire de la région n'est pas remise en cause en profondeur.

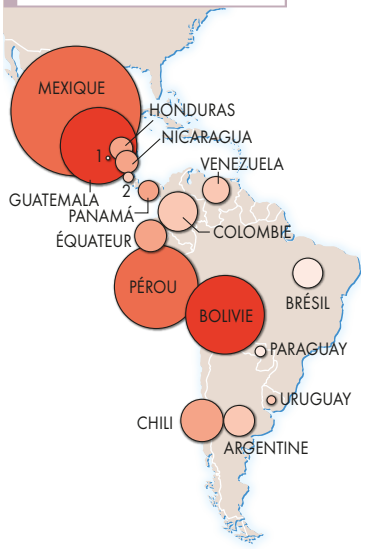
CULTURES ET RÉVOLUTIONS

Dans une Amérique latine marquée par la violence de relations sociales profondément inégalitaires, se sont développés différents types d'expressions et de croyances. Les catégories sociales et ethniques marginalisées ont dans le passé souvent exprimé leur désespoir et leur colère à l'occasion d'épisodes violents. Elles sont à présent organisées en puissants mouvements sociaux, capables de mobiliser les foules et de faire plier des gouvernements. Dans le même temps, la violence n'a pas disparu mais elle a changé de nature. La criminalité, liée au trafic de drogue, a explosé depuis trente ans. Dans certains pays, la religiosité et le succès grandissant des sectes protestantes ont pour effet de pacifier les rapports sociaux et d'inciter à la résignation. Dans un autre registre, l'Amérique latine se caractérise par une grande créativité culturelle. L'art, sous toutes ses formes, a servi d'exutoire dans les périodes historiques sombres. Il constitue encore aujourd'hui un moyen d'expression privilégié pour les déçus de la démocratie.

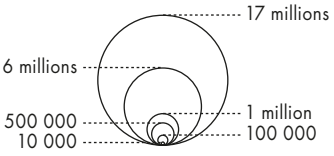
Du « réveil indien » aux politiques multiculturelles

L'Amérique n'a pas été découverte le 12 octobre 1492 par Christophe Colomb. 50 millions d'Indo-Américains, pour qui ce jour marque le début d'une tragédie, y vivaient déjà depuis des milliers d'années. Certains étaient organisés en grandes civilisations. Ce n'est qu'en 1992, à l'occasion du cinquième centenaire de la « Découverte », que ces peuples commencent à mettre en avant leur version de l'histoire. Ce mouvement social, le « réveil indien », défend l'identité indigène ; la misère dans laquelle se trouvent ces peuples est l'un des fondements de cette remise en cause. Le « réveil indien » favorise l'émergence des politiques multiculturelles.

LA PRÉSENCE DES INDIENS



Nombre d'Indiens par État en 2010



Part d'Indiens dans la population totale en 2010
En %

- plus de 40
- de 15 à 25
- de 5 à 14,9
- de 2 à 4,9
- de 0,1 à 1,9

1. Salvador
2. Costa Rica

Source : CEPAL.

LE « RÉVEIL INDIEN »

L'Amérique latine compte de multiples ethnies indigènes qui revendiquent la reconnaissance de leur spécificité, tels les Mapuche au Chili ou les Mayas au Guatemala. Après 1992, année durant laquelle il n'est pas question de célébrer le cinquième centenaire de la Découverte, mais plutôt de commémorer les massacres perpétrés, l'ONU instaure la « décennie des peuples indigènes ». Les peuples indiens s'organisent alors pour sortir de l'exclusion sociale et certains vont jusqu'à prendre les armes ou se déclarer indépendants, comme les zapatistes au Mexique en 1994, dans la région du Chiapas. En Équateur ou en Bolivie, les mouvements indiens parviennent à investir les scènes politiques. S'organisant en partis, ils accèdent au pouvoir ; en Équateur tout d'abord, puis surtout en Bolivie avec l'élection d'Evo Morales, en 2005. La Bolivie proclame en 2009 une nouvelle Constitution qui instaure un État plurinational fondé sur un régime d'autonomies départementale, régionale et « originaire indigène paysanne ». Partout ailleurs, le « réveil indien » débouche sur une reconnaissance constitutionnelle du caractère pluriculturel des pays.

• • •

L'AVÈNEMENT DES POLITIQUES MULTICULTURELLES

Suite au « réveil indien », les politiques multiculturelles prolifèrent par l'intermédiaire d'une politique dite « indigéniste » : l'État utilise un appareil administratif spécialisé afin de faire évoluer la société pour résorber les disparités culturelles, sociales et économiques entre indigènes et non-indigènes. En privilégiant l'éducation et la scolarisation, on entend intégrer les différentes ethnies.

Même si le nombre d'années passées à l'école diffère selon les origines et que le travail des enfants subsiste, surtout chez les indigènes, des améliorations sont notables. Ainsi, au Guatemala, Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix en 1992, défend les populations mayas, victimes de cinq siècles d'oppression et de trente ans de guerre civile. Elle fait reconnaître, dans les accords de paix signés en mars 1995 entre le gouvernement et la guérilla, les droits des indigènes. Ils sont aujourd'hui représentés par leurs députés au Parlement, ont accès à une éducation bilingue : les relations interculturelles progressent. Et les politiques publiques mises en œuvre ont un impact indéniable.

Dans deux domaines, la coopération entre le gouvernement et les mouvements indiens, dans le cadre de l'Accord pour l'identité et les droits des peuples indigènes (AIDPI), produit des effets positifs, bien que toutefois encore modestes. Ainsi une politique culturelle est mise en œuvre, destinée à valoriser les

Verbatim

« La solution au problème indien doit être une solution sociale. Sa mise en œuvre doit être confiée aux Indiens eux-mêmes. »

José Carlos Mariátegui, 1928.

LES PRINCIPALES ETHNIES

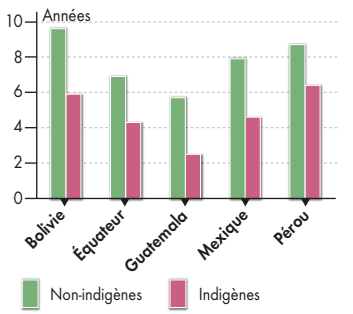
Source : *Dictionnaire des peuples*, Larousse, 1998.

héritages multiples. Et, surtout, une stratégie de réduction de la pauvreté est engagée, sous la responsabilité du secrétariat au Plan et avec l'appui d'ONG, d'organismes multilatéraux et de la communauté universitaire. Un premier travail d'identification des communautés les plus pauvres est réalisé dans les zones de population indigène, afin de cibler des programmes. Toutefois, les avancées sont notables au plan culturel plus qu'au plan social ou politique.

En Colombie, la nouvelle constitution de 1991 reconnaît dans son article 7 que l'État « reconnaît et protège la diversité ethnique et culturelle de la nation colombienne ». L'article 10 ajoute que « l'enseignement donné dans des communautés aux traditions linguistiques propres sera bilingue ». Pour les quelques 700 000 membres des 81 groupes ethniques de Colombie, qui représentent 2 % de la population mais parlent une soixantaine de langues, l'enseignement bilingue permet d'envisager une protection de leurs traditions culturelles, souvent menacées. De plus, l'Etat colombien concède aux communautés une autonomie de gouvernement sur leur territoire, en fonction de leurs « us et coutumes » (article 300). Dans les années 2000, ces avancées incitent les communautés indiennes à tenter de s'opposer à l'exploitation des richesses naturelles de leurs territoires, comme par exemple le pétrole en Equateur ou les mines au Pérou.

Au Chili, en revanche, les indiens Mapuche réitèrent leurs revendications traditionnelles concernant l'autonomie, ou à tout le moins le respect de leur territoire et de leurs traditions culturelles. Le Chili n'a pas ratifié la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui stipule dans son article 2 qu'il « incombe aux gouvernements, avec la participation des peuples intéressés, de développer une action coordonnée et systématique en vue de protéger les droits de ces peuples et de garantir le respect de leur intégrité ».

NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ



Source : Banque mondiale (1994-2004).

Du mouvement social à la conquête du pouvoir

Les mouvements sociaux en Amérique latine ont longtemps été faibles et désarticulés. La prégnance du clientélisme dans les campagnes contribuait à satisfaire individuellement certaines revendications. Avec l'urbanisation et la croissance économique, apparaissent les premières formes d'actions collectives organisées. Dans les années 1960-1970, la résistance à l'autoritarisme favorise la consolidation des mouvements sociaux. Après avoir faibli à l'époque des transitions vers la démocratie, ces mouvements reprennent de la vigueur et changent de registre lorsque les conséquences sociales des réformes libérales se font sentir.

Aux mouvements sociaux traditionnels des paysans, ouvriers ou étudiants se sont ajoutés dans les années 1980-1990 de nouveaux acteurs sociaux : habitants des quartiers pauvres, femmes, indigènes s'engagent dans de nouvelles luttes. Et certains changent de registre d'action. Dans les années 2000, la gauche au pouvoir entretient des liens étroits avec les mouvements sociaux, mais elle n'est pas toujours en mesure de satisfaire leurs revendications, ce qui occasionne des déceptions et parfois des ruptures.

•••

BRÉSIL : LE MOUVEMENT DES SANS TERRE

Le Mouvement des sans terre (MST) au Brésil rassemble des centaines de milliers de paysans, métayers et salariés agricoles pour lutter contre la structure inégalitaire de la propriété de la terre et obtenir une réforme agraire. Au Brésil, 1 % des propriétaires terriens (les *fazendeiros*) possèdent plus de 43 % des terres ; 53 % des paysans possèdent moins de 3 % des surfaces cultivables et 12 millions de paysans n'ont pas de terres. Né en 1984, le MST aide les familles à s'installer dans des campements et à s'organiser pour réclamer des droits de propriété. Fin 2011, plus de 186 000 familles vivent dans des campements, dont 60 000 sont prises en charge par le MST. Seules 6 072 familles sont installées cette année là dans des propriétés au titre de la réforme agraire. Entre 2003 et 2016, le MST a des interlocuteurs directs dans les gouvernements de Lula et Dilma Rousseff. Mais ceux-ci déçoivent par leur lenteur pour mettre en œuvre la réforme agraire. Le MST relance donc périodiquement les occupations de terre. La situation se dégrade après la destitution de Rousseff, et l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro en 2019 fait craindre une criminalisation du MST et des mouvements sociaux.

•••

ARGENTINE : LES *PIQUETEROS*

En Argentine, le mouvement des *piqueteros* a marqué le début du XXIe siècle. Les facteurs politiques – sept gouvernements se sont succédés en deux semaines en 2001 –, économiques – le pays a été déclaré en faillite –, sociaux – le chômage a augmenté considérablement – et corporatistes expliquent l'apparition des *piqueteros*. Ces manifestants utilisent les barrages routiers pour protester. Au plus fort de la crise de 2001, les *piqueteros* disposent de l'appui des petits producteurs appauvris de province, des fonctionnaires non payés depuis des mois, des petits partis de gauche. Lorsque le pays renoue avec la croissance économique, dans les années 2003-2008, la pauvreté baisse et les mouvements sociaux diminuent d'intensité. En 2008, ce sont les exploitants agricoles, notamment les céréaliers, qui se soulèvent pour protester contre un projet de hausse des taxes à l'exportation. Le mouvement paralyse les campagnes pendant de longs mois.

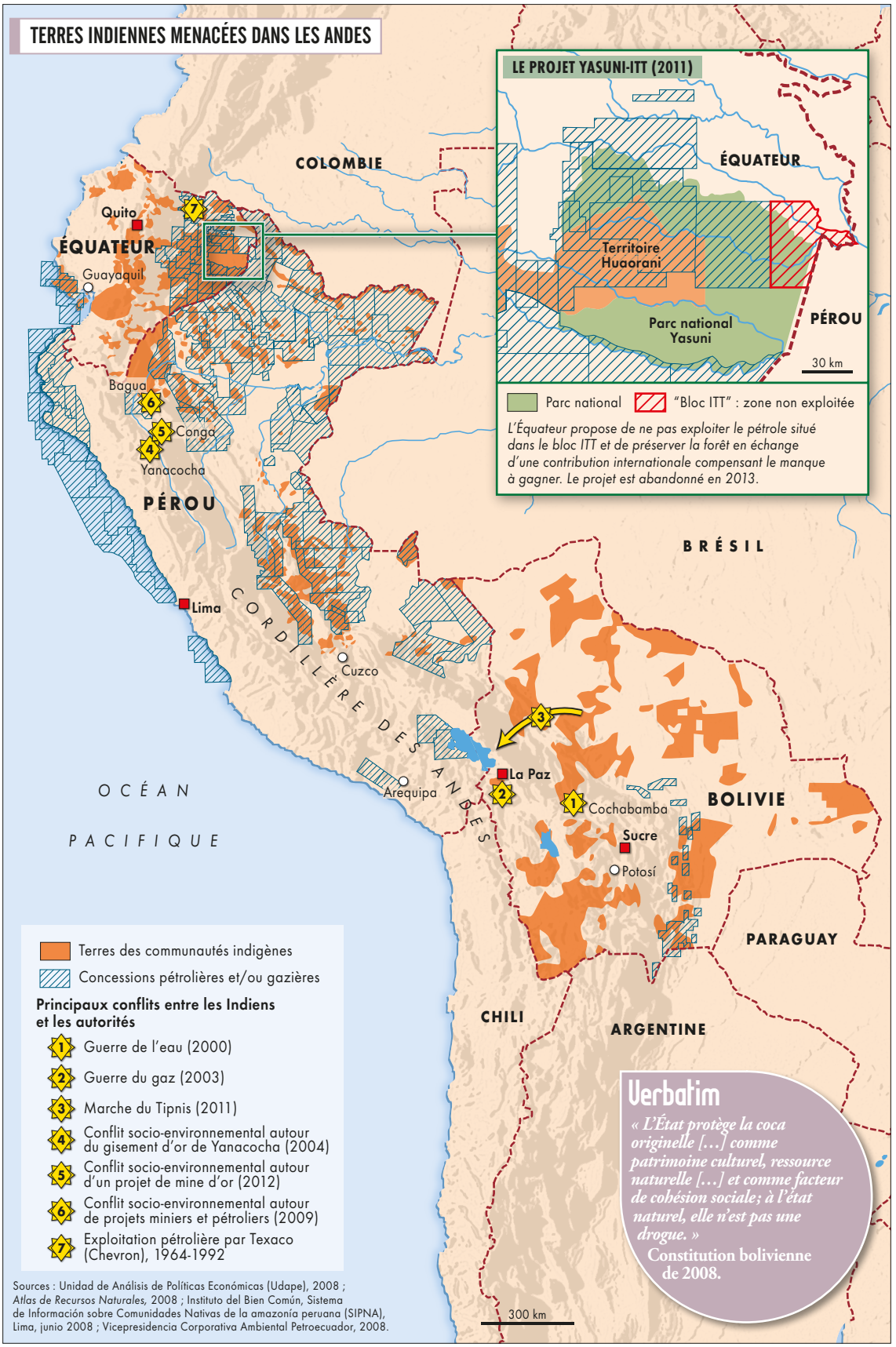
•••

BOLIVIE : LES *COCALEROS*

En Bolivie, la victoire d'Evo Morales, dirigeant des *cocaleros* (paysans producteurs de coca), à l'élection présidentielle bolivienne en 2006 marque une césure historique importante. Avec 51 % des voix, le Mouvement vers le socialisme (MAS) rassemble les voix des paysans et des mouvements sociaux. Pour la première fois, un président indien dirige le pays qui compte le plus d'Amérindiens. Morales se lance dans une campagne pour la dépénalisation de la coca. En vertu de la loi 1008 de 1988, la Bolivie autorise dans certaines limites la culture de la feuille de coca, plante sacrée pour les Indiens qui l'utilisent à des fins alimentaires ou médicinales, mais pratique l'éradication du surplus qui sert à la fabrication de cocaïne. Au plan international, Evo Morales se bat pour que la feuille de coca soit retirée de la liste des substances illicites mentionnées dans la Convention unique sur les stupéfiants de 1961.

Les populations indiennes de Bolivie sont en revanche très mécontentes de la politique de Morales en matière d'infrastructure. Ainsi en 2011, une marche indienne contraint le président à annuler le projet de construction d'une route qui devait traverser des territoires protégés. De même au Pérou, les mouvements indiens s'opposent au président Ollanta Humala qui autorise l'exploitation de mines dans des terres indiennes.

Dans les pays andins, les gouvernements sont pris entre la tentation d'extraire des ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais) pour satisfaire la demande mondiale, et le désir de protéger l'environnement et les modes de vie des populations indiennes. Ils arbitrent en général en faveur de l'industrie extractive.



Sources : Unidad de Análisis de Políticas Económicas (Udape), 2008 ; *Atlas de Recursos Naturales*, 2008 ; Instituto del Bien Común, Sistema de Información sobre Comunidades Nativas de la amazonía peruana (SIPNA), Lima, junio 2008 ; Vicepresidencia Corporativa Ambiental Petroecuador, 2008.

Les violences : guérillas, mafias, criminalité

Les violences en Amérique latine sont diverses et enracinées dans l'histoire. À la brutalité des colons ont répondu au XX^e siècle le terrorisme étatique, les guerres de guérillas, les mafias liées au trafic de drogue, la criminalité et les gangs urbains. La région est souvent considérée comme une des plus violentes au monde. Dans les années 1970, les régimes répressifs ont traumatisé certaines sociétés (Guatemala, Argentine, Chili). La consolidation des démocraties dans les années 1980-1990 n'a pas fait disparaître la violence. La criminalité dans les capitales a explosé ; le développement des *maras est caractéristique d'une crise sociale.**

LA NATURE ET L'INTENSITÉ DES VIOLENCES

En Amérique latine, la violence prend trois formes : sociale, politique (expressive ou répressive) et révolutionnaire. La première trouve ses racines dans la banalisation des violations des droits de l'homme. La seconde est un instrument de participation politique ou d'exercice du pouvoir. La troisième se réfère aux organisations armées tentant de s'emparer du pouvoir. La violence sociale est en augmentation et la criminalité en est l'expression la plus dramatique. Elle est liée aux conditions socio-économiques (pauvreté et inégalités, urbanisation galopante, chômage en augmentation, explosion démographique). De plus, le trafic de drogues a engendré l'apparition de puissantes mafias. Pour diminuer l'intensité de la criminalité, les gouvernements lancent des mesures préventives en mettant l'accent sur l'éducation, le renforcement de la réglementation sur les armes et la lutte contre le chômage et la pauvreté.

•••

LES *MARAS*

Nées de l'exil de Centraméricains aux États-Unis dans les années 1980, les *maras* regroupent enfants et jeunes adultes, reconnaissables à leurs tatouages, et se caractérisent par une violence extrême. Les deux principaux gangs rivaux, la Mara Salvatrucha et la Mara 18, sont implantés aux États-Unis, au Mexique, au Salvador, au Guatemala et au Honduras. Le Salvador souffre de niveaux de violence supérieurs à ceux des années de guerre civile (1978-2002). Une trêve entre les deux bandes, conclue en 2012, a mis un temps fin aux affrontements, mais en 2014-2015 ils repartent de plus belle. Le nombre de morts violentes s'élève à 4209 au premier semestre 2015, contre 3912 pour toute l'année 2014. Dans la plupart des pays, la manière forte est privilégiée pour faire face à cette violence urbaine, avec des politiques essentiellement répressives, qui se montrent plutôt inefficaces.

•••

LA COLOMBIE

Plus de trente factions de guérilla existaient en Colombie dans les années 1960. Aujourd'hui seule une est encore active : l'ELN (Armée de libération nationale). Les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) se sont démobilisées depuis la signature d'un accord de paix en 2016. Les vastes zones qu'elles contrôlaient sont l'objet d'affrontements pour le contrôle de la production de cocaïne. Dans les années 1990, les paramilitaires sont des milices regroupées au sein des AUC (Autodéfenses unies de Colombie). Ils défendent les intérêts des riches propriétaires terriens et se financent avec la drogue. Le conflit provoque le déplacement de plus de 2 millions de Colombiens. Entre 2002 et 2010, la politique de « sécurité démocratique » du président Uribe contribue à affaiblir la guérilla et à faire baisser le niveau de violence dans le pays. La plupart des paramilitaires déposent les armes, sous couvert de la loi « justice et paix » de 2005 qui leur concède une amnistie. Quelques 20 000 meurtres sont ainsi exemptés de poursuite judiciaire. La période est marquée par un scandale (*falsos positivos*) frappant les forces armées, dont certains membres ont délibérément assassinés des innocents au motif de gonfler les statistiques de lutte contre la guérilla.

Certaines grandes villes de Colombie obtiennent durant les années 2000 de bons résultats en matière de lutte contre la violence. La capitale Bogota, mais aussi Medellin, parviennent grâce à des politiques sociales ou à des réaménagements urbains, à faire baisser les taux de criminalité de façon substantielle. Pour autant, en dépit de l'accord de paix de 2016, de nombreux militants des droits de l'homme et dirigeants d'association continuent d'être assassinés.

•••

Verbatim

« Excusez ce contretemps, mais ceci est une révolution. »

Sous-commandant Marcos, San Cristóbal de las Casas, 1er janvier 1994.

LE FLÉAU DE LA DROGUE

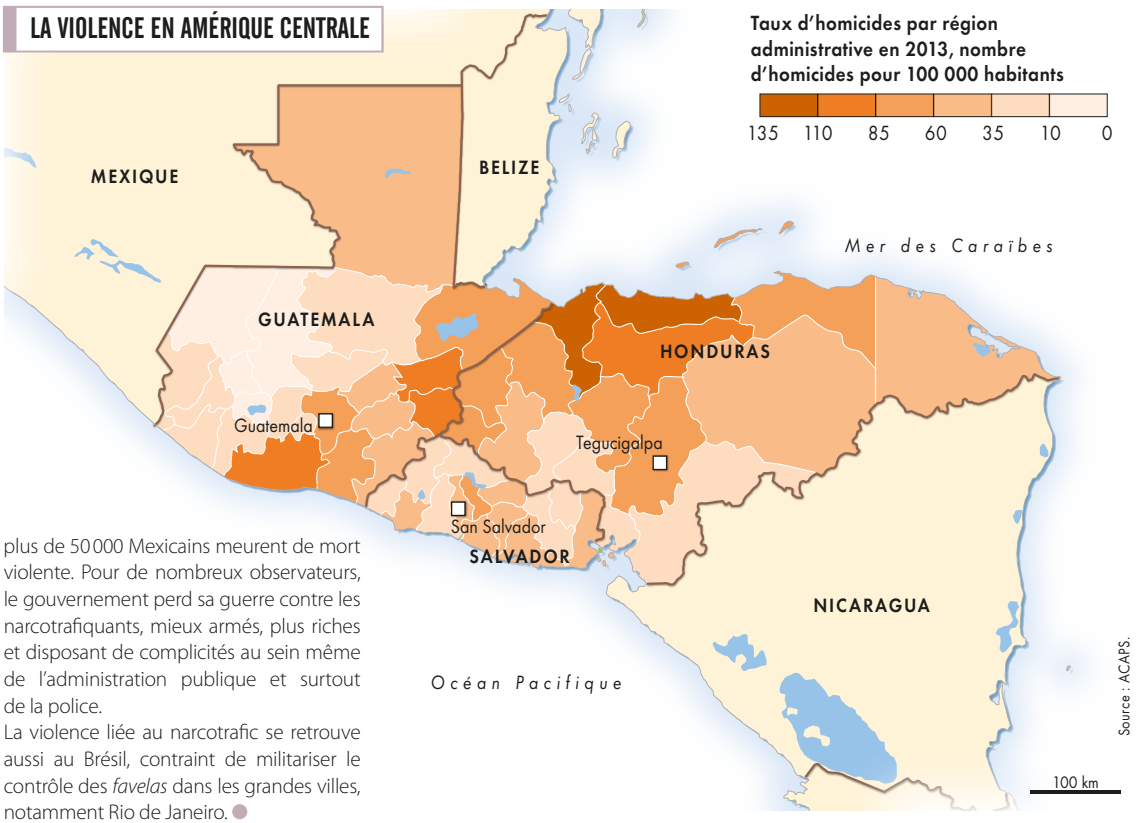
La violence générée par le trafic de drogues affecte en premier lieu la Colombie pendant les années 1980-1990. Les cartels s'y livrent une guerre sans merci pour le contrôle des circuits de commercialisation. Dans les années 2000, cette violence se déplace au Mexique. Élu en 2006, le président Calderón déclare la guerre au narcotrafic. Pendant les six années de son mandat,

LES GUÉRILLAS DEPUIS LES ANNÉES 1960

Période d'activité	Pays	Contexte politique	Nom du mouvement	État actuel	Évolution actuelle
1960-1977	Argentine	Dictature militaire	*Armée révolutionnaire du peuple (ERP)*	Disparu	retour des membres à la vie civile
1960-1982	Guatemala	Dictature militaire	*Mouvement révolutionnaire du 13 Novembre (MR13)* *Armée de guérilla des pauvres (EGP)*	Disparu	guérilla dans les campagnes
1961-1979	Nicaragua	Dictature	*Front sandiniste de libération nationale (FSLN)*	PP	occupe la présidence de la République
1963-1969	Venezuela	Dictature	*Forces armées de libération nationale (FALN)* *Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR)*	Disparu	membres participent à la vie politique
1963-1976	Uruguay	Dictature	*Mouvement de libération nationale « Tupamaros »*	Disparu	membres participent à la vie politique
1964-2016	Colombie	Démocratie	*Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)*	PP	membres participent à la vie politique
depuis 1965	Colombie	Démocratie	*Armée de libération nationale (ELN)*	Actif	démobilisation en négociation (2006)
depuis 1967	Colombie	Démocratie	*Armée populaire de libération (EPL)*	Actif	branche armée du PC
1968-1971	Brésil	Dictature militaire	*Action de libération nationale (ALN)* *Avant-garde populaire révolutionnaire (VAR)*	Disparu	élimination
1970-1981	Argentine	Dictature militaire	*Mouvement péroniste Montonero*	Disparu	membres participent à la vie politique
depuis 1970	Pérou	Démocratisation	*Sentier lumineux*	Quasi disparu	modeste réactivation en 2005-2006
1970-1991	Colombie	Démocratie	*Mouvement du 19 Avril (M-19)*	PP	participation politique
1979-1990	Nicaragua	régime sandiniste	*Résistance nationale (RN) ou « contra » antisandiniste*	Disparu	occupe la présidence de la République
1980-1991	Honduras	Démocratisation	*Mouvement populaire de libération « chinchonero »*	Disparu	retour des membres à la vie civile
1980-1992	Salvador	Démocratisation	*Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN)*	PP	membres participent à la vie politique
1982-1996	Guatemala	Guerre civile	*Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG)*	PP	membres participent à la vie politique
1983-1991	Chili	Dictature	*Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR)*	Actif	membres participent à la vie politique
depuis 1985	Pérou	Démocratie	*Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA)*	Quasi disparu	modeste réactivation en 2005-2006
depuis 1994	Mexique	Démocratisation	*Armée zapatiste de libération nationale (EZLN)* *Armée populaire révolutionnaire (ERP)*	Actif	marginalisation depuis 2000 (démobilisation)

Démocratie · Démocratisation · Dictature · Dictature militaire · Guerre civile · Disparu · Quasi disparu · Actif · PP Parti politique

LA VIOLENCE EN AMÉRIQUE CENTRALE



plus de 50 000 Mexicains meurent de mort violente. Pour de nombreux observateurs, le gouvernement perd sa guerre contre les narcotrafiquants, mieux armés, plus riches et disposant de complicités au sein même de l'administration publique et surtout de la police.

La violence liée au narcotrafic se retrouve aussi au Brésil, contraint de militariser le contrôle des *favelas* dans les grandes villes, notamment Rio de Janeiro.

Le déclin du catholicisme et le succès d'autres religions

Depuis la colonisation, l'Amérique latine est dominée par la religion catholique. Dans la plupart des pays de la région, le clergé catholique a joué un rôle important dans les contestations des années 1970 et 1980. Bien que le nombre de ses fidèles ne cesse de diminuer, la religion catholique continue de peser sur la politique et surtout sur les mœurs de l'Amérique latine, comme en témoigne l'interdiction de l'avortement dans la plupart des pays du continent. Aujourd'hui ce sont les sectes protestantes qui attirent de plus en plus de fidèles et qui exercent une influence politique déterminante. En 2018, ces Églises ont permis l'élection des présidents des deux plus grands pays de la région : le Mexique et le Brésil.

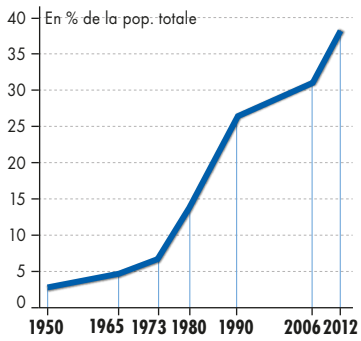
LES NOUVEAUX MOUVEMENTS RELIGIEUX

Après cinq cents ans de monopole de la religion catholique en Amérique latine, des dizaines de nouvelles religions émergent à la fin du XX[e] siècle : protestants, mormons, Églises évangéliques et pentecôtistes cherchent activement à accroître le nombre de leurs fidèles. Depuis les années 1980, les Églises pentecôtistes connaissent un essor considérable grâce notamment à leur maîtrise des médias. L'Église universelle du Royaume de Dieu, créée en 1977 à Rio de Janeiro, compte 8 millions de fidèles dans le monde, des radios et des journaux, deux chaînes de télévision, notamment au Brésil et en Uruguay. Cette Église a même des députés au Parlement brésilien de Brasília. Certaines Églises pentecôtistes sont devenues des entreprises commerciales, bien qu'elles ne soient pas toutes multinationales. Ces nouvelles religions, ces « mouvements de salvation », se développent dans les zones rurales les plus pauvres et dans les périphéries des grandes capitales où vivent les populations les moins favorisées. Ces Églises exercent une influence politique dans plusieurs pays, comme au Guatemala et au Brésil, où elles s'allient aux courants conservateurs. Leur essor joue un rôle important dans la désaffection que subit la religion catholique. Au Brésil, pays qui compte le plus de catholiques au monde, 500 000 personnes par an environ abandonnent la religion du Vatican.

Verbatim

« Élaborer une théologie de la libération à partir de la pratique de la libération présuppose une insertion organique dans un mouvement concret, dans une communauté de base, dans un syndicat. »
Leonardo Boff, 1984.

LES PROTESTANTS AU GUATEMALA



Source : PROLADES.

LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

1955 ▸ Création de la Conférence épiscopale latino-américaine (CELAM) par dom Hélder Pessoa Câmara

1962 à 1965 ▸ Jean XXIII anime le concile Vatican II, sensibilisation aux problèmes du tiers-monde

1968 ▸ Deuxième CELAM à Medellín, interprétation de Vatican II à travers la réalité latino-américaine

1971 ▸ *Teologia de la liberación, perspectivas* de Gustavo Gutiérrez

1978 ▸ Première Rencontre latino-américaine de théologiens et scientifiques sociaux à San José, Costa Rica

1979 ▸ Troisième CELAM à Puebla, présence officieuse des théologiens de la libération

1983 ▸ Deuxième Rencontre à Alajuela, Costa Rica. Développement d'une théorie

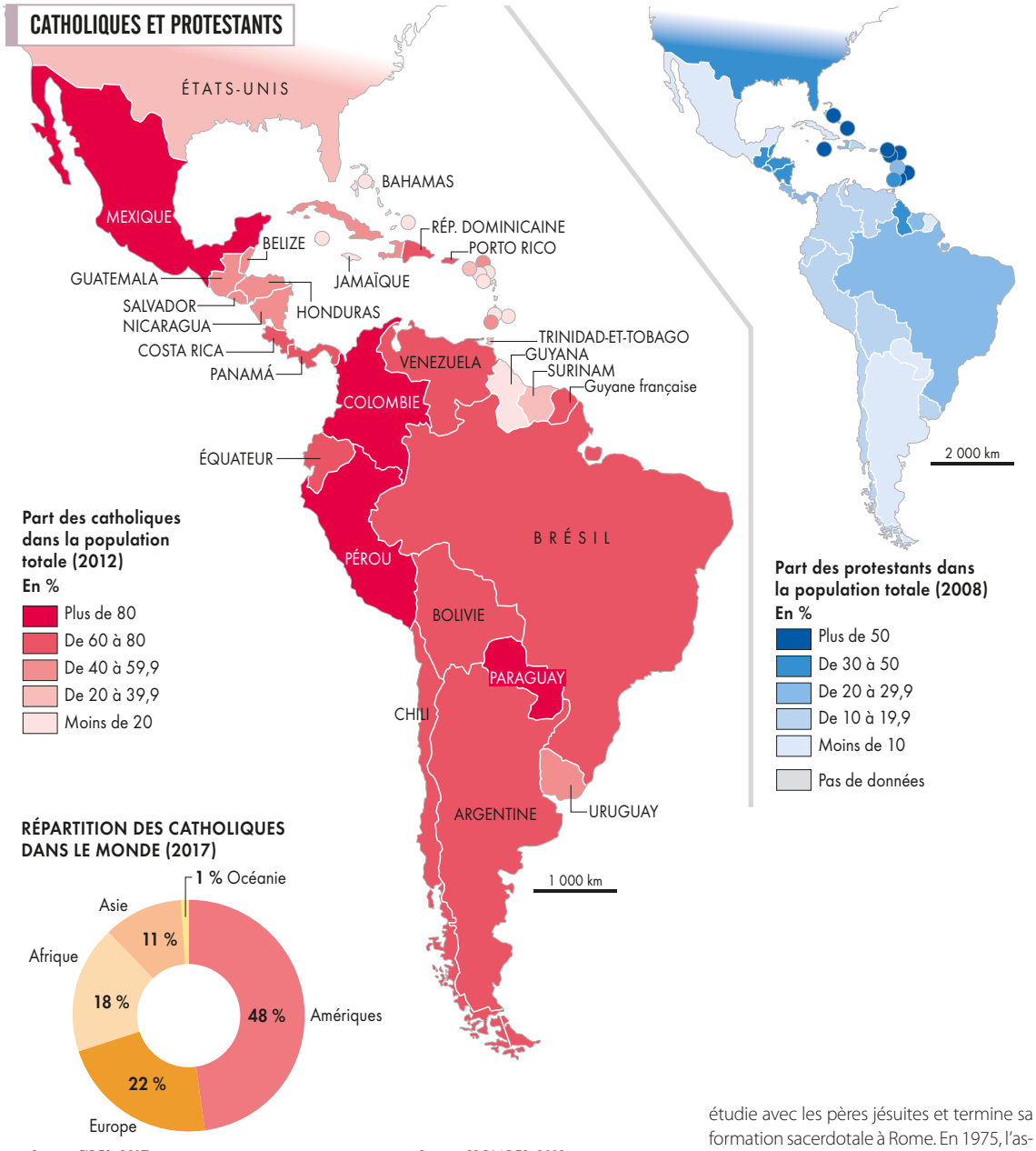
1984 ▸ Le Cardinal Ratzinger déclare que « la théologie de la libération constitue un danger fondamental pour la foi de l'église ».

1985 ▸ Le théologien Leonardo Boff condamné à douze mois de silence pour avoir critiqué le Vatican

Source : *Teología de la liberación, documentos sobre una polémica*, 1987.

UNE THÉOLOGIE AU SERVICE DES PLUS PAUVRES

La théologie de la libération apparaît en Amérique latine dans les années 1970. Elle trouve sa source dans le renouveau amorcé par le concile œcuménique de Vatican II (1962-1965) et accentué par la seconde Conférence générale de l'épiscopat latino-américain de Medellín en 1968. Cette théologie cherche des solutions pour améliorer la situation des plus pauvres et des plus marginalisés – les indigènes, les femmes et les Noirs. Elle propose une relecture de la Bible en relation avec la réalité vécue par les pauvres, n'hésitant pas à recourir aux sciences sociales et au marxisme. La réflexion de théologiens comme Leonardo Boff, Gustavo Gutiérrez, Gustavo Louvain, le frère Betto



Source : FIDES, 2017.

Source : PROLADES, 2013.

ou Jon Sobrino n'a pas seulement un but spirituel ; il s'agit de « conscientiser » les pauvres dans des communautés ecclésiales de base pour les aider à se libérer. Cette théologie a été accusée d'être trop politisée. En 1984, le cardinal Ratzinger, qui deviendra en 2005 le pape Benoît XVI, publie une *Instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération*, dans laquelle il accuse les théologiens de s'inspirer de l'idéologie marxiste et de se détourner du message biblique originel. Le théologien brésilien Leonardo Boff est condamné à douze mois de silence après la publication de son livre *Église, charisme et pouvoir*, qui critique l'autoritarisme de Rome et l'accuse d'ignorer les plus pauvres. À partir des années 1980, cette théologie perd de son influence. Les secteurs les plus conservateurs de l'Église reprennent le contrôle des conférences épiscopales nationales.

•••

MONSEIGNEUR ROMERO

L'assassinat le 24 mars 1980 de l'archevêque de San Salvador, Óscar Arnulfo Romero, est un des déclencheurs de la guerre civile qui a déchiré le Salvador pendant les années 1980. Né au Salvador en 1917, Romero étudie avec les pères jésuites et termine sa formation sacerdotale à Rome. En 1975, l'assassinat de paysans de son diocèse par des militaires lui fait prendre conscience que les autorités civiles et militaires défendent les seuls intérêts de l'oligarchie salvadorienne. En février 1977, Mgr Romero est nommé archevêque de la capitale San Salvador. Il dénonce les assassins et oppresseurs, s'identifie aux pauvres et défend leurs intérêts. Il gagne l'appui d'une partie du clergé et des fidèles qui le considèrent comme « la voix des sans-voix ». Il bénéficie aussi d'une reconnaissance internationale dont témoigne sa nomination au prix Nobel de la paix en 1979. L'oligarchie et une partie du gouvernement s'opposaient à son action, et il reçut de nombreuses menaces. Il a été béatifié en 2015.

Une tradition de l'art engagé

L'art en Amérique latine a toujours été engagé. Qu'il emprunte le registre politique de la contestation ou celui apolitique de l'évasion, il est toujours le produit d'une indignation. Saisis par un réel tragique, les artistes se sont tour à tour montrés rebelles, cyniques, rêveurs ou maniant la dérision. Les formes de leur engagement ont varié, en fonction des contextes et des époques ; du modernisme à l'art cinétique des plasticiens, ou de l'engagement au réalisme magique, les écrivains comme les peintres ou les musiciens traduisent un malaise, cultivent la lucidité ou offrent des émotions esthétiques qui ont souvent été appréciées dans le reste du monde.

RÉALISME MAGIQUE

Le réalisme magique est apparu dans les années 1960-1970 et a provoqué l'explosion de la littérature latino-américaine et sa renommée mondiale. Les auteurs transforment des événements du quotidien en incluant des éléments de croyances populaires et religieuses de la mythologie propres aux Latino-Américains, déformant ainsi la réalité à travers une atmosphère surnaturelle. Ce mouvement connaît son apogée à une époque où l'histoire latino-américaine est marquée par les dictatures et la violence institutionnalisée. Ces régimes autoritaires vont alors lutter contre une culture qui cherche à combattre l'autoritarisme et à s'éloigner de la persécution. Des auteurs comme Gabriel García Márquez, Mario Vargas Llosa, Jorge Luis Borges et Isabel Allende participent à la création d'un mouvement littéraire qui décrit l'histoire et la vie des peuples latino-américains.

• • •

TROPICALISME

Le tropicalisme est né en 1968 au Brésil, dans le contexte de la dictature militaire d'Artur da Costa e Silva. Il s'inscrit dans la lignée de la musique populaire et se présente comme une forme de résistance culturelle face à la situation que vivait alors le pays. Le tropicalisme recourt beaucoup à l'imitation en mêlant poésie et musique populaire, et attire les intellectuels et les masses. Il modernise la musique brésilienne, dont le manifeste est l'album *Tropicália ou Panis et Circensis* de Caetano Veloso. Ces chanteurs sont une alternative à la musique présentée dans « Jovem Guarda », une émission de télévision très populaire à laquelle participaient de jeunes musiciens influencés par le rock étranger et qui évitaient toute critique sociale ou politique. Le tropicalisme, à l'inverse, cherche à définir le fait même d'être brésilien et affiche son engagement politique. Parmi les principaux représentants figurent Caetano Veloso, Gilberto Gil, Gal Costa, Os Mutantes et Tom Zé.

En démocratie, la musique brésilienne n'a plus le même contenu rebelle. Elle n'en continue pas moins d'être parfois un vecteur d'expression politique. Ainsi les rappeurs interviennent-ils souvent dans le débat public, par exemple en 1989 pour réclamer la démission du président de la République, Fernando Collor, soupçonné de corruption. Les mêmes rappeurs font d'ailleurs campagne dans les années 1990 en faveur du candidat du Parti des travailleurs, Lula.

• • •

MURALISMES

La Révolution mexicaine, qui éclate en 1910, a essentiellement pour but de démocratiser le pays. Cette révolution, qui change profondément la société, a de grandes répercussions dans l'art mexicain. En 1922, un groupe de jeunes artistes révolutionnaires fonde le Syndicat des peintres, sculpteurs et ouvriers intellectuels. Ils cherchent à

Exemples de pochoirs vus sur les murs de Bogotá (Colombie)

Artiste: DJ LU (Bogota, Colombie)

donner un contenu social et culturel à la révolution qui, à leurs yeux, ne change pas les structures économiques de la société. La révolution doit notamment modifier la structure de la propriété foncière, faute de quoi elle n'aurait pas parachevé son œuvre et n'aurait guère amélioré la situation des plus pauvres. Ces artistes cherchent aussi à valoriser l'héritage de l'Amérique précolombienne et à l'adapter à la réalité mexicaine de l'époque. José Vasconcelos, alors ministre de l'Éducation, pense la culture comme une création collective au contenu social et politique affiché. Il propose aux jeunes artistes de décorer de nombreux bâtiments publics. De cette manière, l'art est transposé dans les rues et les lieux publics. Le but est de socialiser l'accès à la culture et d'éviter que l'art ne demeure réservé aux élites. C'est ainsi qu'en 1922 naît le mouvement muraliste mexicain. Parmi ses principaux représentants figurent Diego Rivera (1886-1957), José Orozco (1883-1949) et José David Siqueiros (1896-1974).

Faisant écho à ces glorieux prédécesseurs, au début du XXIe siècle, de jeunes artistes de rue s'approprient des espaces publics urbains en apposant des tags, en peignant des graffitis ou en imprimant des pochoirs. Les messages sont souvent politisés, dans des pays où les médias ne prêtent guère attention aux opinions de la jeunesse. À Bogotá, les jeunes s'expriment sur le thème de la violence et de la paix et relaient une indignation généralisée en provoquant des émotions artistiques grâce à des pochoirs sobres mais évocateurs.

• • •

THÉÂTRE ENGAGÉ

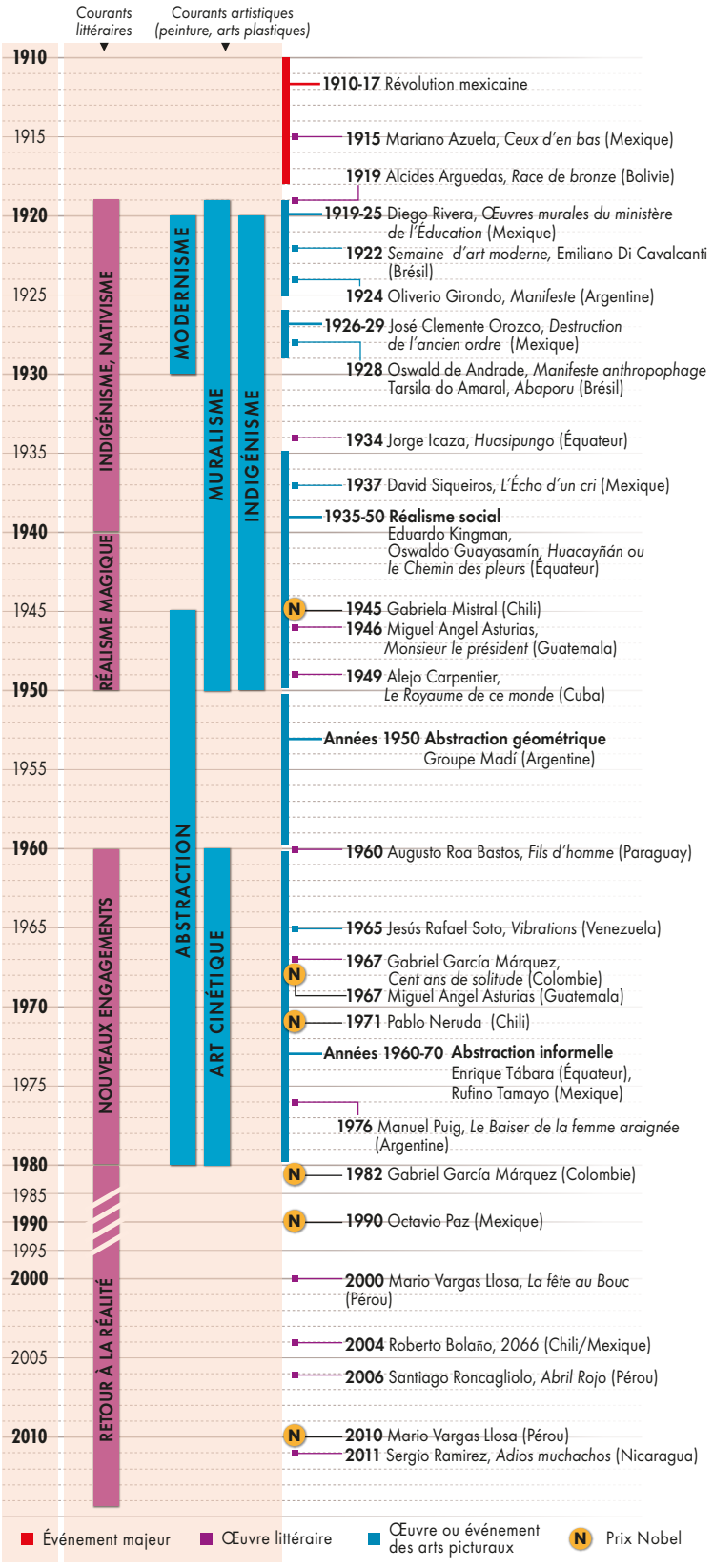
Aux côtés de la littérature, de la musique et de la peinture, le théâtre a bien souvent servi de substitut à une liberté d'expression brimée par des régimes autoritaires. En Argentine, le Théâtre ouvert (Teatro abierto) a, dans les années 1982-1983, ouvertement défié la censure de la dictature, en jouant et mettant en scène des pièces osées. Le Chili a lui aussi connu un milieu théâtral engagé pendant la dictature de Pinochet.

Verbatim

« Ne vous demandez pas, général, si vous êtes coupable ou innocent : demandez-vous si vous pouvez compter ou non sur l'appui du maître. »

Miguel Angel Asturias, 1946.

ARTS ET LITTÉRATURES, UNE TRADITION D'ENGAGEMENT ?



EN CONCLUSION

L'arrivée massive de la gauche au pouvoir dans les années 2000 a rapproché les mouvements sociaux du pouvoir. L'élection au Brésil d'un président ancien responsable d'un syndicat métallurgiste, Lula, et celle en Bolivie d'Evo Morales, dirigeant aymara d'un syndicat de producteurs de feuilles de coca, ont effacer la frontière entre mouvements sociaux et partis politiques. De nombreux activistes se sont retrouvés à des postes gouvernementaux, tout en continuant à être membres de leurs syndicats ou associations.

Ce chevauchement a eu pour effet de faire diminuer d'intensité les conflits sociaux. Il n'est pourtant pas dénué de malentendus. En 2011, les mobilisations des secteurs indiens contre les présidents bolivien et péruvien annoncent un divorce entre la gauche de gouvernement et les acteurs sociaux. En 2011 toujours, les mobilisations étudiantes au Chili préfigurent quant à elles le panorama social qui se dessine quand la gauche perd les élections. Les mobilisations sociales risquent de ne plus s'autocensurer. En 2018, de nouvelles thématiques comme celles du genre sont à l'origine de grandes manifestations.

LES STYLES POLITIQUES

Au-delà de sa diversité, l'Amérique latine se caractérise par un style de domination politique et de gouvernement où les individus prennent le pas sur les institutions. Terre d'élection des *caudillos* et du populisme, le continent a vu s'imposer des dirigeants hauts en couleur qui ont marqué leur époque. Bien des régimes politiques se résument au nom d'un leader, auquel est accolé un « isme » : péronisme (Argentine), gétulisme (Brésil), cardénisme (Mexique), etc. Ce style n'a que rarement permis à la démocratie de s'installer durablement. Forts de leurs soutiens populaires, et désireux de mener à bien leur mission, ces dirigeants ne souhaitent pas mettre en jeu leur mandat à l'occasion d'élections libres et compétitives. Ils s'attachent plutôt à créer des mouvements politiques et à façonner les institutions à leur guise. Les périodes de domination de personnalités charismatiques prennent fin de façon souvent brutale, jetant une lumière crue sur le déficit d'institutionnalisation de leurs régimes politiques.

Le populisme

On regroupe sous le terme de populisme des réalités disparates, qui ont en commun un style politique fondé sur une rhétorique enflammée, dénonçant les inégalités et prônant l'unité de la Nation sous l'autorité d'un leader. Au-delà des discours, la pratique politique des populistes reste cependant ambiguë : une fois au pouvoir, les élus se montrent souvent peu enclins à opérer des transformations structurelles majeures. Le phénomène, repérable dès les débuts de la démocratie sur le continent, se manifeste plus fortement à deux périodes : durant la phase de modernisation économique, autour des années 1940, et depuis les années 1990, avec les néopopulismes de droite et de gauche.

LA TRADITION POPULISTE

Dès la fin du XIX[e] siècle, les mécanismes démocratiques apparaissent artificiels. Ces mouvements prônent la rupture avec les systèmes politiques traditionnels qui assurent la reproduction d'une élite homogène. Les dirigeants contribuent à l'intégration des masses au jeu politique, mais ils suscitent une agitation, souvent réprimée dans la violence. On peut ainsi considérer le Péruvien Victor Haya de la Torre ou le Brésilien Luís Carlos Prestes comme les représentants d'un premier populisme. La tradition populiste se consolide autour des années 1940. L'industrialisation croissante favorise l'émergence d'un prolétariat urbain organisé, qui va jouer un rôle décisif dans l'accession au pouvoir de Getúlio Vargas au Brésil et de Juan Domingo Perón en Argentine. Tous deux sont de véritables archétypes du leader populiste. Incarnant les contradictions du populisme de gouvernement, ils proposent des réformes sociales qui favorisent leurs clientèles d'ouvriers, mais délaissent les campagnes, où vit la majorité de la population. La volonté d'indépendance nationale s'exprime dans le développement artificiel d'une industrie locale. La chute de ces leaders est en grande partie due au coût élevé de leur politique, qui se heurte aux réalités économiques et surtout à la lassitude des élites.

• • •

UNE DÉFINITION

« Le populisme est cette réaction, de type national, à une modernisation dirigée du dehors. Son thème central est de rejeter les ruptures imposées par l'accumulation capitaliste ou socialiste, de compenser la modernisation induite par un accroissement du contrôle collectif des changements économiques et techniques, bref, de maintenir ou de recréer une identité collective à travers des transformations économiques à la fois acceptées et rejetées. » (Alain Touraine, *La Parole et le Sang*, Odile Jacob, 1988).

• • •

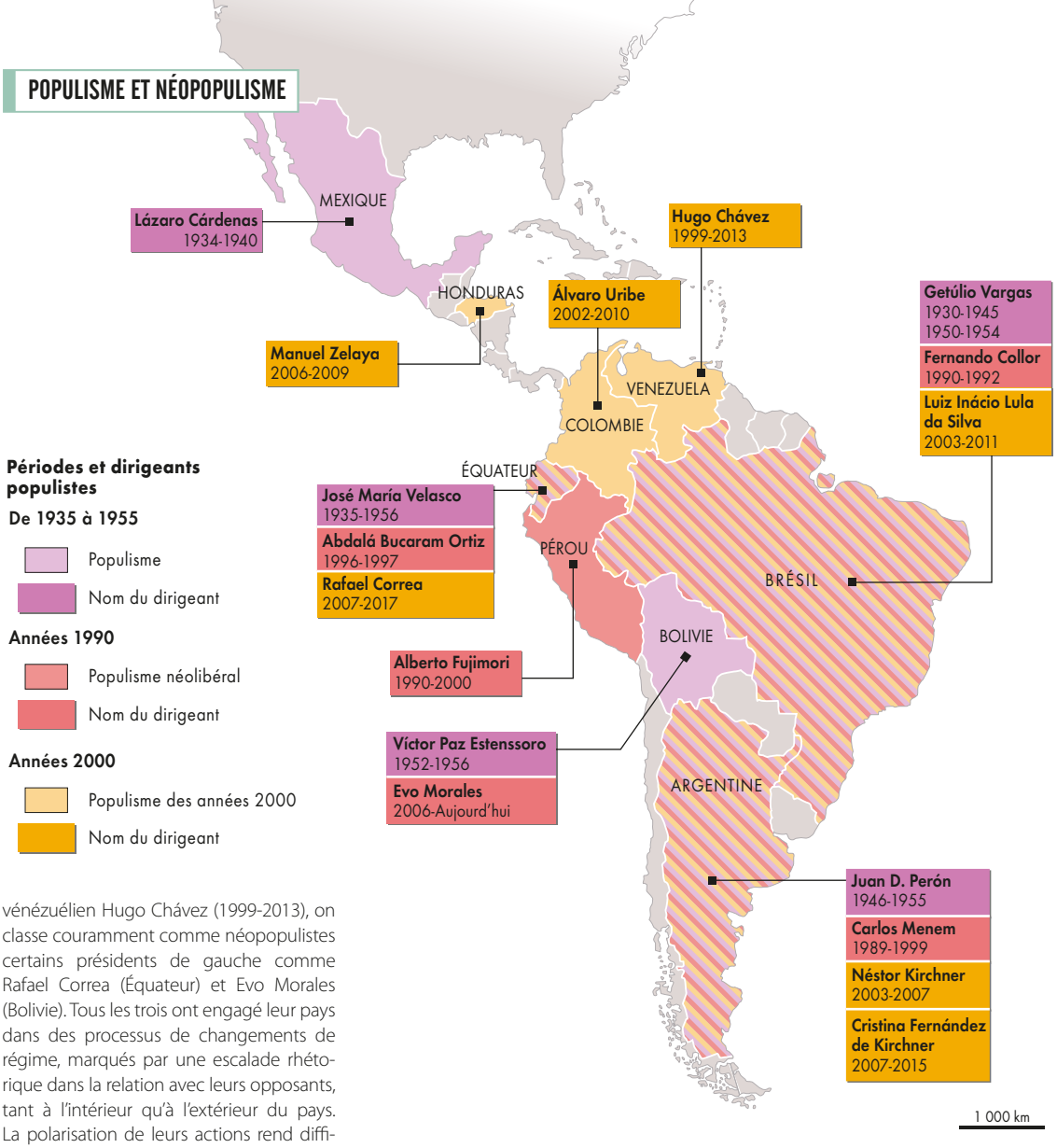
LES NÉOPOPULISMES

Depuis les années 1990, de nombreux dirigeants politiques accèdent au pouvoir et gouvernent en utilisant des méthodes et en tenant des discours qui les rattachent à la tradition populiste. Ils sont qualifiés de néopopulistes. Ce terme est appliqué à des présidents classés à droite comme à gauche du spectre politique, brouillant encore plus les limites du phénomène. Ainsi, en 1989 et 1990, Carlos Menem en Argentine et Alberto Fujimori au Pérou mènent des campagnes électorales durant lesquelles ils multiplient les promesses, avant de mettre en place des plans d'ajustement structurel radicaux. Ces néopopulistes sont néolibéraux. Le tournant à gauche des années 2000 change la donne. Le président de droite colombien Álvaro Uribe (2002-2010) est souvent considéré comme populiste. Mais dans la lignée du président

LES TELEPRESIDENTES

Pays	Venezuela	Colombie	Brésil	Équateur	Guatemala
Président	**HUGO CHÁVEZ**	**ÁLVARO URIBE**	**LULA DA SILVA**	**RAFAEL CORREA**	**ÁLVARO COLOM**
Nom de l'émission	*AloPresidente*	*Consejos Comunales*	*Cafe com o presidente*	*Enlace Ciudadano*	*Despacho-presidencial*
Date de la première émission	1999	2002	2003	2007	2009
Nombre d'émisions (en août 2010)	363	306	270	184	58
Média retransmetteur	RNV (radio) VTV (TV) Site Internet	Canal institucional Site Internet	Radio nacional Radiobras Site Internet	Radio Ecuador TV Site Internet	TGW (radio) Site Internet
Lieu d'émission	23 États	Plus de 108 municipalités	Brasília	72 villes	Capitale
Durée de l'émission	Moyenne : 5 heures	Moyenne : 8 à10 heures	6 minutes	2 heures	1 heure
Récurrence	Tous les dimanches	Tous les samedis	Tous les lundis	Tous les samedis	Tous les mercredis

Source : Erica Guevara.



vénézuélien Hugo Chávez (1999-2013), on classe couramment comme néopopulistes certains présidents de gauche comme Rafael Correa (Équateur) et Evo Morales (Bolivie). Tous les trois ont engagé leur pays dans des processus de changements de régime, marqués par une escalade rhétorique dans la relation avec leurs opposants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La polarisation de leurs actions rend difficile l'évaluation de la portée réelle de leur politique de refondation nationale. Toutefois, à la différence de leurs prédécesseurs des années 1940 et 1950, ils ne sont pas obsédés par le développement industriel, mais misent plutôt sur l'industrie extractive. Ils sont en revanche animés du même nationalisme et s'emploient à assurer le contrôle national des ressources naturelles. Ils sont aussi beaucoup plus prudents en matière de dépenses publiques. Pour autant, l'appellation populiste qui leur est accolée est péjorative dans les commentaires médiatiques qui se réfèrent à la démagogie et au clientélisme.

Verbatim

« Les deux bras du péronisme sont la justice sociale et l'aide sociale. Avec eux, nous embrassons le peuple avec de la justice et de l'amour. »

Juan Perón.

LA MISE EN SCÈNE DU POUVOIR CHEZ CHÁVEZ, URIBE ET CORREA

Dans les années 2000, les néopopulistes de droite comme de gauche ont recours aux mêmes techniques de mise en scène de l'exercice du pouvoir. Les présidents Hugo Chávez (Venezuela) et Álvaro Uribe (Colombie) tenaient une fois par semaine leur conseil des ministres dans une ville de province, et en public. Ces conseils itinérants suivis par les médias leur permettaient d'incarner deux caractéristiques fondamentales du populisme : le contact direct avec le peuple et l'abolition du temps. Ces présidents furent tellement présents sur les écrans de télévision qu'ils sont surnommés « téléprésidents ». À l'occasion de ces exercices, les présidents faisaient tout pour satisfaire en temps réel les demandes de leurs concitoyens, et n'hésitaient pas à limoger des ministres lorsque cela se révélait impossible. Tous deux usaient de leur rhétorique pour polariser l'opinion autour d'un ennemi interne ou externe : les « terroristes » de la guérilla pour Uribe, le « diable » Bush et le gouvernement des États-Unis pour Chávez.

L'autoritarisme

L'autoritarisme est un style politique qui a traversé toute l'histoire de l'Amérique latine. Il a pris différentes formes, ne variant pas seulement selon l'époque, mais également selon le contexte de chaque pays et la personnalité des dirigeants politiques. L'autoritarisme trouve ses racines dans la période coloniale et s'est incarné dans la figure des chefs de guerre qui surgissent au moment des indépendances (*caudillos*). Au XXe siècle, il a souvent pris la forme d'une emprise des militaires sur les régimes politiques. L'autoritarisme est aussi lié aux structures sociales et aux relations de genre profondément inégalitaires qui caractérisent le continent.

LA TRADITION AUTORITAIRE

Historiquement, il y a toujours eu un lien étroit entre la propriété de la terre et le pouvoir. Les détenteurs de la terre ont mis en place un système de domination caractérisé par des relations sociales verticales entre eux et leurs métayers (*peones*). Ces hommes forts, les *caudillos*, incarnaient l'autoritarisme ; ils prédominaient lors de la période des Indépendances. Au XIXe siècle, au Paraguay, Solano López représentait le caudillisme, personnifié par Domingo Sarmiento en Argentine ou Benito Juárez au Mexique. Ce style a survécu jusqu'au XXe siècle, comme à Cuba avec Fulgencio Batista, ou au Nicaragua où les Somoza n'ont quitté le pouvoir qu'après la Révolution sandiniste en 1979. Les populistes des années 1930 et 1940, bien qu'ayant promu des avancées démocratiques, ont adopté des pratiques autoritaires de pouvoir, tels Vargas au Brésil et Perón en Argentine. Ils interdisaient les partis communistes, réprimaient et torturaient des résistants. Dans les années 1960, une nouvelle vague d'autoritarisme apparaît : les militaires, dans le contexte de la guerre froide, voulant empêcher d'autres « révolutions cubaines », ont pris le pouvoir dans plusieurs pays par des « coups d'État préventifs ». Les années 1970 sont qualifiées d'« années sombres » en raison d'une intensification de la violence dans les régimes déjà installés et de la propagation de coups d'État dans les autres pays.

• • •

LES VICTIMES DES DICTATURES

Les dictatures militaires des années 1970-1980 ont été particulièrement violentes. Au Guatemala, des accusations de génocide contre les populations indiennes ont été portées à l'époque de Ríos Montt (1982). Au Chili, la commission Rettig (rapport de la commission nationale Vérité et Réconciliation) a dressé la liste de 3 197 personnes assassinées pendant la dictature de Pinochet. Le travail de la Commission nationale sur la disparition des personnes (Conadep) a abouti pour l'Argentine à un total de 9 089 morts, mais certaines associations évoquent un chiffre beaucoup plus élevé, d'environ 30 000. Les dictatures brésilienne ou uruguayenne se sont montrées moins brutales, mais il est vrai qu'aucune commission n'a établi de bilan de la répression. La collaboration entre les forces répressives (plan Condor) a contribué à la diffusion de la violence, en organisant des échanges d'informations et le montage d'opérations contre des cibles dans la zone et au-delà (États-Unis et Europe).

• • •

DES ENCLAVES DÉMOCRATIQUES EN DICTATURE

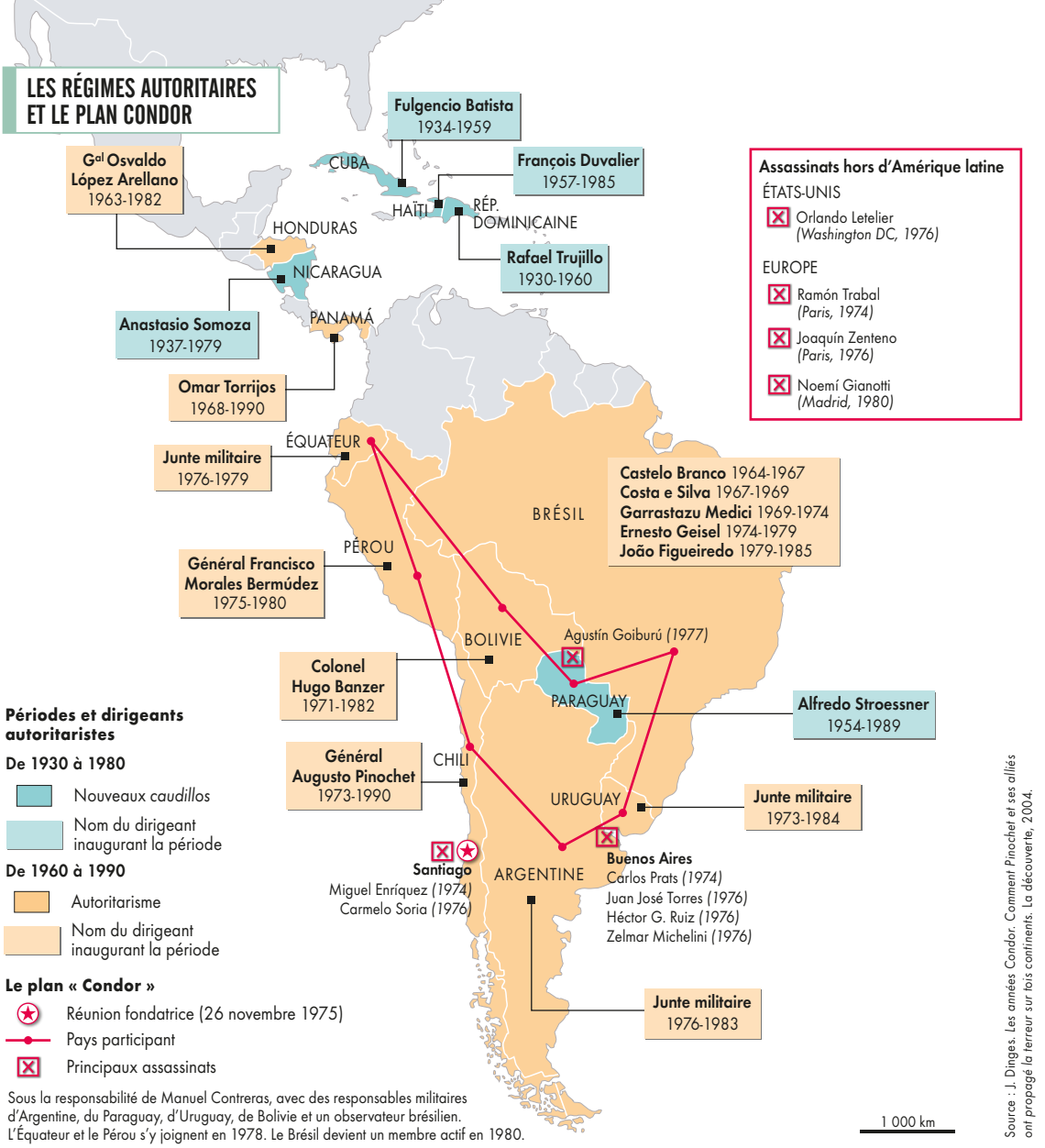
Depuis le milieu des années 1980, des Cubains, surtout dans la sphère culturelle, cherchent à étendre leur espace d'action, d'expression et d'influence sur les orienta-

Verbatim

« Nous irons chercher nos ennemis jusqu'en Australie. »

Manuel Contreras, chef de la Dirección d'Inteligencia Nacional (DINA), police secrète chilienne.

Sources : INAFED ; CIDAC ; A. Giraudy, « The politics of subnational undemocratic regime reproduction in Argentina and Mexico", *Journal of Politics in Latin America*, 2010.



tions politiques de leur pays. Ils ont créé des collectifs de citoyens qui mettent en place des pratiques politiques et sociales alternatives. La participation effective de tous, la prise de décision de façon consensuelle et l'organisation non hiérarchique sont quelques-uns des principes de leur action. Leurs activités incluent des happenings, des performances de rue, des ateliers de réflexion sur la conjoncture sociopolitique du pays et des séminaires de formation. Leur objectif est de contribuer à un changement social progressif à Cuba, à travers la création d'une culture politique plus démocratique. Cependant, ces groupes restent des enclaves, car ils sont contrôlés, surveillés et circonscrits par les autorités politiques et culturelles.

DES ENCLAVES AUTORITAIRES EN DÉMOCRATIE

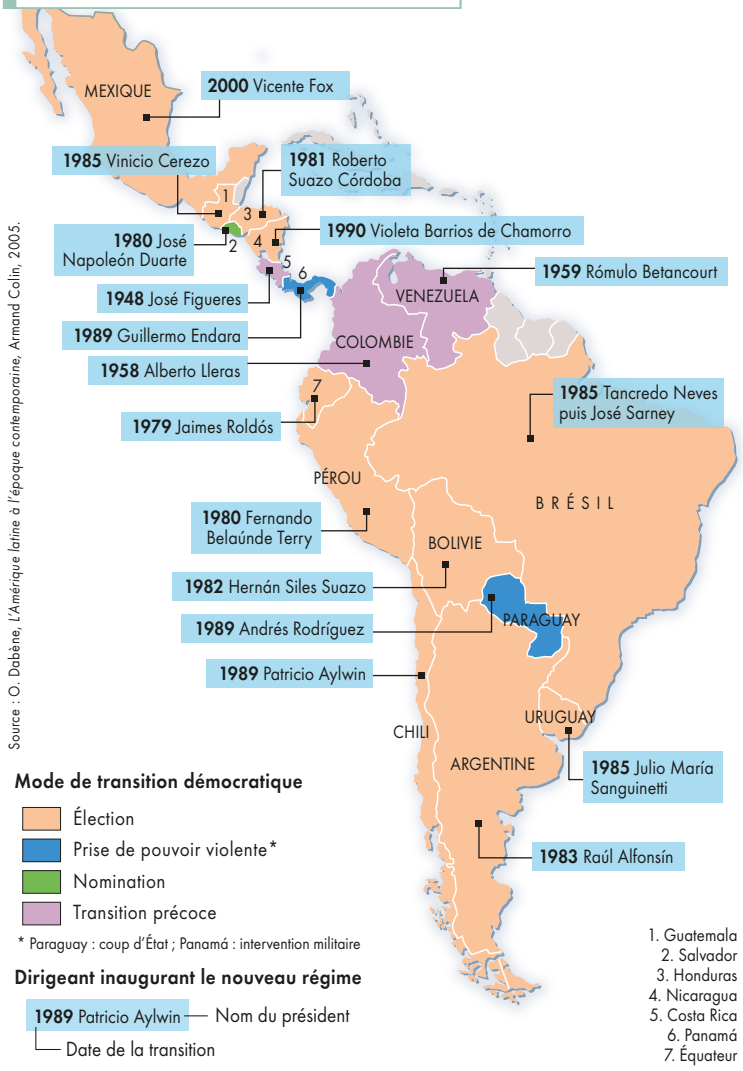
Malgré l'alternance électorale au niveau fédéral en 2000, il est désormais convenu de souligner l'existence d'enclaves autoritaires dans certains États fédérés du Mexique, où de puissants groupes recourent à des stratégies qui outrepassent la loi pour se maintenir au pouvoir. Ces manœuvres éclatent au grand jour à l'occasion de scandales, tels que l'arrestation de la défenseure des droits des femmes Lydia Cacho, ordonnée par le gouverneur de Puebla, ou la répression brutale de mouvements sociaux dans l'État d'Oaxaca. La perpétuation de ces enclaves autoritaires est facilitée par l'impéritie du système judiciaire, la complicité des appareils répressifs (polices locale et fédérale), voire même l'existence, dans les États du Sud, de groupes paramilitaires plus ou moins liés au pouvoir en place.

Le fédéralisme offre des conditions favorables à la consolidation de l'autoritarisme à l'échelle locale, et il n'est donc pas étonnant d'observer le même phénomène, par exemple, au Brésil où, surtout dans le Nordeste pauvre, des clans familiaux monopolisent le pouvoir au prix d'entorses à l'authenticité démocratique. D'autres pays d'Amérique latine offrent de nombreux exemples d'enclaves autoritaires laissées en héritage par les régimes militaires. Au Chili par exemple, le général Pinochet (1973-1990) a procédé avant de quitter le pouvoir à la nomination de juges à la Cour suprême, de maires, de gouverneurs et d'un cinquième du Sénat.

Les transitions démocratiques

À la fin des années 1970, le continent connaît une grave crise économique. Les militaires au pouvoir sont divisés et affrontent le mécontentement des populations et l'hostilité des États-Unis, où le président Carter fait la promotion de la défense des droits de l'homme. Ainsi débutent les transitions vers la démocratie. En dépit de l'effet de contagion, on remarque de notables différences. Dans certains pays, ce processus est initié et contrôlé par les militaires. Dans d'autres, les civils les boutent hors du pouvoir. Partout, les premiers gouvernements doivent faire face à la crise économique, à la pauvreté et à la fragilité de la démocratie naissante.

TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES : CHRONOLOGIE



Source : O. Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Armand Colin, 2005.

LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME

Pendant les années 1970, la répression des opposants aux régimes militaires s'intensifie, les prisons de « subversifs » et les « disparus » se multiplient. La politique de défense des droits de l'homme en Amérique latine bénéficie du soutien du président Jimmy Carter. En 1977, il annonce la signature par les États-Unis de la Convention américaine des droits de l'homme. Il réduit l'aide économique accordée aux gouvernements militaires en Argentine et en Uruguay, ainsi que l'assistance à plusieurs pays. En visite dans la région, Carter et des membres de son gouvernement rencontrent ouvertement les leaders de l'opposition. Cependant, cette politique est contradictoire. D'un côté, Carter tente de contraindre les dictatures militaires à respecter les droits de l'homme et à établir des calendriers de retour à la démocratie ; de l'autre, il prend des mesures de soutien aux régimes autoritaires afin de défendre certains intérêts économiques. Ainsi, Carter octroie une aide militaire de 2,5 millions de dollars au dictateur nicaraguayen Somoza. En dépit de ses ambiguïtés, cette politique attire

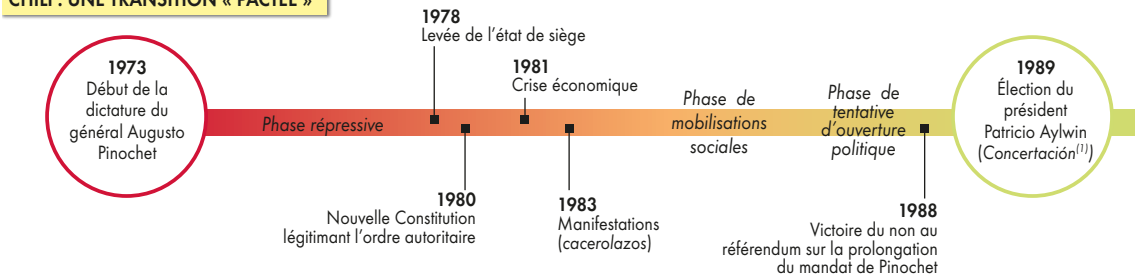
Verbatim

« J'étais certain que la démocratie ne pourrait pas se construire sur la base d'une erreur éthique : faire comme si rien ne s'était passé. »

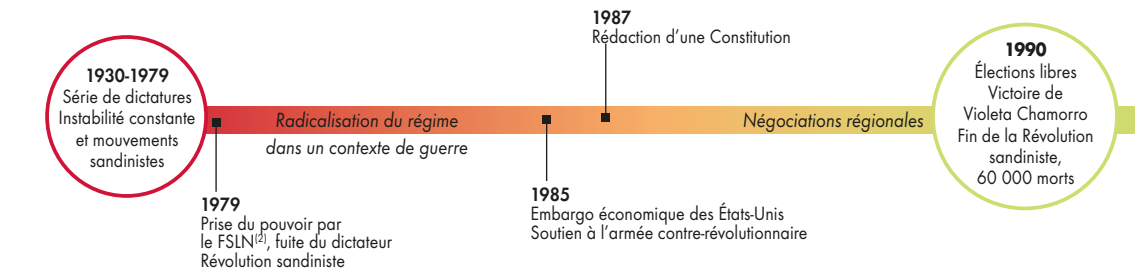
Raúl Alfonsín, 1990.

NICARAGUA-CHILI : DEUX TRANSITIONS CONTRASTÉES

CHILI : UNE TRANSITION « PACTÉE »



NICARAGUA : RÉVOLUTION ET GUERRE



[1] Concertation des partis pour la démocratie
[2] Front sandiniste de libération nationale

l'attention de l'opinion publique internationale sur la violence politique du continent. En réaction, les militaires de certains pays approuvent des lois d'amnistie pour éviter d'être jugés pour leurs exactions. Les militaires chiliens s'octroient une amnistie en 1978 et les Brésiliens en 1979.

Après sa transition, l'Argentine met en place une Commission nationale pour les disparus (Conadep), qui identifie 9 000 disparus. Des procès s'ouvrent et débouchent sur l'emprisonnement de plusieurs anciens chefs de la junte militaire. Pourtant, les procès sont rapidement abandonnés.

En Uruguay, le président issu de la transition, Julio María Sanguinetti, fait voter en 1985 une loi de « pacification nationale » qui amnistie les crimes politiques, de droit commun et militaires. L'année suivante, l'Uruguay adopte une loi de « caducité de la prétention punitive de l'État » et l'Argentine une loi de « point final » complétée en 1987 par une loi de l'« obéissance due ». Dans les deux cas, il s'agit bien de renoncer à juger les militaires coupables de violations des droits de l'homme.

Il faut attendre l'arrivée de la gauche au pouvoir dans les années 2000, en Argentine, en Uruguay ou encore au Brésil, pour voir la question des droits de l'homme revenir au premier plan, avec la réouverture de certains dossiers et procès.

• • •

PRISES DE POUVOIR VIOLENTES OU TRANSITIONS PROGRESSIVES

L'Amérique centrale connaît dans les années 1980 de violentes transitions. Au Nicaragua, la Révolution sandiniste contraint en 1979 le dictateur Somoza à fuir, mais une guerre civile se déclenche ; elle ne prendra fin qu'en 1990 avec la défaite électorale des sandinistes. Le Salvador est aussi déchiré par une guerre civile qui dure une décennie et provoque la mort de 70 000 personnes. Pourtant, on trouve partout ailleurs des transitions dites « pactées », sans rupture ni violence. Après avoir concerné l'Espagne et le Portugal (1974 et 1975), les transitions commencent à la fin des années 1970 dans les Andes, notamment au Pérou, en Bolivie et en Équateur.

Au Brésil, le processus, lent et progressif, est une réponse aux divisions internes du régime. Comme en Bolivie, le gouvernement militaire brésilien change plusieurs fois les règles électorales pour rester au pouvoir, mais finit par accepter en 1985 de passer la main aux civils. José Sarney devient président de la République en 1985. Quatre ans plus tard, le Brésil procède à la première élection présidentielle au suffrage universel direct depuis 1960 et complète ainsi sa transition vers la démocratie.

Au Chili, un référendum en 1988 pose la question de l'acceptation de la prolongation du mandat de Pinochet pendant huit ans. La réponse est négative et les militaires respectent la volonté populaire. Le processus est semblable en Uruguay, après le rejet par référendum en 1980 d'un projet constitutionnel institutionnalisant le régime militaire. En Argentine, le pouvoir militaire se dégrade au début des années 1980. Les forces armées sont discréditées par la crise économique qui ronge le pays et par leur échec dans la guerre des Malouines (1982). En 1983, l'élection de Raúl Alfonsín à la majorité absolue des suffrages marque la fin du régime militaire. Progressivement, la contagion atteint tout le continent. Le Mexique fait exception. Son régime de parti hégémonique dure jusqu'en 2000. Après soixante-dix ans de domination politique, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) perd la présidence et le Mexique entre dans une phase d'alternance inaugurant sa démocratie.

Pour tous les pays d'Amérique latine, ces changements politiques ont lieu dans un contexte économique difficile qui rend les transitions fragiles. L'Amérique latine connaît durant les années 1980 une crise économique grave (crise de la dette), qui se traduit par une hausse de la pauvreté et une épidémie de violence délinquante. Les Latino-Américains sont rapidement déçus par la démocratie.

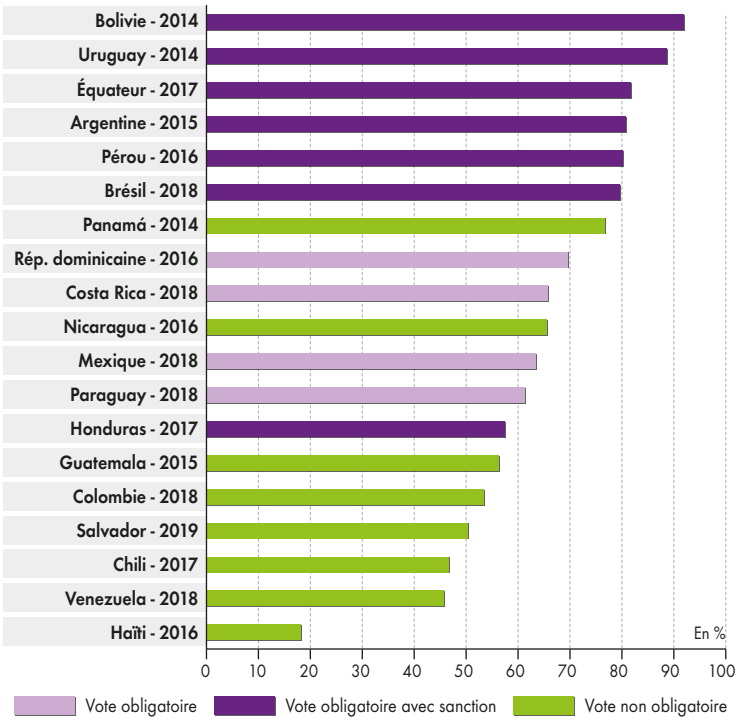
La participation politique en démocratie

Dans les années 1980, les démocratisations ouvrent une nouvelle ère de participation politique. Le vote redevient un élément central du jeu politique. L'exercice de la citoyenneté électorale soulève des défis – comme la lutte contre les fraudes – mais les processus électoraux sont de plus en plus encadrés et contrôlés. Parallèlement, l'adoption d'un nouveau cadre légal renforce les initiatives de participation en dehors des élections. L'Amérique latine expérimente des innovations politiques (budgets participatifs, référendums révocatoires, etc.), qui constituent de nouveaux piliers de la légitimité démocratique, et les citoyens se mobilisent pour pousser les dirigeants à rendre compte de leurs actions.

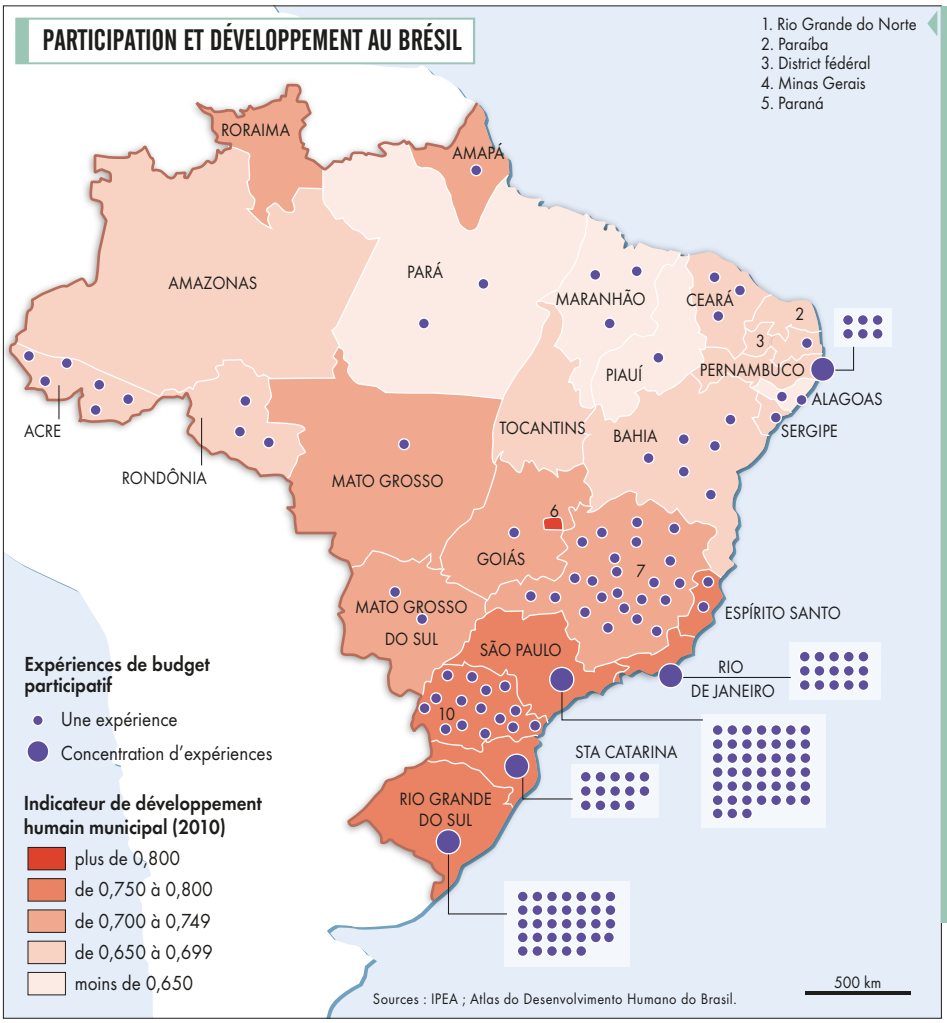
LES INNOVATIONS PARTICIPATIVES

L'Amérique latine a longtemps pratiqué un type de démocratie représentative relativement excluant, avec un suffrage restreint. Différentes modalités de participation populaire ont toutefois été mises en œuvre, souvent par des régimes populistes ou autoritaires, à l'instar du système national d'appui à la mobilisation sociale (*Sinamos*) de Velasco au Pérou, en 1971. Dans les années 1970, trois secteurs de la société prennent une importance décisive dans les mobilisations contre l'autoritarisme : le nouveau syndicalisme, débarrassé de ses penchants corporatistes, la tendance progressiste de l'Église catholique et les groupes de gauche. À la suite des démocratisations, ils continuent de prôner la participation politique directe. Ils sont d'autant plus entendus que la démocratie représentative est très vite discréditée. De nombreuses Constitutions sont réformées dans les années 1990 pour faciliter le développement de la démocratie participative. L'arrivée de la gauche au pouvoir, d'abord au niveau local, puis au niveau national, accentue la tendance. En Équateur par exemple, la « révolution citoyenne » de Correa, élu pour la première fois en 2006, érige la participation populaire en « cinquième pouvoir », sous la forme d'un Conseil de participation citoyenne et de contrôle social. De même, au Venezuela, la révolution bolivarienne instaure de multiples canaux de participation populaire dans sa nouvelle Constitution (au niveau local, dans l'élaboration des politiques publiques, sous la forme de référendum d'initiatives populaires…). Au Brésil, de nouveaux dispositifs participatifs s'appuient sur la Constitution de 1988. Ils se diffusent largement dans les années 2000, sous l'effet de la forte visibilité de l'expérience de budget participatif menée depuis 1989 à Porto Alegre. Cette ville, qui a accueilli les premiers Forums sociaux mondiaux (2001-2003), devient alors le symbole de l'altermondialisme et un incubateur mondial d'innovations participatives. Plus récemment, d'autres expériences ont vu le jour, confirmant le dynamisme participatif des sociétés civiles en Amérique latine.

LA PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES



Source : IDEA, 2019.



PARTICIPATION ET DÉVELOPPEMENT AU BRÉSIL

La démocratie participative réunit des caractéristiques de démocratie représentative et de démocratie directe. Tout en maintenant le système de représentation, elle lui adjoint des mécanismes de démocratie directe qui donnent plus de légitimité et d'efficacité aux décisions des représentants. Le dispositif le plus connu est le budget participatif, initié en 1989 à Porto Alegre (Brésil) par le Parti des travailleurs (PT). Cela permet aux habitants d'un quartier de formuler des demandes et de délibérer sur des priorités en matière d'investissements publics. Face au succès de cette initiative, en termes notamment de progrès sociaux, les expériences se sont multipliées au Brésil. En 2012, des budgets participatifs étaient en cours dans 355 villes, essentiellement dans les régions développées du sud du pays. Il y en avait 150 en 2000.

Certaines soulèvent de nouveaux enjeux et bouleversent les formes classiques de la représentation démocratique. C'est le cas des référendums révocatoires mis en place au niveau local en Argentine, en Colombie ou encore au Pérou. Créés pour sanctionner l'incompétence et les dérives de gestion (corruption, clientélisme), ces référendums peuvent devenir des armes politiques pour déstabiliser des élus en cours de mandats.

• • •

LA PARTICIPATION ÉLECTORALE

Les dispositifs de participation directe ne remplacent pas la démocratie représentative. En dépit d'un certain discrédit, la participation électorale demeure d'ailleurs élevée. Dans certains pays, le vote est obligatoire, mais partout l'acte électoral est une fête populaire qui rallie les foules. Les taux de participation diffèrent fortement d'un pays à l'autre, notamment en fonction du statut du vote. Le vote est facultatif dans la plupart des pays d'Amérique centrale (sauf le Costa Rica et le Honduras) et obligatoire dans la plupart des pays d'Amérique du Sud (sauf le Chili, la Colombie et le Venezuela). Lorsque le vote est obligatoire, l'application ou non de sanctions influence aussi la participation.

La Bolivie atteint des records de participation, avec un taux de 92 % à l'élection présidentielle de 2014, pour la troisième élection consécutive d'Evo Morales. Le vote y est obligatoire avec d'importantes sanctions économiques et administratives : amende équivalant à 25 % du salaire minimum, transferts bancaires bloqués pendant trois mois, etc. À l'inverse, Haïti est le pays où la participation est la plus faible, avec 22 % à l'élection présidentielle de 2011. Le vote y est facultatif et le système politique largement discrédité. Le Chili, enfin, a connu une chute spectaculaire de la participation en raison d'une réforme du système électoral adoptée en 2012. Avant cette date, l'inscription sur les listes électorales était facultative et le vote obligatoire. La réforme a inversé les règles, rendant l'inscription obligatoire et le vote facultatif. Pour les élections de 2013, le Chili a vu son nombre d'électeurs augmenter de plus de 50 %, atteignant 13 millions, mais le taux de participation reculer de près de 40 points (49,2 % contre 87,7 % en 2009). ●

Verbatim

« Le processus du budget participatif adresse une critique pratique à la liberté purement formelle, par laquelle le citoyen vote et rentre chez lui. »

Tarso Genro & Ubiratan de Souza

Les gauches au pouvoir

Après la victoire d'Hugo Chávez aux élections présidentielles vénézuéliennes de 1998, la plupart des pays d'Amérique latine ont connu des alternances à gauche. Seuls la Colombie et le Mexique ont résisté à la contagion. Au pouvoir, les gouvernements de gauche obtiennent de bons résultats en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Ils parviennent dans de nombreux cas à se maintenir au pouvoir. Cependant, les gouvernements progressistes doivent composer avec les élites traditionnelles et peinent à engager des réformes en profondeur. Sur fond de ralentissement économique, l'année 2015 ouvre un nouveau cycle d'alternances vers la droite.

LA « VAGUE ROSE » DES ANNÉES 2000

Le rattachement de l'électorat populaire à des figures politiques progressistes a permis au début des années 2000 un tournant à gauche de l'Amérique latine, appelé la « vague rose ». Plusieurs facteurs l'expliquent : recomposition des rapports de domination, faillite du modèle économique néolibéral, crise de légitimité des représentants classiques, propositions politiques alternatives faites par des leaders charismatiques, etc. Les politiques sociales des gouvernements progressistes confortent dans un premier temps cette adhésion. L'option à gauche de l'électorat populaire traduisait initialement un vote sanction du néolibéralisme ainsi qu'un « vote de l'espoir ». Elle tend à s'enraciner à travers un « vote de reconnaissance » (Brésil, Venezuela, Équateur). Les gouvernants de gauche fidélisent leur électorat et conservent le pouvoir, soit de manière personnalisée (réélections de Chávez, Correa, Kirchner, Lula, Morales), soit en prolongeant la domination d'un parti politique qui alterne les candidats (Frente Amplio en Uruguay, FMLN au Salvador). Nouvelle forme de délégation ou libération de l'acte électoral ? Pulsions électorales ou rationalité du vote ? Quelles qu'en soient les interprétations, la transformation du comportement des électeurs des populations déshéritées constitue une donnée politique majeure. Entre 1998 et 2015, la gauche remporte pas moins de trente-deux élections présidentielles dans quatorze pays. Dans huit pays, la gauche aura conservé le pouvoir pendant plus de dix ans. Cette longévité au pouvoir de certaines forces politiques de gauche, et de leurs dirigeants emblématiques, n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'Amérique latine démocratique.

•••

LES POLITIQUES PUBLIQUES DE GAUCHE

Au-delà des discours de rupture avec le néolibéralisme, les politiques publiques de gauche se heurtent aux mêmes contraintes structurelles (inégalités, faible diversification des économies, instabilité institutionnelle), qui avaient été invoquées pour justifier les politiques d'ajustement antérieures. Des pays comme la Bolivie, l'Équateur ou le Venezuela s'appuient sur un modèle exportateur faiblement diversifié de produits primaires. Les politiques fiscales demeurent, quant à elles, largement régressives, tandis que les politiques sociales privilégient le ciblage sur les plus pauvres au détriment de l'universalisation. L'opposition entre les « deux gauches » latino-américaines – l'une jugée modérée incarnée par le Brésil et l'autre présentée comme radicale emmenée par le Venezuela – transparaît nettement dans la conception du rôle de l'État : État régulateur renforcé pour les gouvernements de centre gauche, État productif et interventionniste pour les gauches « bolivariennes ». En outre, chaque État s'efforce de trouver un équilibre national entre différenciation (décentralisation) et homogénéisation (recentralisation) de l'action publique. Au-delà de ces divergences, deux évolutions ont un impact marquant sur les politiques publiques de la région. Le premier est le recul de l'influence des acteurs internationaux (Banque mondiale, FMI, États-Unis) face à des politiques publiques qui se renationalisent. La seconde est la persistance forte de conflits sociaux, qui s'accentuent malgré la réactivité des États face à la crise économique de 2008-2009.

•••

L'ESSOUFFLEMENT D'UN CYCLE POLITIQUE

Le bilan de la gauche après une décennie de pouvoir apparaît modeste au regard des ambitions affichées. Le manque d'engagement dans des réformes structurelles (fiscalité, éducation, etc.) et la multiplication des scandales traduisent les difficultés à faire évoluer de l'intérieur les pratiques politiques. Aidés par une conjoncture économique favorable (forte croissance sur la période 2003-2009), les gouvernements sont parvenus à d'assez bons résultats sociaux, avec une baisse sensible de la pauvreté et des inégalités. Mais le ralentissement de la croissance qui intervient à partir de 2010 met à jour certaines contradictions des modèles de gestion post-néolibéraux. La montée des insatisfactions ne tarde pas à se prolonger en une sanction électorale. En ce sens, l'année 2015 ouvre un nouveau cycle d'alternances démocratiques vers la droite, avec l'élection de M. Macri en Argentine et la lourde défaite des héritiers de H. Chávez aux élections législatives vénézuéliennes.

Verbatim

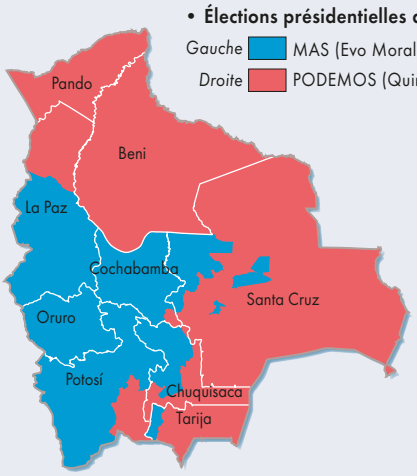
« Le changement n'est pas seulement une question électorale. À partir d'aujourd'hui prend fin un Paraguay excluant. »

Fernando Lugo, président du Paraguay, discours de prise de fonction, 18 août 2008.

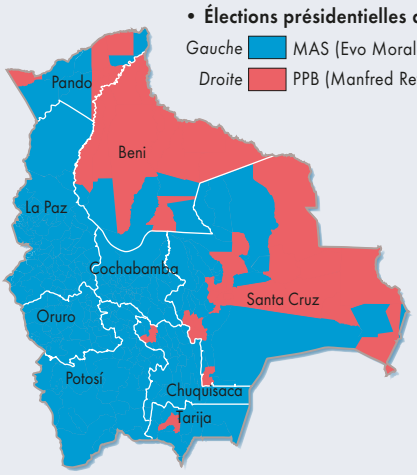
LA POLARISATION DU VOTE

BOLIVIE

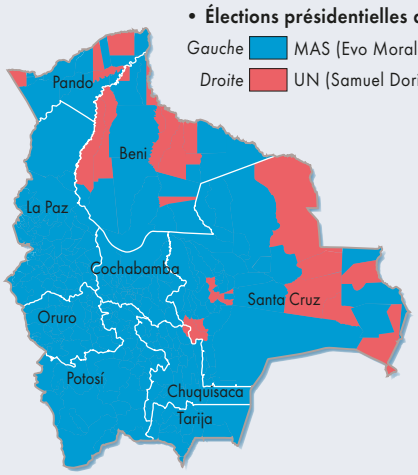
• **Élections présidentielles de 2005**



• **Élections présidentielles de 2009**



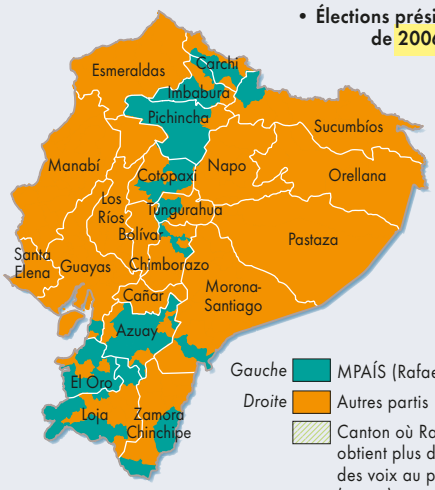
• **Élections présidentielles de 2014**



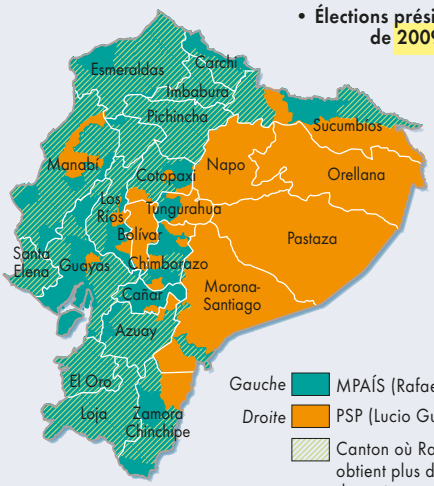
Source : Tribunal Superior Electoral de Bolivia (TSE Bolivia).

ÉQUATEUR

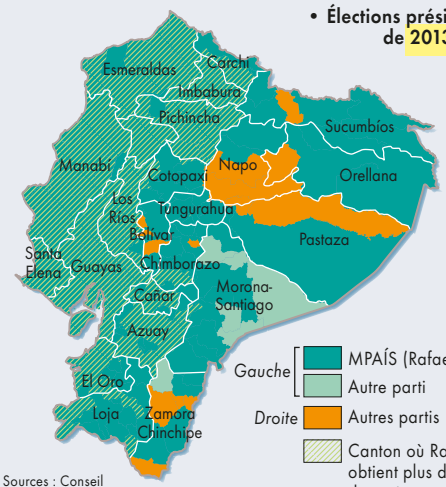
• **Élections présidentielles de 2006**



• **Élections présidentielles de 2009**



• **Élections présidentielles de 2013**



Sources : Conseil national électoral de l'Équateur ; Matthieu Le Quang.

Instabilité et dérives autoritaires

Dans les années 2000, différents facteurs convergent pour renforcer la qualité des démocraties. Après deux décennies marquées par des attentes déçues et un désenchantement démocratique, le pluralisme politique va maintenant de pair avec une amélioration globale des conditions de vie, tandis que le renforcement des contre-pouvoirs remet en cause l'impunité des dirigeants. Pourtant, l'instabilité politique n'est pas qu'un vieux démon. Les crises de gouvernabilité et autres scandales politiques continuent à miner la crédibilité de la classe politique. Au Venezuela et au Nicaragua, les gouvernements sacrifient la démocratie.

L'INSTABILITÉ POLITIQUE DANS LES ANNÉES 2000

Dans les années 2000, l'amélioration globale des conditions socio-économiques et le renforcement du pouvoir judiciaire favorisent une reprise de confiance envers les institutions démocratiques. Néanmoins, plusieurs facteurs d'instabilité pèsent encore sur les démocraties latino-américaines : crises de gouvernabilité, scandales de corruption, enjeux sécuritaires, etc. Au Honduras, le Président M. Zelaya est renversé par les militaires en 2009. Au Paraguay, le Président F. Lugo est destitué par son Congrès en 2012, après un jugement politique expéditif qualifié de « coup d'État parlementaire ». Au Guatemala, où l'appui à la démocratie était déjà l'un des plus faibles de la région en 2013 (40,7 %), le Président Otto Pérez Molina est destitué et arrêté pour corruption en septembre 2015, à la suite de pressions populaires inédites. Cette crise ébranle le système politique et provoque l'élection d'un outsider, l'ancien comique de télévision Jimmy Morales. Enfin, dans différents pays, les efforts pour rendre la vie politique plus transparente renforcent le retentissement des scandales en tous genres (corruption, assassinats politiques, etc.). Au Mexique, la disparition de 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa en 2014 met à jour les collusions entre l'État et le narcotrafic, provoquant une vague d'émotion et d'importantes mobilisations. Au Brésil, la presse dévoile en 2015 un système de corruption de grande ampleur : le détournement de plusieurs milliards de dollars de l'entreprise publique Petrobrás, via des surfacturations et autres marchés truqués, pour alimenter les caisses des partis politiques et enrichir des élus. Le PT au pouvoir est directement impliqué, les élites politiques et économiques sont discréditées et le mécontentement se fait entendre dans les rues. En 2013, avant ces scandales, seuls 36,6 % des Mexicains et 48,5 % des Brésiliens approuvaient la phrase : « La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement ». Dans ces deux pays, la tentation autoritaire a sensiblement augmenté depuis 2006.

DÉRIVE AUTORITAIRE AU VENEZUELA

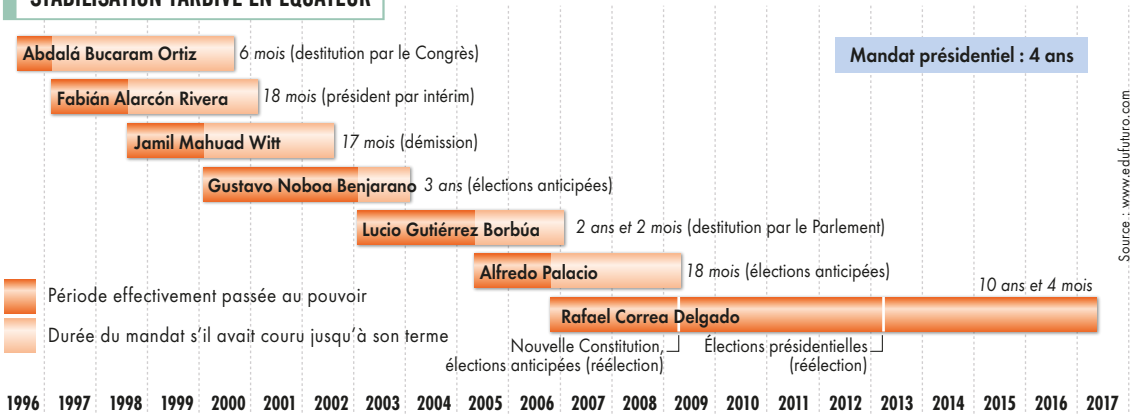
Lancée en 1999, la révolution bolivarienne a été validée par les urnes à de nombreuses reprises par les Vénézuéliens. La popularité d'Hugo Chavez, alimentée par le partage de la rente pétrolière, est très grande parmi

Verbatim

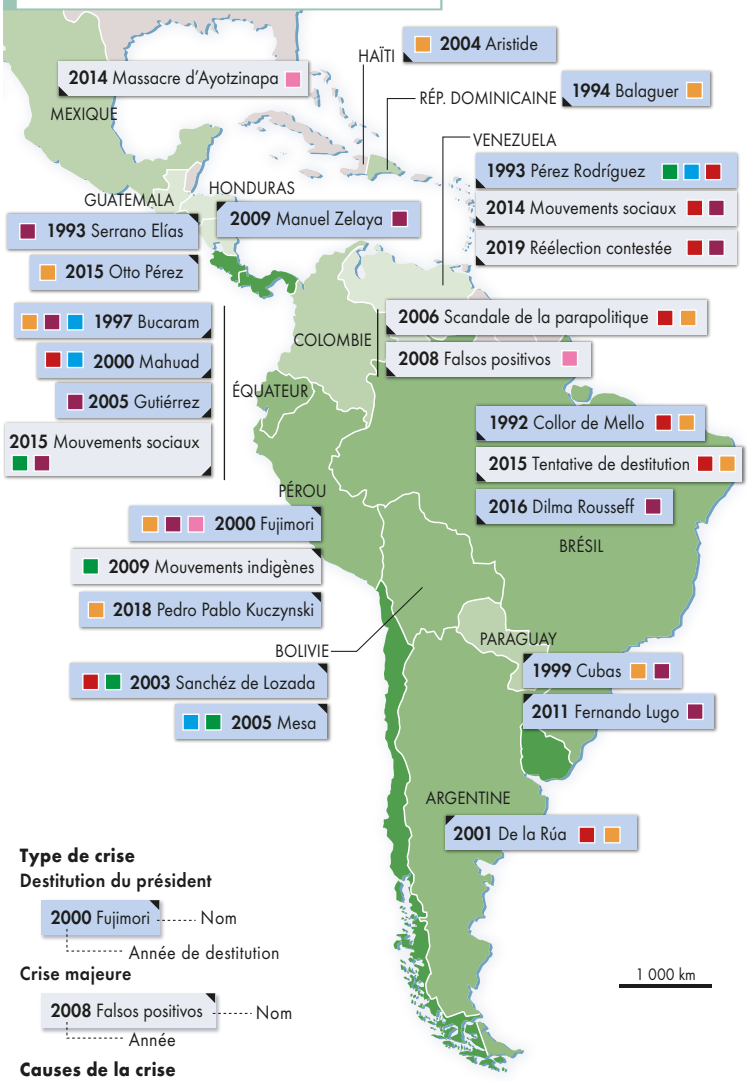
« Le président cessera ses fonctions […] en raison d'une incapacité mentale et physique constatée par le Congrès. »

Article 100 de la Constitution de l'Équateur.

STABILISATION TARDIVE EN ÉQUATEUR



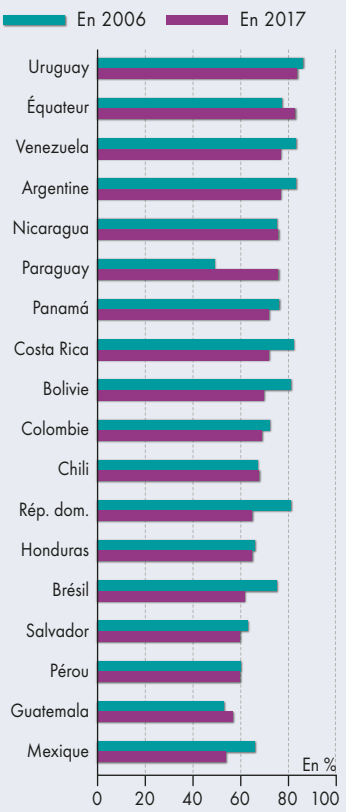
L'INSTABILITÉ POLITIQUE SUR LE CONTINENT



Source : IDD-LAT, 2015.

LA DÉSILLUSION EN POLITIQUE

Part des personnes approuvant la phrase : « La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement », en %



Source : Latinobarómetro, 2017.

les catégories populaires qui ont longtemps été les oubliées de la démocratie. En 2013, le retournement de conjoncture économique et le décès de Chavez signalent une inflexion. Nicolás Maduro, le successeur désigné de Chavez, se montre incapable de faire face à la crise économique. En décembre 2015, l'opposition au régime gagne les élections législatives. Maduro s'emploie alors à marginaliser la chambre des députés et fait élire une Assemblée constituante qui s'octroie tous les pouvoirs. En 2018, Maduro se fait réélire à l'occasion d'élections marquées par de nombreuses irrégularités. Le régime emprisonne ses opposants, réprime les manifestations et intimide la population, tout en pourvoyant de l'aide alimentaire à ses fidèles. Alors que l'économie, soumise à des sanctions internationales, est exsangue et que le pays vit un drame humanitaire (3 millions de personnes fuient le pays), le régime tente de survivre en s'appuyant sur son armée.

LE CAS DE L'ÉQUATEUR

En Équateur, entre 1996 et 2006, six Présidents se succèdent au rythme des crises politiques, mais aucun ne va au bout de son mandat. Cette période est notamment marquée par l'incapacité des gouvernements à répondre aux revendications des mouvements indiens concernant la réforme agraire. En 2000, les conséquences sociales de la crise économique et de la dollarisation aggravent les tensions. L'élection du charismatique économiste Rafael Correa en 2006 ouvre une nouvelle ère politique. Mais cette stabilisation tardive demeure fragile. Elle repose sur le fort leadership individuel de Rafael Correa, qui a lui-même fait face à plusieurs crises politiques (dont une tentative de coup d'État en septembre 2010), avant de céder le pouvoir en 2017 à son ancien vice-président Lenin Moreno.

EN CONCLUSION

Les styles politiques se sont diversifiés depuis une trentaine d'années en Amérique latine. Si la figure du dirigeant charismatique est toujours présente, certaines institutions, à l'image du pouvoir judiciaire, se sont consolidées et ont gagné en indépendance. Parallèlement, des innovations démocratiques se sont implantées dans le paysage politique de la région, modifiant les comportements politiques. À tous les niveaux de pouvoir, les représentants sont poussés à rendre des comptes et peuvent être l'objet de procédures de destitution en cas de mauvaise gestion. De leur côté, les citoyens utilisent les dispositions des Constitutions leur permettant de prendre l'initiative d'un référendum révocatoire. Par ailleurs, des dispositifs de participation politique ont été créés pour les citoyens, qui les utilisent avec un certain enthousiasme, dans le cadre par exemple des budgets participatifs. En dépit de ces avancées, la région n'a pas complètement tourné la page de l'instabilité politique. Les mauvais résultats dans certains secteurs d'action publique et les scandales de corruption fragilisent les gouvernements et entretiennent le désenchantement démocratique dans plusieurs pays.

L'AMÉRIQUE LATINE ET LE MONDE

Malgré de multiples tentatives, l'Amérique latine ne se présente pas unie face au monde. Le régionalisme y a rencontré des obstacles insurmontables, mais il a tout de même progressé, notamment depuis la fin des années 2000, avec des initiatives prometteuses, telle l'Union des nations sud-américaines (Unasur) ou la Communauté d'États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac). Ces progrès sont remis en question par la nouvelle polarisation politique du continent. L'Unasur et la Celac se trouvent paralysées.

La crise brésilienne a fait perdre à ce pays son statut de pays émergent. Incontournable sur la scène internationale pendant les années Lula (2002-2010), le Brésil est rentré dans le rang. Son président élu en 2018 soutient la politique protectionniste de Donald Trump aux États-Unis. Aucun autre pays d'Amérique latine n'est susceptible de remplacer le leadership brésilien, pas même le Mexique. Son nouveau président Andres Manuel Lopez Obrador ne souhaite pas s'immiscer dans la crise vénézuélienne.

Une nouvelle coordination émerge sur une base idéologique. Le groupe de Lima, qui regroupe la plupart des pays gouvernés à droite, s'emploie à favoriser la destitution de Nicolás Maduro au Venezuela.

Le régionalisme : étapes et modalités

L'unification des anciennes colonies portugaises et espagnoles était le rêve du leader indépendantiste Simón Bolívar dès 1826. Le continent américain, caractérisé par une forte unité historique, religieuse et linguistique, est la région où l'on compte le plus grand nombre de systèmes d'intégration régionale. L'intégration économique n'avance pourtant guère, du fait des disparités régionales et de l'instabilité politique. Après avoir été ralentie par des crises économiques et des phases de protectionnisme, l'intégration régionale a connu une relance spectaculaire dans les années 1990-2000, avant d'être à nouveau paralysée par la polarisation politique.

LE SYSTÈME D'INTÉGRATION CENTRAMÉRICAIN (SICA)

L'Amérique centrale est la région qui possède la plus ancienne tradition en matière d'intégration. Entité unie à l'époque coloniale, la région a constitué une fédération au lendemain des Indépendances et tâche, depuis lors, de reconstruire son union. Une Organisation d'États centraméricains est créée en 1951 et un traité général d'intégration économique est signé en 1960. L'intégration progresse à grands pas dans les années 1960, mais se trouve paralysée par les guerres civiles des années 1980. Depuis 1991, le Système d'intégration centraméricain (SICA) est une structure complexe qui comprend un parlement, une cour de justice et des secrétariats spécialisés (questions sociales, environnementales, économiques).

Verbatim

« L'énergie est en train de devenir le fil conducteur de cette intégration. »

Marco Aurelio García, 19 janvier 2006.

•••

DE L'ALBA À L'UNASUR ET À LA CELAC

Lorsqu'Hugo Chávez est élu président du Venezuela en décembre 1998, la négociation proposée par les États-Unis d'une Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) est lancée depuis le second sommet des Amériques de Santiago du Chili (avril 1998). Chávez ne tarde pas à critiquer ce projet et propose une Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA, « aube » en espagnol) en 2001. Désireux de promouvoir une intégration régionale sur des bases non commerciales, il s'emploie à construire une alliance de pays et à développer des projets de coopération. L'ALBA comprend un important volet énergétique, grâce auquel le Venezuela fait profiter les autres pays latino-américains de ses ressources pétrolières. L'ALBA ne parvient guère à intéresser en 2015 que Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, l'Équateur et les îles de la Dominique, Antigua-et-Barbuda et Saint-Vincent-et-les-Grenadines, mais il a le mérite de relancer le débat sur le modèle d'intégration désirable pour l'Amérique latine.

Alors que la négociation pour la ZLEA est paralysée, un nouveau projet voit le

LES ÉTAPES DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

APRÈS GUERRE : consolidation de la démocratie et réaction à la menace communiste

Volonté de stabilité politique des États-Unis pour le sous-continent américain.

1947 Traité de Rio
1948 Charte de l'OEA : Organisation des États américains, pacte de Bogotá
1954 « Déclaration de solidarité pour le maintien de l'intégrité politique des États américains contre l'intervention du communisme international »
1961 « Alliance pour le progrès » Kennedy

ANNÉES 1950-1960 : intégration économique et protectionnisme

1948 CEPAL : Commission économique pour l'Amérique latine
1951 ODECA : Organisation des États centraméricains
1960 MCCA (*cf.* carte)
1960 ALALC : Association latino-américaine de libre commerce (Argentine, Chili, Brésil, Uruguay, Mexique, Pérou et Paraguay puis Colombie, Équateur, Venezuela et Bolivie)
1969 GRAN : Groupe andin (*cf.* carte)

ANNÉES 1970 : crise de l'intégration

1969 Guerre entre Salvador et Honduras, entrée en dictature de 9 pays
1973 CARICOM (*cf.* carte)
1976 Le Chili quitte le GRAN

ANNÉES 1980 : création d'associations politiques

36 accords bilatéraux, une dizaine d'accords de libre-échange
1980 ALADI : Association latino-américaine d'intégration (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela)
1986 Groupe de Rio (*cf.* carte)

ANNÉES 1990 : accords de libre-échange

Période néolibérale : Mercosur, ALENA (*cf.* carte)

ANNÉES 2000 : accords d'intégration postcommerciale

Période du virage à gauche de l'Amérique latine : ALBA, UNASUR, CELAC (*cf.* carte)

ANNÉES 2010 : retour au commerce

Alliance du Pacifique

* Le Venezuela est suspendu du Mercosur

jour en 2008, l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), qui réunit tous les pays d'Amérique du Sud, avec un agenda d'intégration renouvelé, incluant les infrastructures, la défense ou la santé. L'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA), lancée dès 2000, doit notamment permettre de développer des axes routiers bi-océaniques. L'UNASUR fait rapidement preuve de pragmatisme et de réactivité, en intervenant comme médiatrice dans la crise bolivienne de 2008, ou pour rapprocher le Venezuela et la Colombie après leur rupture diplomatique de 2009. L'UNASUR perd ensuite de son dynamisme avec la chute de ses principaux leaders (notamment Lula au Brésil et Chávez au Venezuela).

Le Brésil avait déjà été à l'origine de l'UNASUR, en convoquant dès 2000 un sommet des pays d'Amérique du Sud. En 2008, ce même pays invite cette fois tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Trois ans après, le 3 décembre 2011, les pays forment lors d'un sommet à Caracas, la Communauté d'États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), premier organisme à l'échelle continentale ne comprenant pas les États-Unis et le Canada. Comme l'UNASUR, la CELAC est paralysée depuis 2017 par la nouvelle polarisation politique du continent et l'absence de leadership.

•••

LE MERCOSUR

Le Marché commun du Sud (MERCOSUR) existe depuis 1991. Né du rapprochement entre le Brésil et l'Argentine, il compte cinq membres et cinq associés. Le Venezuela a rejoint le bloc en 2006, mais son intégration formelle n'a eu lieu qu'en 2012. Le MERCOSUR, qui a débuté comme une union douanière, est l'expérience la plus avancée d'intégration régionale en Amérique latine. Les échanges au sein du bloc ont été multipliés par quatre entre 1991 et 1998. Cependant, la dévaluation brésilienne de 1999 et l'effondrement du peso argentin en 2001 ont fait baisser les échanges interrégionaux. Si le MERCOSUR est en crise sur le plan commercial, il se réforme timidement au plan politique. Depuis 2004-2005, il dispose d'une commission de représentants permanents, d'un secrétariat technique, d'un tribunal, d'un Parlement et d'un fonds de convergence pour lutter contre les asymétries de développement. La présence de gouvernements de gauche dans tous les pays dans les années 2002-2015 n'a pas permis d'approfondir l'intégration, et le Brésil semble plus miser sur l'UNASUR.

Les obstacles à l'intégration

Bien que les pays latino-américains aient renforcé l'intégration régionale au cours de la dernière décennie, de nombreux obstacles demeurent, parmi lesquels les rivalités entre les pays et la vigueur des nationalismes. L'Amérique latine est l'une des régions qui connaît le plus de différends frontaliers au monde. La Bolivie cristallise les problèmes soulevés par ces différends frontaliers. La Colombie, de son côté, connaît un conflit intérieur qui irradie au-delà de ses frontières. L'intégration régionale est par ailleurs entravée par la faiblesse des infrastructures.

LA BOLIVIE, UN PAYS ENCLAVÉ

Depuis son indépendance en 1825, la Bolivie a perdu plus de la moitié de son territoire, que se sont partagé ses voisins (Brésil, Pérou, Argentine et Paraguay). C'est avec le seul Chili que la Bolivie maintient une relation hostile. Pendant la guerre du Pacifique de 1879, le Chili envahit les provinces boliviennes de l'Atacama (littoral) et péruvienne d'Arica. Les conséquences sont lourdes pour la Bolivie qui perd son accès à l'océan pacifique. Le peuple bolivien cultive un grand ressentiment envers le Chili. Aujourd'hui, la Bolivie rejette la proposition de l'accès à un port chilien, libre de droits de douane. Elle revendique la récupération d'une côte souveraine, ce qui nécessite l'accord du Pérou, qui ne souhaite pas perdre sa frontière avec le Chili. L'enclavement de la Bolivie pose notamment problème pour l'exportation du gaz. En 2005, la Bolivie a envoyé « la lettre la plus longue du monde » (140 km) à l'ONU pour plaider son cas. En 2015, le litige est examiné par la Cour internationale de justice qui donne raison au Chili en 2018.

•••

LA COLOMBIE, AU CENTRE DES TENSIONS

La Colombie est un pays traditionnellement très favorable à l'intégration régionale. Membre fondateur du Pacte andin (1969), il a souvent été à l'origine d'initiatives visant à approfondir l'intégration. Toutefois, sa guerre civile représente un obstacle pour le processus d'intégration régionale. Le conflit colombien déborde en effet de ses frontières. Les incursions des trafiquants de drogue, des guérillas et des groupes paramilitaires sont nombreuses dans les pays voisins. Les combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) se réfugiaient régulièrement en Équateur. Le 1er mars 2008, l'armée colombienne bombarde un camp des FARC situé en Équateur, tuant son chef et provoquant une rupture des relations diplomatiques.

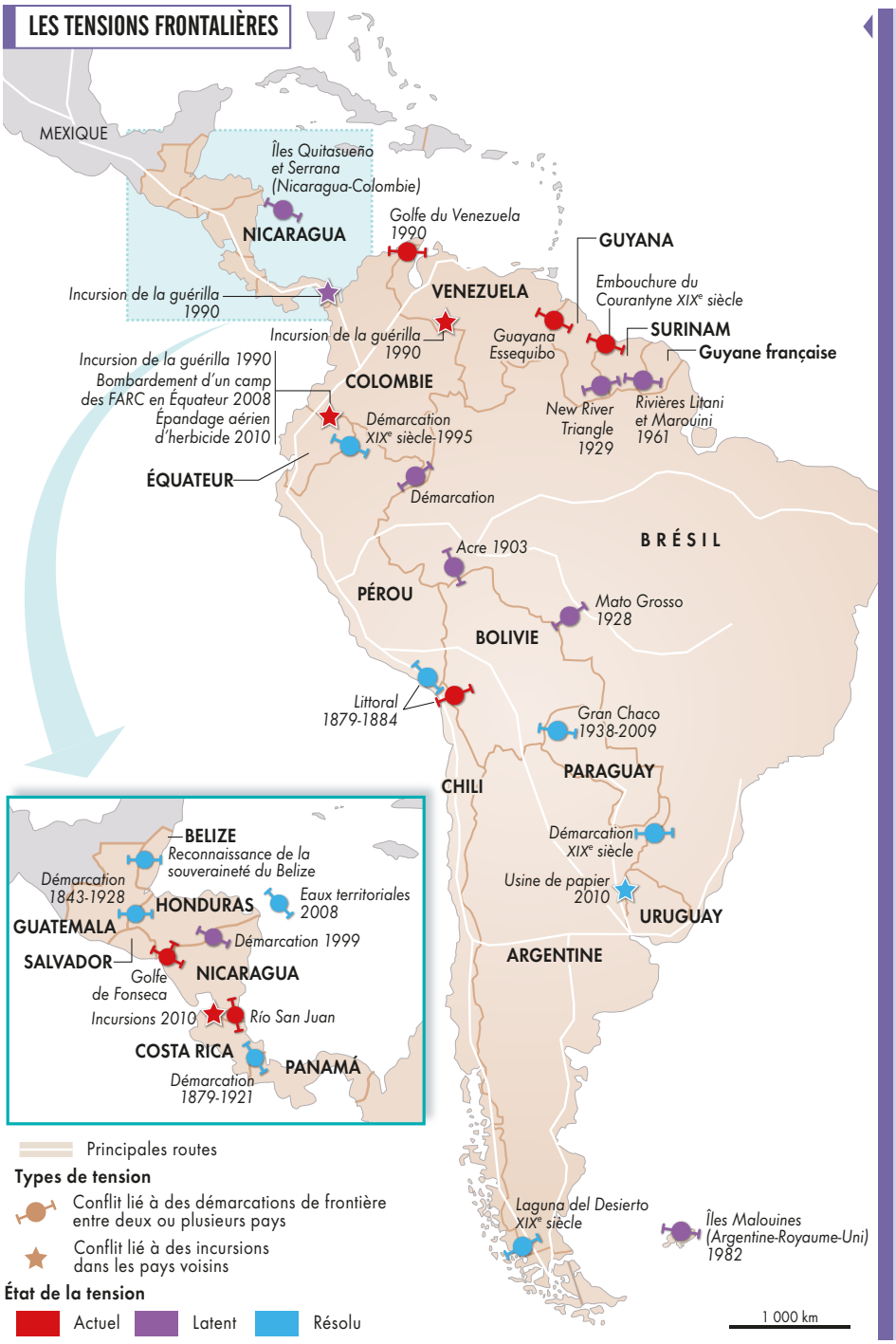
Le Venezuela de son côté entretient des relations ambiguës avec la Colombie. Les deux pays constituent un des axes majeurs d'intégration commerciale en Amérique du Sud, mais au plan politique, les frictions sont fréquentes. Le Venezuela présidé par Hugo Chavez, accusait le Plan Colombie, appuyé par les États-Unis, de provoquer le déplacement des bases de la guérilla vers son territoire. Le Venezuela a rompu ses relations diplomatiques avec la Colombie à quatre reprises en cinq ans : en janvier 2005 après l'arrestation du dirigeant des FARC Rodrigo Granda à Caracas, en mars 2008 après le bombardement en territoire équatorien d'un campement des FARC, en juillet 2009 après l'annonce d'un accord militaire Colombie/États-Unis, et en juillet 2010. Le Plan Colombie a été financé par les États-Unis pour aider la Colombie à lutter contre le narcotrafic et la guérilla. Très controversé, parce qu'il alimentait la militarisation, il est partiellement abandonné par le président Obama. En 2018, la Colombie accueille 1 million de Vénézuéliens fuyant leur pays.

•••

Verbatim

« Après quinze ans de sacrifices consentis pour que l'Amérique soit libre […], j'ai invité le Mexique, le Pérou, le Chili et Buenos Aires à former une confédération. »

Simón Bolívar, 1824.



PAS DE GUERRES MAIS BEAUCOUP DE TENSIONS

L'Amérique latine a connu peu de guerres interétatiques depuis son indépendance mais les tensions diplomatiques sont nombreuses. La plupart de ces conflits limitrophes datent du XIXe siècle et sont dus à des démarcations frontalières contestées. Ils ne débouchent toutefois que rarement sur des affrontements armés, sauf en 1995 avec la guerre entre l'Équateur et le Pérou. La question de la souveraineté sur le golfe du Venezuela, qui oppose la Colombie au Venezuela, et les revendications de la Guyana et du Surinam sur l'embouchure du Courantyne sont devenues urgentes depuis la découverte de pétrole. En Amérique centrale, la question des eaux territoriales à l'embouchure du río San Juán et dans le golfe de Fonseca se repose avec force depuis l'accord entre le Nicaragua et la Colombie de 1999, ne prenant pas en compte les intérêts du Panamá, du Costa Rica et du Honduras. En 2010, le Nicaragua et le Costa Rica sont au bord du conflit, suite à la militarisation par le Nicaragua d'une zone contestée. Certains conflits ont été résolus pacifiquement : le Guatemala a reconnu la souveraineté du Belize en 1991. L'appartenance de la Patagonie au Chili est désormais acceptée. Les différends frontaliers entre le Costa Rica et le Panamá et entre le Guatemala et le Honduras ont été résolus, respectivement en 1941 et 1933. Le différend entre le Pérou et le Chili a fait l'objet d'un arbitrage par la Cour internationale de justice en 2014.

DES INFRASTRUCTURES DÉFICIENTES

Durant les années 1990, l'option néolibérale en faveur de l'affaiblissement des États a eu pour conséquence un désinvestissement public dans les infrastructures. L'Amérique latine n'y consacre que 2 % de son PIB, alors que la Banque mondiale estime entre 3 % et 6 % le montant de l'investissement nécessaire. La relance des échanges, surtout pendant la période de croissance des années 2003-2008, se heurte à une offre d'infrastructures insuffisantes. Près de 75 % du commerce en Amérique latine utilise les routes. L'indicateur de qualité des infrastructures du Forum économique mondial place l'Amérique latine tout juste au-dessus de l'Afrique, parmi les régions du monde obtenant les plus mauvais scores.

Deux grandes initiatives ont été lancées pour pallier le déficit : l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA) et le Projet Méso-Amérique en Amérique centrale. ●

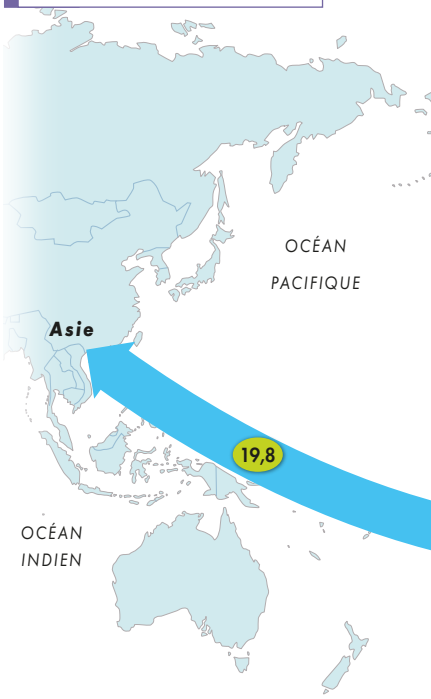
Commerces licites et illicites

L'Amérique latine jouit d'une grande notoriété pour ses produits de grande consommation comme la viande (Argentine) ou le café (Brésil). L'Équateur est même un des plus grands producteurs de crevettes au monde, et la Colombie de fleurs. Cependant, son image est ternie par l'importance du commerce illicite. Déjà très développés au temps de la colonie pour contourner les règlements tatillons, les trafics ont pris de l'ampleur. Dans certains pays, ils en viennent à représenter une part importante des échanges extérieurs. Dans les pays andins et au Mexique, le trafic de drogues est source de violence.

LES EXPORTATIONS : DIVERSIFICATION ET MARGINALISATION

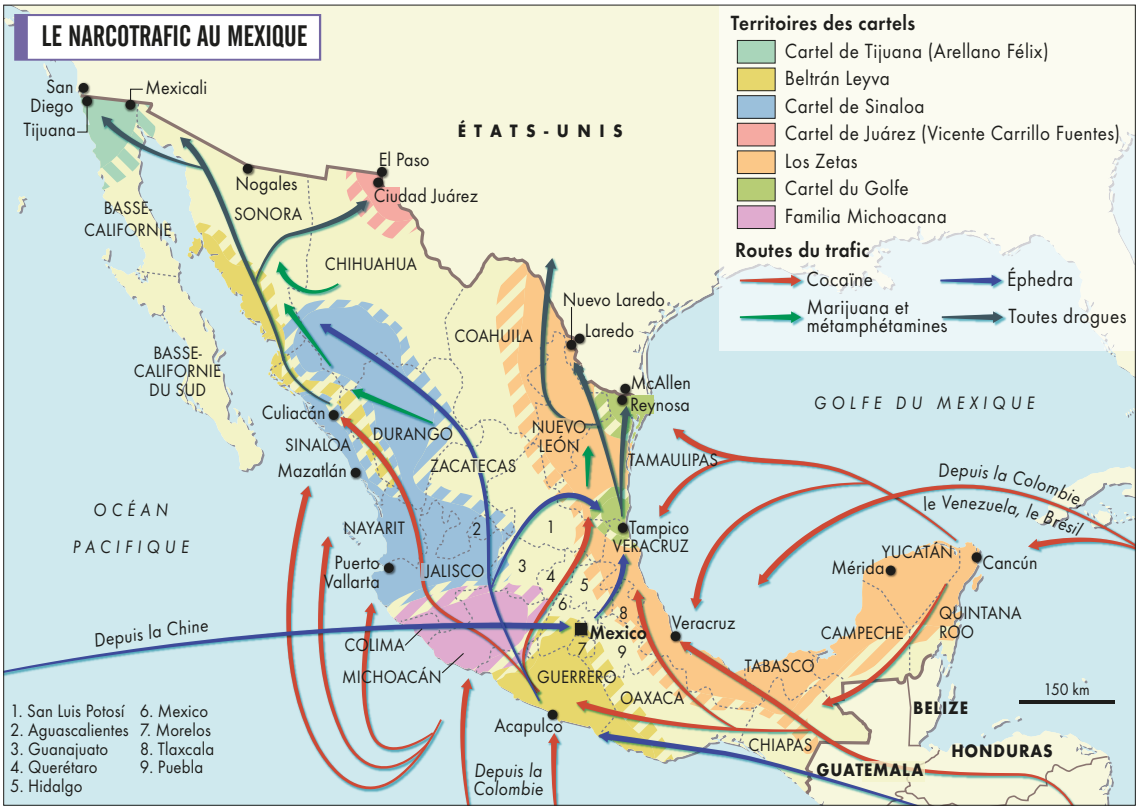
L'Amérique latine a une production qui paraît diversifiée mais qui demeure limitée. La diversification des exportations ne doit pas masquer que les fleurons de l'économie latino-américaine continuent d'être les produits agricoles et miniers et les combustibles (gaz ou pétrole). Ces deux derniers produits permettent à l'Amérique latine d'occuper une place plus

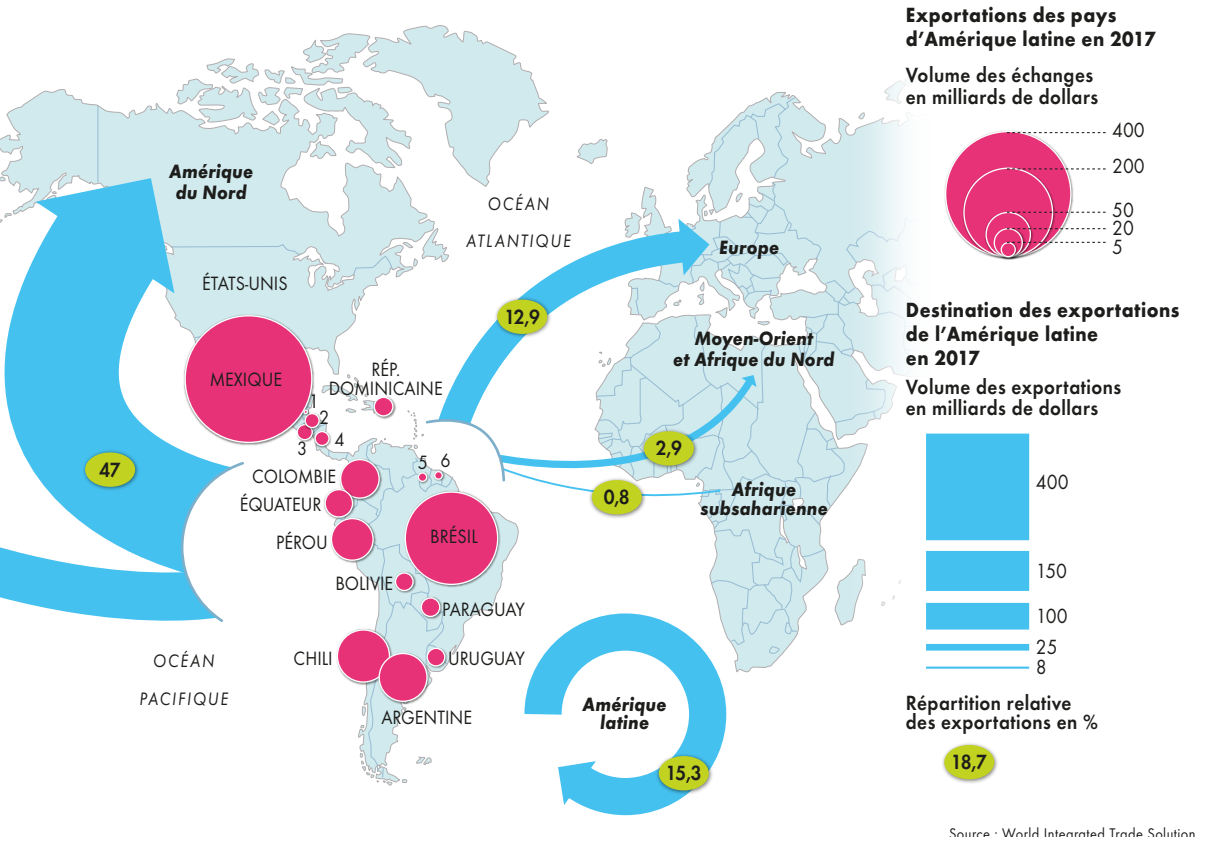
LE COMMERCE INTERNATIONAL : LES EXPORTATIONS



1. Belize
2. Honduras
3. Salvador
4. Nicaragua
5. Guyana
6. Suriname

LE NARCOTRAFIC AU MEXIQUE





Source : World Integrated Trade Solution

importante sur la scène internationale. Cependant, elle accuse un sérieux retard dans l'industrie de pointe. Après avoir subi une certaine marginalisation dans les volumes d'échanges globaux, l'Amérique latine tire profit à partir de 2003 d'une forte hausse de la demande mondiale pour ses produits d'exportation, notamment les aliments et les minerais. La Chine est un nouveau marché en forte hausse jusqu'au ralentissement de sa croissance en 2013-2015. La part des exportations de produits primaires dans le total des exportations, qui était descendue de 89,2 % en 1980 à 42,1 % en 2000, repart à la hausse, avec 54,1 % en 2010. On évoque en Amérique latine le spectre d'une « reprimarisation » des économies, qui accentuerait leur dépendance. Les écarts sont par ailleurs importants entre des pays où ce ratio est proche ou supérieur à 90 % (Bolivie, Venezuela, Chili) et d'autres où il est inférieur à 40 % (Mexique, Costa Rica).

•••

LA DROGUE EN COLOMBIE ET AU MEXIQUE

La Colombie est le plus grand producteur et raffineur de coca au monde, ainsi que le principal exportateur de cocaïne. La production illicite est ancrée dans l'histoire de ce pays. Le grand « boom de la coca » se produit à la fin des années 1970, alors que les économies latino-américaines entrent en crise, à la faveur de chocs pétroliers et de la chute des cours des matières premières. C'est alors que se mettent en place des cartels de producteurs dans des villes comme Medellín et Cali. Les narcotrafiquants colombiens se tournent vers l'exportation, notamment vers les marchés européen et nord-américain, qu'ils alimentent à 90 %. Ils développent des réseaux dans les pays se situant sur la « route de la drogue » et là où ils peuvent blanchir leurs revenus.

En réaction, les États-Unis imposent aux pays producteurs des politiques antidrogues, éliminant ainsi l'offre de drogue dans leur pays, sans se préoccuper de traiter la demande. En Colombie, les cartels ont été affaiblis par la disparition des grands barons de la drogue, les frères Orejuela et Pablo Escobar. Dans les années 2002-2006, les présidents Bush et Uribe coopèrent pour mettre en œuvre une politique sécuritaire visant à la fois à détruire les cultures et à combattre les forces irrégulières (paramilitaires, guérillas). Cependant, ces plans d'éradication militarisés, tout comme les stratégies de substitution de culture des organisations internationales, ont une efficacité limitée. Les trafiquants contrôlent toujours de larges portions du territoire et font vivre de nombreuses familles pauvres.

Dans les années 2000, le centre névralgique du narcotrafic latino-américain se déplace au Mexique. De puissants cartels s'y disputent le marché. En 2006, le président Calderón leur déclare la guerre. Plus de 50 000 personnes périssent sans pour autant que les grandes familles contrôlant l'industrie soient sérieusement affaiblies. ●

Verbatim

« L'industrie de la drogue confirme qu'elle est un des piliers économiques de l'Amérique latine. »

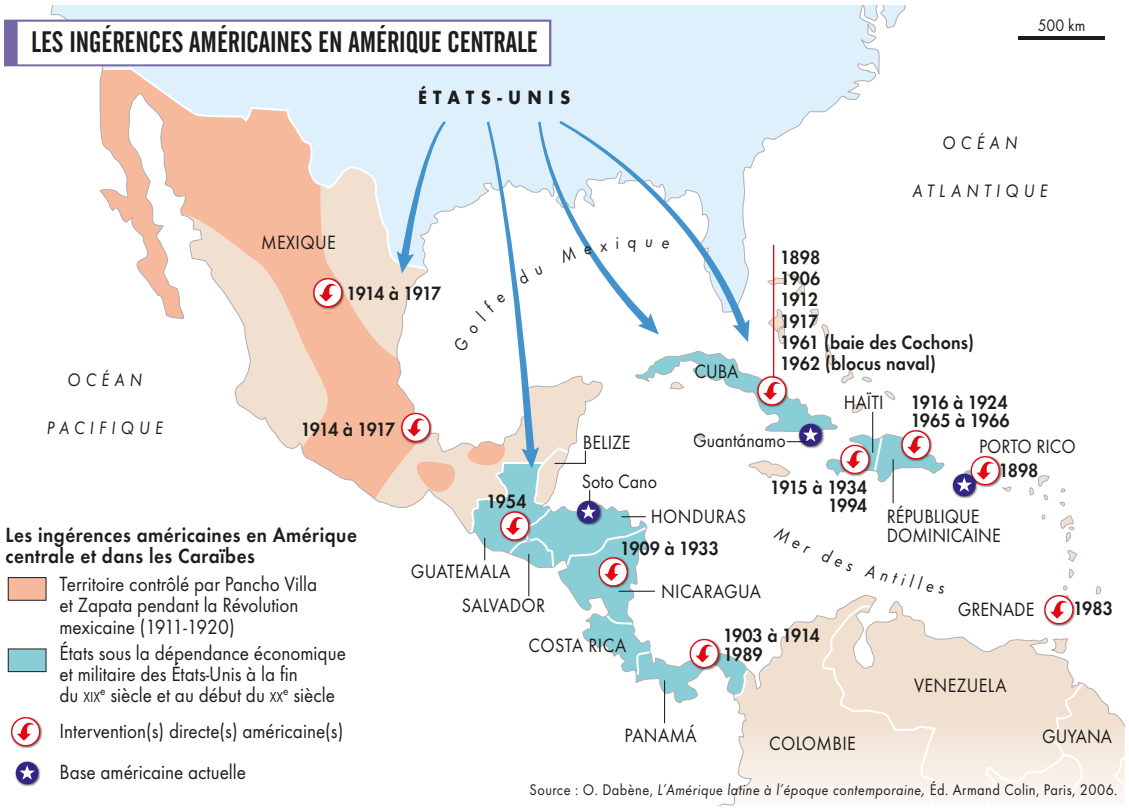
Observatoire géopolitique des drogues.

Le difficile voisinage avec les États-Unis

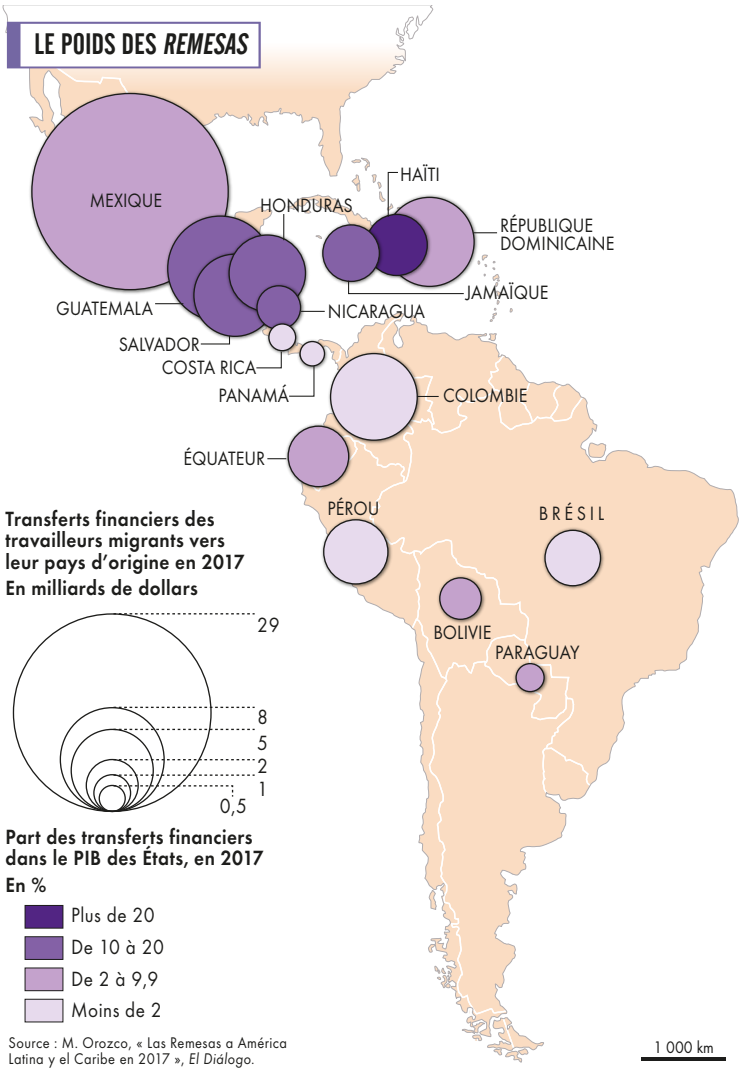
Depuis le XIXe siècle, les États-Unis et l'Amérique latine ont entretenu des relations particulières. Les États-Unis ont souvent cherché à contrôler la région, au besoin par la force. Aujourd'hui, la misère et les inégalités sociales poussent de nombreux Latino-Américains à émigrer vers un géant nord-américain de moins en moins accueillant. La frontière États-Unis-Mexique est devenue une zone militarisée, alors même que les deux pays ont signé un accord de libre-échange (Alena). Les transferts monétaires vers les pays d'origine des migrants sont une source importante de revenu.

« MEXIQUE, SI LOIN DE DIEU ET SI PRÈS DES ÉTATS-UNIS » (PORFIRIO DÍAZ)

En 1847, le Mexique se voit dépossédé de plus de la moitié de son territoire par les États-Unis. Le traité de Guadalupe Hidalgo de 1848 lui enlève notamment l'État de la Californie où de l'or est découvert quelques semaines plus tard. Au XXe siècle, les États-Unis, à cours de main-d'œuvre pour leur industrie, accueillent deux vagues de migration mexicaine durant les deux conflits mondiaux. En 1943, les deux pays signent un traité migratoire, le *Programma Bracero*, qui permet aux Mexicains de travailler légalement aux États-Unis. Le développement technologique et la récession économique amènent les États-Uniens à dénoncer unilatéralement le traité, en 1964. La législation nord-américaine se durcit alors en matière migratoire. Les aides sociales sont supprimées pour les immigrés illégaux, une loi de responsabilité de l'immigrant est votée en 1996 et, dans les années 1990, la frontière est militarisée. Après les attentats du 11 sep-



Source : O. Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Éd. Armand Colin, Paris, 2006.



Source : M. Orozco, « Las Remesas a América Latina y el Caribe en 2017 », *El Diálogo*.

tembre 2001, le président Bush crée un Centre de sécurité territoriale national, dont la mission consiste à lutter contre le terrorisme et l'immigration illégale. L'ensemble de ces mesures ne parvient guère à freiner les flux de migration.

•••

ALENA, DU BILAN SOCIAL AU MUR DE LA HONTE

L'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, entré en vigueur le 1er janvier 1994, comprenait deux accords complémentaires, l'un sur l'environnement, l'autre sur le droit social, ajoutés pour satisfaire les demandes des syndicats nord-américains, inquiets de possibles délocalisations industrielles.

Pour le Mexique, l'obligation d'élever ses standards en matière de protection de l'environnement et de droit du travail semblait prometteuse. Une décennie plus tard, le bilan est décevant. Le Mexique n'est pas en mesure de s'opposer à l'installation d'industries polluantes sur son territoire et les conditions de travail dans les usines de montage (*maquiladoras*) ne se sont pas améliorées. Dans les campagnes, de nombreux paysans ont été ruinés par les exportations nord-américaines et trouvent difficilement à se réinsérer. Même aux États-Unis, le bilan social est médiocre, des emplois industriels ayant été remplacés par des emplois dans le secteur des services, moins bien rémunérés et n'assurant pas le même niveau de protection sociale. Ce bilan n'incite guère les États-Unis à ouvrir davantage leurs frontières et à approfondir l'intégration.

Les États-Unis ont toujours cherché à sécuriser la frontière sud-ouest du pays. Le 16 décembre 2005, la Chambre des représentants vote une nouvelle loi sur l'immigration, puis l'administration Bush couvre le tiers de la frontière avec le Mexique, entre la Californie et l'Arizona. L'objectif est de contrôler le flux de migrants croissant. Plus de 400 000 immigrés mexicains s'installent clandestinement aux États-Unis chaque année. Beaucoup viennent d'Amérique centrale ou même de pays andins. Le mur n'est que le volet le plus spectaculaire d'une série de mesures destinées à contrôler les flux migratoires depuis le 11 septembre 2001. Ces mesures peuvent gêner certains secteurs économiques nord-américains qui dépendent de cette main-d'œuvre. Elles peuvent aussi affecter les transferts d'argent des émigrés à leurs familles (*remesas*). Elles ont surtout pour effet de dégrader les relations entre les États-Unis et les pays d'émigration. Toutefois, la crise économique aux États-Unis à partir de 2008 démotive les candidats au départ. Lorsque la reprise s'annonce, les migrants reviennent et l'administration Obama déporte de nombreux clandestins. En 2018, Donald Trump cherche par tous les moyens à construire un mur le long de la frontière avec le Mexique.

•••

L'IMPORTANCE DES TRANSFERTS DE FONDS

Les *remesas** ont acquis une importance considérable, non seulement pour assurer la survie de nombreuses familles, mais aussi pour les économies des États. Ainsi, en 2014, les émigrés haïtiens et honduriens aux États-Unis envoient à leurs familles des sommes correspondant à plus de 20 % du produit intérieur brut du pays. Les transferts ont subi une forte baisse dans les années 2008-2009, en raison de la crise économique aux États-Unis et en Europe, avant de repartir à la hausse. En 2014, les remesas ont dépassé leur record historique de 2007, avec plus de 65 milliards de dollars. Parmi les autres pays recevant des montants importants de remesas figurent le Mexique, qui a lui seul reçoit un tiers du montant total. ●

Verbatim

« Le premier monde et le tiers-monde sont pénétrés mutuellement. Les deux Amériques sont enchevêtrées. »

Guillermo Gómez Peña, 1995.

La Chine à la conquête de l'Amérique latine

La très rapide croissance économique de la Chine est une aubaine pour l'Amérique latine. Richement doté en matières premières, le continent voit ses exportations vers la Chine s'envoler. Des experts s'inquiètent d'une possible « reprimarisation » ou « désindustrialisation » des économies. Ils critiquent aussi l'apparition d'une nouvelle forme de dépendance. Quand la croissance chinoise ralentit en 2014-2015, l'Amérique latine entre en crise. De son côté, la Chine écoule des produits industriels et mène une diplomatie active dans la région. La collaboration étroite avec le Brésil, dans le cadre du groupe des pays émergents, redessine la carte d'un monde plus multipolaire. En Amérique latine, les pays de la façade pacifique, du Mexique au Chili, joue la carte de l'Asie.

LA CROISSANCE *MADE IN CHINA* DE L'AMÉRIQUE LATINE

Les relations commerciales entre la Chine et l'Amérique latine ont augmenté de façon spectaculaire depuis le début des années 2000, passant de 15 milliards de dollars en 2000, à plus de 274 milliards en 2013, avant de baisser en 2014. Même en 2009, lorsque les exportations latino-américaines vers les États-Unis baissaient de 26 % et celles vers l'Europe de 29 %, elles augmentaient de 11 % vers la Chine. La composition de ces échanges est très asymétrique. L'Amérique latine exporte à 90 % des produits primaires, tandis qu'elle importe à 89 % des produits industriels. Chaque pays d'Amérique latine concentre ses exportations sur très peu de produits : le soja représente par exemple 53 % des exportations argentines vers la Chine. Pour le Brésil, le fer arrive en première position (45 %), le Chili exporte du cuivre (55 %), la Colombie du pétrole (54 %), Cuba du Nickel (71 %), et l'Equateur du pétrole (94 %), etc. La Chine a signé des accords de libre échange avec le Chili, le Costa Rica et le Pérou. L'Argentine et surtout le Brésil sont aussi des partenaires commerciaux importants pour la Chine. Depuis 2008, la Chine est devenue le premier partenaire du Brésil, prenant la place des États-Unis.

La Chine est aussi une source de financement important pour la région, avec des investissements et des prêts à la hausse. La Chine est par exemple le premier créancier de l'Equateur. Depuis 2007, des sommets des communautés d'affaire chinoise et latino-américaine se réunissent tous les ans, avec un nombre croissant de participants, témoignant de la vitalité des relations économiques entre les deux régions. En 2015, le premier forum CELAC-Chine met en place un plan de coopération pour les années 2015-2019 afin de développer les échanges. Les exportations latino-américaines vers la Chine ont tiré la croissance économique durant les années 2000. Elles ne constituent toutefois pas une option soutenable de développement, et le boom prend fin en 2014.

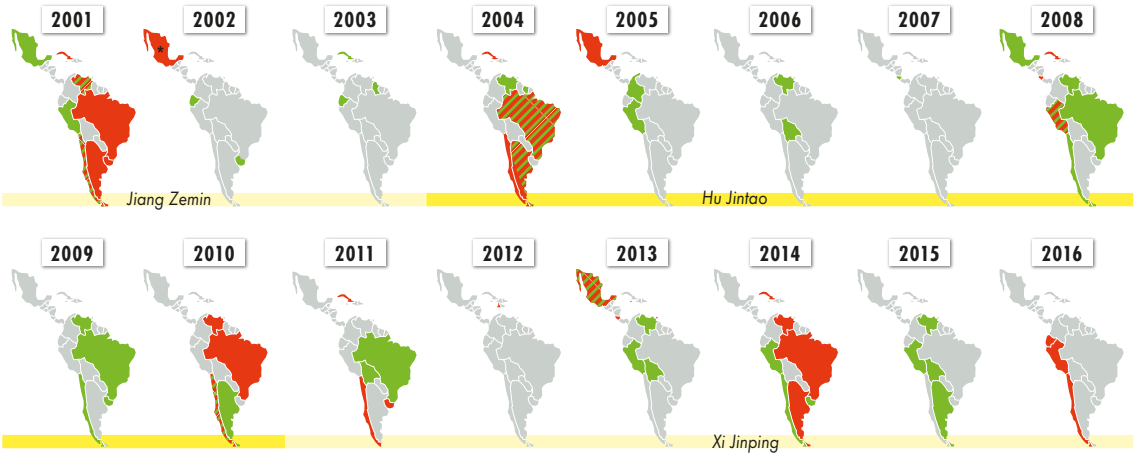
•••

Verbatim

« Les Brésiliens aiment aller à la plage, […] mais si vous envoyez un Chinois à la plage, il ira pour vendre quelque chose. »

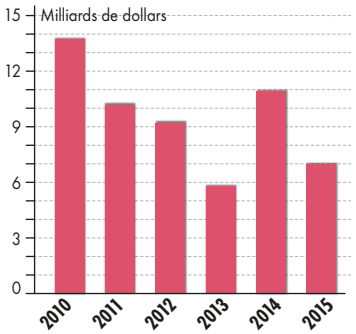
Un restaurateur chinois de Rio.

LES VISITES OFFICIELLES



Source : site Internet officiel du gouvernement chinois.

INVESTISSEMENTS CHINOIS EN AMÉRIQUE LATINE



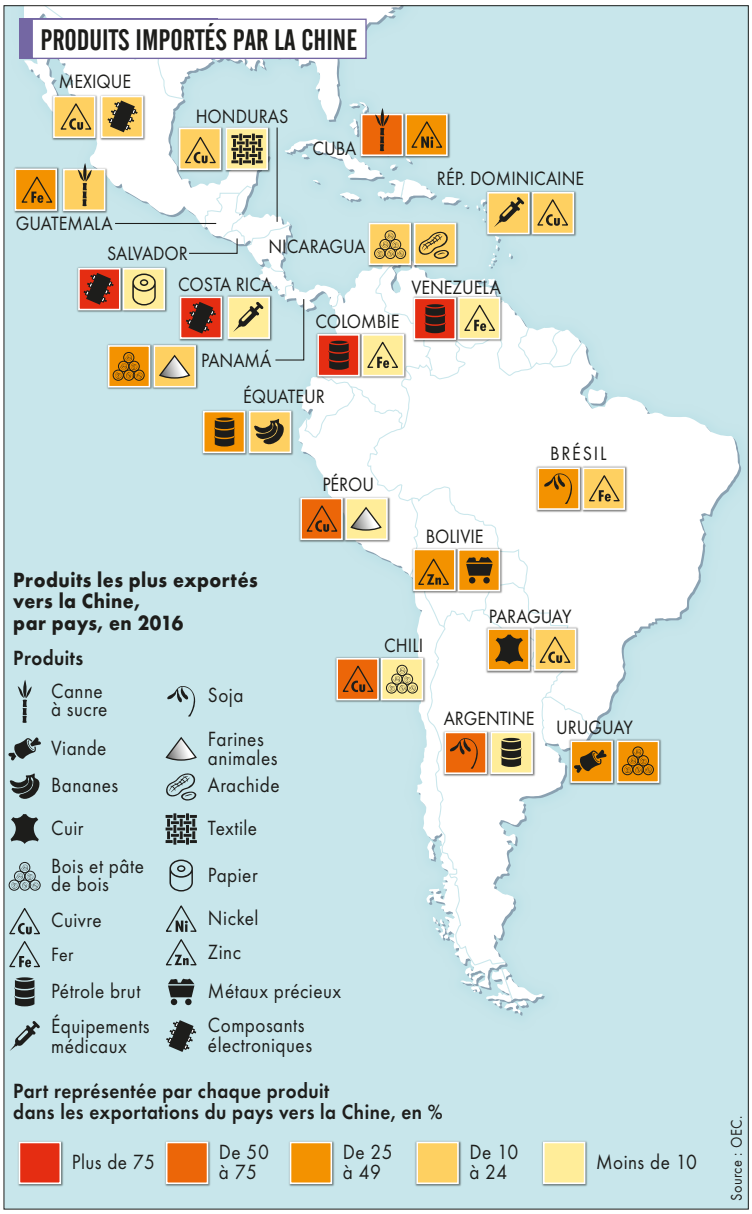
Source : CEPAL, *Relaciones económicas entre América Latina y el Caribe y China, oportunidades y desafíos*, 2016.

L'OFFENSIVE DE CHARME DIPLOMATIQUE

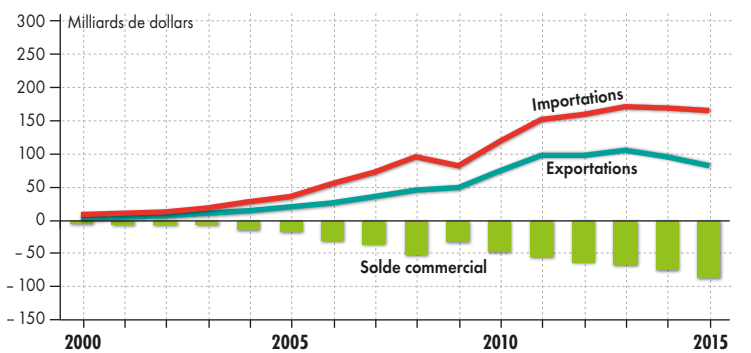
Le temps est bien loin où la Chine communiste n'entretenait en Amérique latine que des relations avec la Cuba révolutionnaire. Le Chili d'Allende est le premier pays d'Amérique du Sud à établir des relations diplomatiques avec la Chine, en 1970. Aujourd'hui, la Chine possède des relations diplomatiques avec 21 pays d'Amérique latine. Taïwan de son côté en possède 12, essentiellement en Amérique centrale et dans les Caraïbes (à l'exception du Paraguay), et fournit à ces pays une importante assistance économique, afin de continuer à exister sur la scène internationale.

Depuis 2001, les contacts politiques au plus haut niveau se sont multipliés. La tournée latino-américaine du président Jiang Zemin en 2001 marque le début d'un cycle d'intenses rapprochements. En se rendant au Chili, en Argentine, en Uruguay, au Brésil, au Venezuela et à Cuba, il adresse un signe fort au continent. Depuis, entre 2001 et 2015, Jiang Zemin et ses successeurs Hu Jintao et Xi Jinping se sont rendus à huit reprises en Amérique latine, tandis que les présidents de nombreux pays d'Amérique latine différents faisaient le voyage vers la Chine. Lula a fait trois déplacements officiels en Chine et Chavez six. Il est vrai que le Brésil et la Chine, en collaboration avec l'Inde et la Russie, forment un groupe de pays aux intérêts convergents, qui s'attachent à construire un monde multipolaire. L'Amérique latine a pourtant bien conscience que la Chine subordonne ses relations diplomatiques à ses intérêts économiques, et s'inquiète d'une excessive dépendance envers la demande chinoise de matières premières.

PRODUITS IMPORTÉS PAR LA CHINE



ÉVOLUTION DU COMMERCE DE L'AMÉRIQUE LATINE AVEC LA CHINE



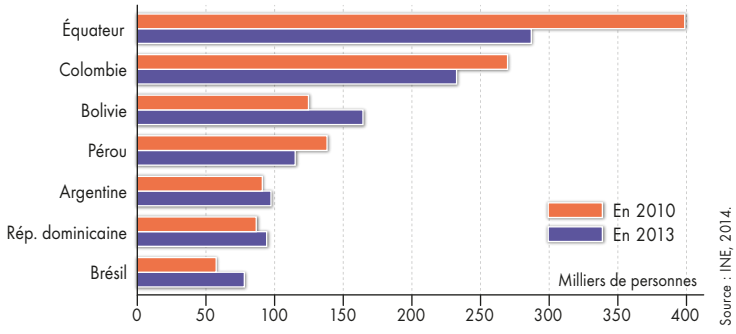
Source : CEPAL, *Relaciones económicas entre América Latina y el Caribe y China, oportunidades y desafíos*, 2016.

L'Europe : au-delà de la familiarité

Pour diversifier ses partenaires et s'émanciper de l'influence des États-Unis, l'Amérique latine se tourne vers l'Europe. Bénéficiant de la proximité culturelle, en particulier avec l'Espagne, les échanges se multiplient, notamment sur le plan académique et culturel. L'interdépendance entre les deux blocs est renforcée par la permanence de flux migratoires. Mais cette proximité culturelle ne se traduit pas nécessairement par une intensification des relations commerciales. Les accords de libre-échangedemeurent limités ; la dimension politique des accords prévaut.

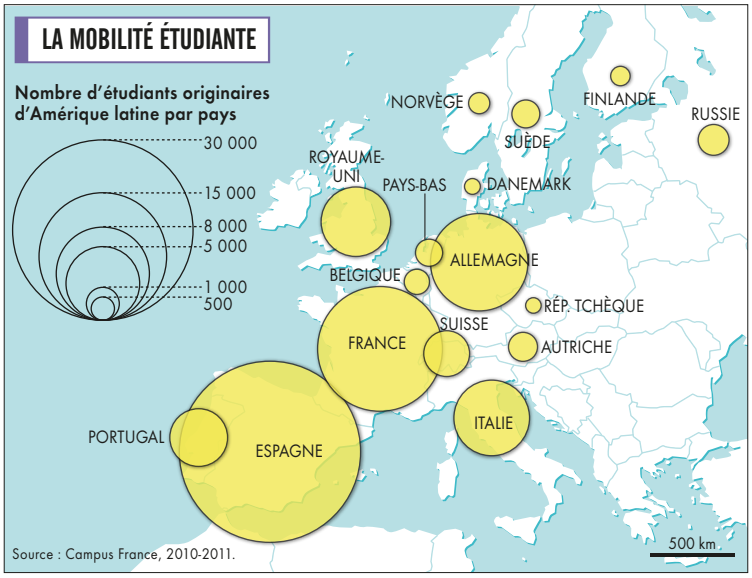
LES LATINO-AMÉRICAINS EN ESPAGNE

Nombre d'étrangers détenant un titre de séjour, selon l'origine



Source : INE, 2014.

LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE



Source : Campus France, 2010-2011.

LES ACCORDS AVEC L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne a signé des accords d'association économique avec le Mexique (1997), le Chili (2002), la Communauté de la Caraïbe (CARIFORUM, 2008) et l'Amérique centrale (SICA, 2012). Elle est le second partenaire commercial de l'Amérique latine. Sa part des exportations latino-américaines a stagné entre 2000 et 2013, passant de 12 % à 11 %. Cette part atteint 20 % au Brésil en 2013 et 28 % à Cuba. Les importations européennes en Amérique latine représentent 13,6 % du total, chiffre constant dans les années 2000. Ce commerce est à peu près équilibré du point de vue de sa composition, puisque l'Europe exporte vers l'Amérique latine et lui achète près de 60 % de produits manufacturés.

Les investissements en provenance de l'Union européenne ont été très dynamiques depuis le milieu des années 1990.

L'Union européenne éprouve des difficultés à conclure des accords commerciaux avec les blocs latino-américains. La négociation d'un accord avec le Mercosur, suspendue en 2002, est timidement relancée en 2010 mais elle se heurte au protectionnisme européen en matière agricole. Celle avec la Communauté andine est rendue difficile en raison des divisions entre les pays membres de cet accord d'intégration. Quant à la négociation de l'UE avec l'Amérique centrale, elle bute sur des thématiques comme les marchés publics ou les droits de propriété intellectuelle.

Les accords politiques sont plus actifs. Le dialogue de San José avec l'Amérique centrale a été inauguré en 1984, et le processus de Rio avec l'ensemble du continent en 1999. Ce dernier vise à établir un

Verbatim

« L'Amérique latine est relativement marginale dans les priorités économiques, commerciales et même géopolitiques de l'Europe. »

Mariano Valderrama León, 2004.

« partenariat stratégique bi-régional ». Des programmes d'échanges d'étudiants, de développement de la coopération scientifique et de renforcement des liens culturels et historiques ont déjà été mis en place, approfondis par les sommets Union européenne-Amérique latine qui, depuis 2002, ont lieu tous les deux ans. La thématique de la cohésion sociale et du changement climatique sont prioritaires dans ce dialogue. Les accords que signe l'Union européenne lui permettent par ailleurs d'accompagner les changements politiques en Amérique latine, et notamment d'y défendre la démocratie, grâce à des « clauses démocratiques » qui stipulent que l'accord est rompu en cas de coup d'Etat dans un pays signataire. Ils permettent aussi à l'Europe d'essayer d'exporter son modèle d'intégration régionale, domaine dans lequel elle a eu un certain succès.

•••

LA DIMENSION POLITIQUE DU DIALOGUE DE SAN JOSÉ

Le dialogue de San José est l'accord le plus ancien que l'Europe entretient avec l'Amérique latine. Inauguré en 1984, il instaure une coopération avec l'Amérique centrale visant à promouvoir la pacification, la stabilité politique, la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'intégration régionale. On peut considérer que San José a connu un grand succès. L'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal en 1986 a accéléré cette dynamique. L'Espagne veut jouer un rôle de pont entre les deux continents, comme en témoigne la multiplication de conférences ibéro-américaines. La signature de l'accord de dialogue politique et de coopération en décembre 2003 à Rome élargit le champ d'action du dialogue de San José aux réformes institutionnelles et de sécurité, et à la lutte contre la criminalité. Le dialogue de San José est un exemple de coopération politique durable et efficace entre l'Union européenne et une région en développement.

•••

LES ÉCHANGES UNIVERSITAIRES

L'Europe propose plusieurs programmes à l'Amérique latine pour l'enseignement supérieur et la recherche. Dans le cadre du processus de Rio, la déclaration de Paris (2000) exprime la volonté d'accroître les échanges et les rencontres, de développer la coopération dans la recherche scientifique, de faciliter la mobilité des étudiants par un programme de bourses et d'harmoniser les diplômes. En 2002 est lancé le programme Alban, qui permet à 3 900 étudiants de venir en Europe, avec un budget de 88 millions d'euros jusqu'en 2010. Le programme Alfa et le Conseil universitaire ibéro-américain organisent la coopération entre 1 100 universités. Erasmus-Mundus est un programme d'échange entre l'Union européenne et le reste du monde. La Commission européenne a créé le programme birégional Alis pour stimuler l'échange des résultats de la recherche. Les chiffres indiquent une participation croissante dans ces programmes ; cependant, 80 % des étudiants latino-américains qui partent étudier à l'étranger vont aux États-Unis. ●

Le Brésil : puissance régionale, acteur global

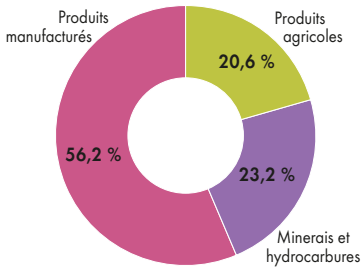
Cinquième plus grand pays du monde par sa population et sa dimension, avec un produit intérieur brut (PIB) représentant environ les deux tiers de celui de l'Amérique du Sud et le septième du monde, le Brésil est considéré comme une des économies émergentes les plus dynamiques. Le début du XXIe siècle voit le Brésil se consolider en tant qu'acteur mondial, en partie grâce à son rôle au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à sa participation constante aux missions de maintien de la paix de l'ONU. Leader de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), le Brésil demeure toutefois un colosse aux pieds d'argile, comme en témoigne la profonde crise économique et politique qui le frappe depuis 2015.

PUISSANCE RÉGIONALE, *GLOBAL TRADER*

Le Brésil peut être défini comme un *global trader* en raison de la diversification de son commerce extérieur. Le pays s'est rapidement ouvert depuis les années 1990, la part du commerce international dans le PIB passant de 8 % à 20 % entre 1990 et 2015. Le principal produit d'exportation du pays, le minerai de fer, compte pour moins de 8 % du total des exportations. Le Brésil exporte par ailleurs à parts égales vers l'Amérique latine, les États-Unis et l'Europe, et se tourne de plus en plus vers l'Asie. Chaque région du monde semble se spécialiser dans l'achat de certains produits brésiliens. Ainsi, l'Union européenne a augmenté ses achats de produits de base. Les Etats-Unis importent principalement des chaussures, l'Asie et l'Europe orientale surtout de l'huile de soja, du sucre, de même que des oranges, du fer et de l'acier. Dans le MERCOSUR, les ventes de voitures sont dominantes. Le Brésil exporte à présent essentiellement des produits manufacturés et ne dépend plus de ses matières premières. Mais le Brésil a triplé ses échanges avec la Chine entre 2006 et 2010, principalement en exportant ses matières premières et en achetant des produits manufacturés. La chute de la demande chinoise en 2014-2015 fait plonger le pays dans la récession.

DES EXPORTATIONS DIVERSIFIÉES

Exportations brésiliennes en 2014

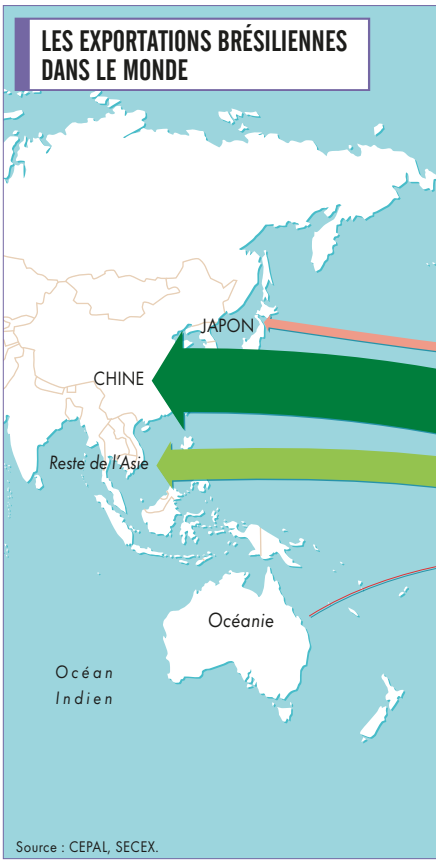


Source : CEPAL, SECEX.

LE BRÉSIL ET L'ONU

Membre fondateur de l'ONU, le Brésil a toujours revendiqué un siège permanent au Conseil de sécurité. Pour appuyer sa demande, il assume des responsabilités. L'armée brésilienne intègre les forces internationales pour la paix dès les années 1950-1960. Les missions, peu nombreuses jusqu'en 1989, se multiplient : Mozambique (1994), Angola (1995) puis, à partir de 1999, Timor-Oriental. L'armée brésilienne envoie des observateurs en Afrique, en Amérique centrale, en Europe et en Asie. La participation brésilienne aux missions de maintien de la paix confère un certain prestige à la politique extérieure du pays. Le 19 août 2003, le diplomate Vieira de Mello, représentant de l'ONU en Irak, meurt victime d'un attentat contre le siège de l'ONU à Bagdad. Depuis le 1er juin 2004, le Brésil assure le commandement militaire de la mission de paix en Haïti (Munistah) et a contribué à l'organisation des élections présidentielles du 7 février 2006.

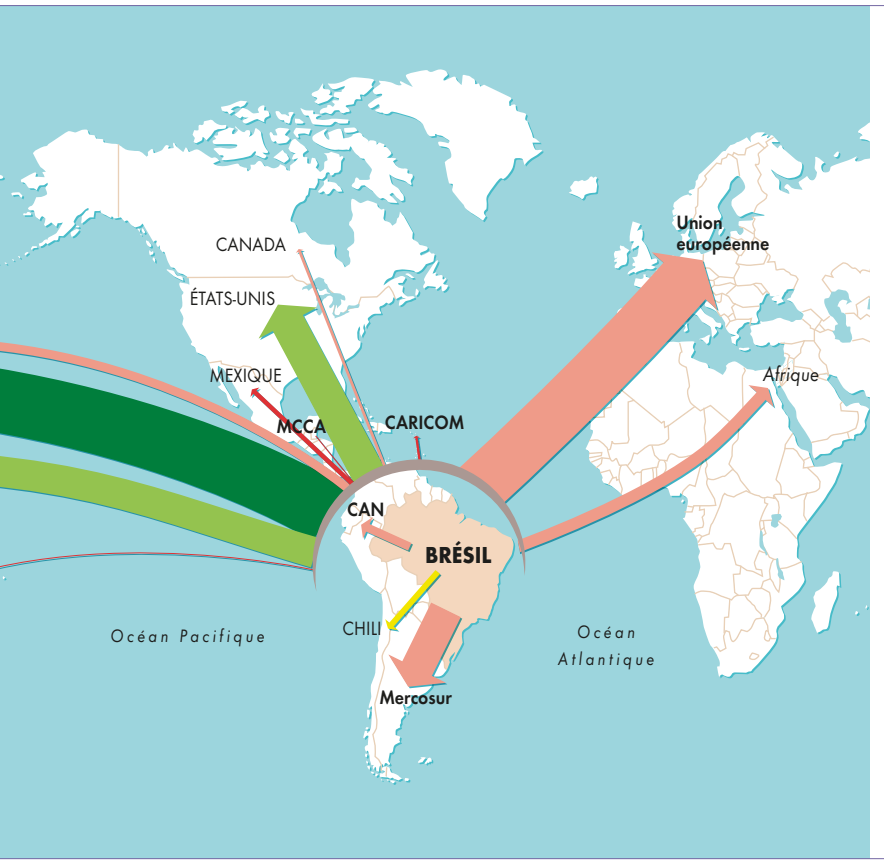
LES EXPORTATIONS BRÉSILIENNES DANS LE MONDE



Source : CEPAL, SECEX.

HISTOIRE DIPLOMATIQUE

Au lendemain de son indépendance (1822), le Brésil dispose pratiquement de ses frontières actuelles, définies par des traités coloniaux du XVIIe siècle. Les derniers litiges frontaliers sont réglés par le baron de Rio Branco dans les années 1893-1900. Au XXe siècle, l'immensité du territoire et l'ampleur des problèmes sociaux conduisent les gouvernements à mettre la diplomatie au service du développement. L'expérience du pays sur la scène mondiale est globalement décevante. Ainsi le Brésil devient membre du conseil de la Société des Nations jusqu'en 1926, puis participe en 1945 à la conférence de San Francisco fondatrice de l'ONU, sanctionnant son soutien aux États-Unis. Dans les années 1960, le régime militaire se rapproche des États-Unis et contribue à la politique répressive de la guerre froide. Avec le retour à la démocratie, le Brésil favorise l'intégration régionale (Mercosur) et diversifie sa diplomatie. Le président Lula



Volume des exportations du Brésil en 2014
En milliards de dollars

24
14
10
4
1

Évolution de la part relative du pays dans le total des exportations brésiliennes entre 2010 et 2014
En %

Plus de 20
De 0 à 20
Stabilité
De 0 à – 20
Moins de – 20

CARICOM Antigua-et-Barbuda, Bahamas, La Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, St-Kitts-et-Nevis, St-Vincent-et-les-Grenadines, Surinam et Trinidad-et-Tobago
CAN Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou
MCCA Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panamá, Salvador
Mercosur Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela

(2002-2010) propose sa médiation dans la crise déclenchée par le développement d'une technologie nucléaire en Iran, ce qui lui vaut des critiques aux États-Unis. Sa successeur, Dilma Rousseff, se montre plus circonspecte vis-à-vis d'un pays peu respectueux des droits de l'homme.

•••

LE BRÉSIL DANS L'OMC

Au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Brésil cherche à contraindre les pays riches, notamment les États-Unis et l'Union européenne, à démanteler leur dispositif protectionniste dans le domaine agricole. En vue de la réunion de l'OMC à Cancún en 2003, le Brésil, avec l'Inde, prend la tête du Groupe des 20 (G20), qui réunit des pays en développement partageant ces préoccupations. Leur activisme se manifeste par le blocage des négociations au sein de l'OMC, notamment lors de la conférence de Hongkong en décembre 2005.

La flamboyante diplomatie de Lula visait à consolider un axe Sud-Sud dans le cadre de la mondialisation. Le Brésil défend aussi ses intérêts propres, en gagnant de nombreux litiges, contre les cotonniers nord-américains en 2005, par exemple. Ces positions sont toutefois controversées au Brésil, certains secteurs liés aux mouvements sociaux estimant que le gouvernement de Lula, du Parti des travailleurs (PT), défend les intérêts de l'agrobusiness plutôt que ceux des petits agriculteurs. Dilma Rousseff est beaucoup moins intéressée par les affaires internationales. Jair Bolsonaro, élu en 2018, est quant à lui favorable à un alignement total vis-à-vis des États-Unis de Trump. ●

Verbatim

« Le Brésil est sans aucun doute destiné à être un facteur des plus importants dans le développement ultérieur de notre monde. »

Stefan Zweig, 1941.

LE BRÉSIL À L'ONU ET À L'OEA

Sources : www.ccopab.eb.mil.br ; ONU.

Cuba, après un long isolement

Le rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba a momentanément balayé le dernier vestige de la guerre froide dans le continent américain. Les États-Unis avait placé Cuba sous embargo économique dès le début de la révolution, afin de contenir une supposée avancée du communisme dans la région. Depuis une trentaine d'années, Cuba avait progressivement normalisé ses relations avec les pays d'Amérique latine, mais les États-Unis continuaient à vouloir imposer un changement de régime dans l'île. Le président Obama a finalement pris acte de l'échec de cette stratégie, mais son successeur D. Trump est partiellement revenu sur les progrès accomplis.

LA FIN CONTRARIÉE DE LA GUERRE FROIDE

Dès son entrée en fonction en 2009, Barack Obama avait assoupli la position des États-Unis à l'égard de Cuba. En témoignait une résolution de l'Organisation des États américains (OEA) déclarant « nulle et non avenue » la suspension de Cuba de cet organisme en 1962. Il fallut toutefois attendre le début du deuxième mandat d'Obama pour assister à la fin d'une époque. Le 17 décembre 2014, les présidents américain et cubain annonçaient simultanément leur volonté d'un rapprochement diplomatique, accompagné de la libération de prisonniers. Dans son discours, Obama, faisait part de sa décision immédiate de lever certaines restrictions aux voyages dans l'île, d'autoriser une hausse du plafond des transferts monétaires (de 500 à 2000 USD par trimestre) et de retirer Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme.

S'en suivirent plusieurs mois de négociations qui ont abouti le 1er juillet 2015 au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. La levée du drapeau cubain à Washington puis celle du drapeau américain à La Havane venaient clore le conflit le plus ancien du continent américain.

Tous les sujets de discorde n'ont pas disparu pour autant. Cuba réclame la dévolution de Guantanamo, cette enclave louée par les États-Unis depuis 1903 et qui accueille une base militaire servant de prison pour les suspects de terrorisme depuis 2002. Les États-Unis, de leur côté, continuent d'exercer une pression sur le régime castriste pour le convaincre d'évoluer vers la démocratie libérale et le capitalisme. L'embargo, par ailleurs, ne peut être démantelé que par le Congrès des États-Unis, ce qui promet de longs débats. Depuis 1962, plusieurs nouvelles lois ont progressivement étendu le domaine d'application du blocus et durci les sanctions. Obama peut tenter de vider l'embargo de son contenu, il n'est pas certain de pouvoir l'éliminer complètement.

L'élection de Donald Trump à la présidence en 2016 marque un tournant. Avec lui, la droite radicale revient sur la politique d'ouverture de Barack Obama. Les restrictions aux voyages et aux affaires sont réinstaurées, mais les relations diplomatiques ne sont pas pour autant rompues.

•••

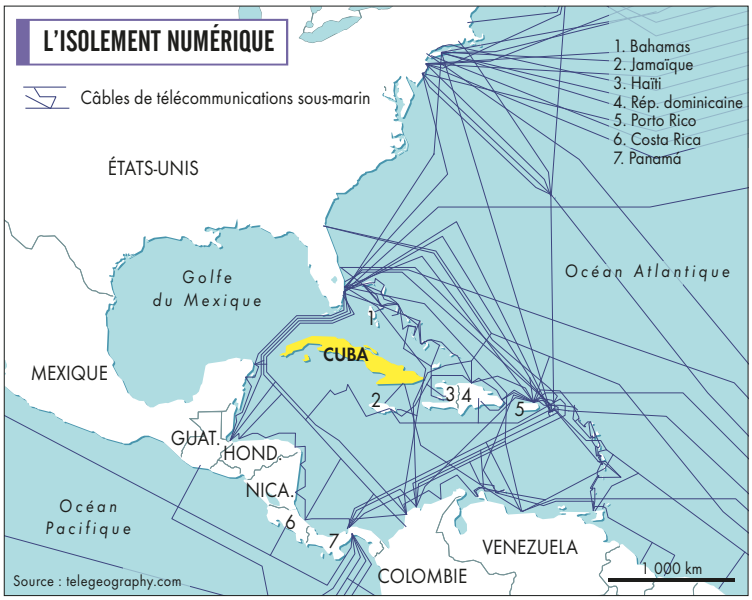
L'« ACTUALISATION » DU MODÈLE CUBAIN

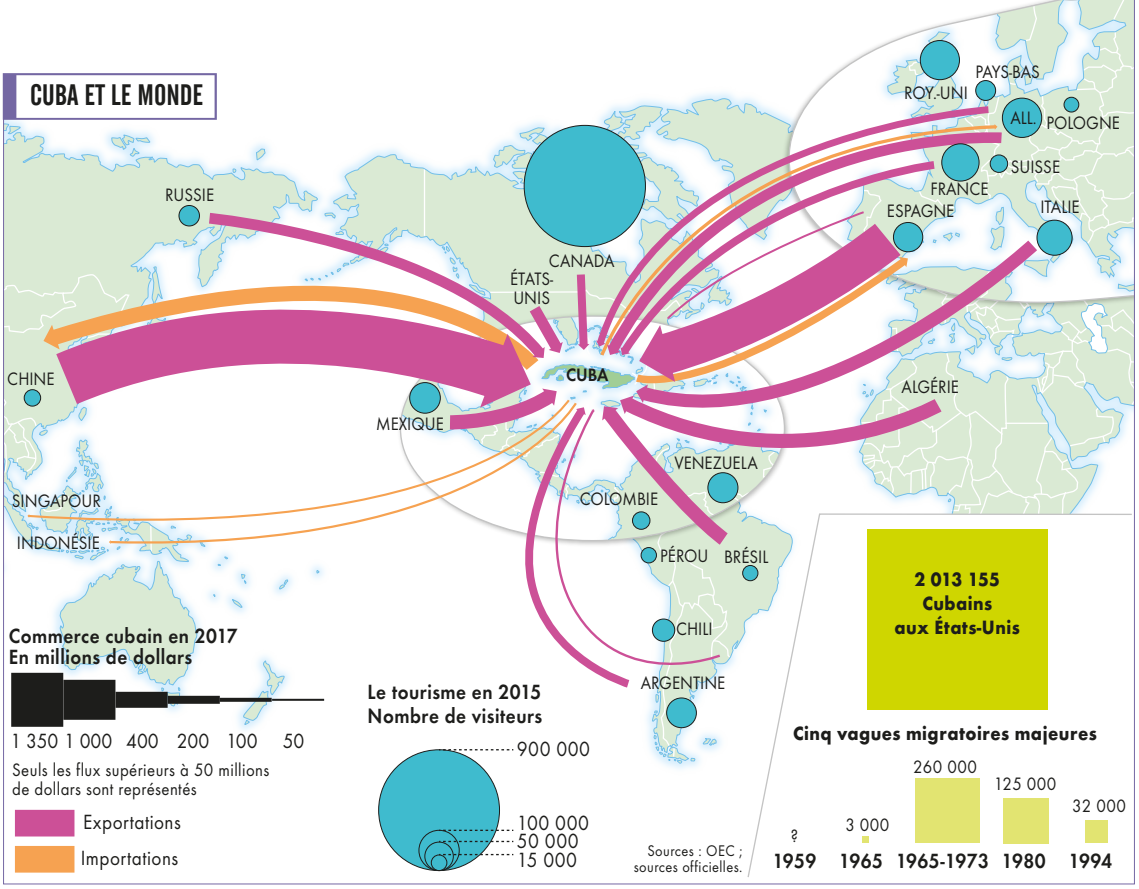
À la fin de la guerre froide, Cuba se retrouve privé de soutiens économiques et le produit intérieur brut (PIB) chute de 35 % entre 1989 et 1993. La décennie quatre-vingt-dix est décrétée « période spéciale en temps de paix ». Les difficultés poussent de nombreux Cubains à tenter de fuir le pays sur des radeaux de fortune (balsas) coulant souvent avant d'atteindre les côtes de la Floride. En 1998, l'élection de Hugo Chávez au Venezuela est prometteuse pour Cuba. La révolution bolivarienne apporte rapidement une assistance économique salutaire, tandis que Cuba envoie des médecins et des professeurs participer aux « missions » dans les quartiers pauvres des grandes villes vénézuéliennes. La croissance retrouvée reste pourtant fragile, ce qui incite le régime à lancer en 2003 une série de réformes. Raúl

Verbatim

Les révolutions ne s'exportent pas, ce sont les peuples qui la font. Ce que Cuba donne aux peuples, c'est son exemple.

2e Déclaration de La Havane, 4 février 1962





Castro succède en 2006 à son frère Fidel, malade, et l'année suivante, le VIe congrès du Parti communiste cubain adopte les grandes lignes de l'« actualisation » du modèle économique : salaires variables en fonction de la productivité, réduction du nombre de fonctionnaires, incitations aux initiatives privées. Les grandes réformes se succèdent : distribution de terres en usufruit à des personnes privées (2009), loi migratoire (2012), loi sur les investissements (2013). D'autres sont repoussées, comme l'unification monétaire (Cuba possède une monnaie convertible, le CUC, et une monnaie nationale qui vaut 25 fois moins), ou la généralisation de l'accès à internet.

En 2018, Miguel Díaz Canel, âgé de 58 ans, succède à Raúl Castro. Le changement de génération suscite des attentes, mais la croissance économique est handicapée par l'effondrement du Venezuela (dont Cuba est devenue dépendante pour ses livraisons de pétrole) et le durcissement des relations avec les États-Unis. Le pays se dote en 2019 d'une nouvelle Constitution qui reconnaît le rôle du marché dans l'économie, mais n'octroie guère de libertés publiques. Même si le tourisme explose, Cuba est à la recherche d'un coup de fouet qui doit lui permettre d'améliorer sensiblement les conditions de vie de ses habitants.

•••

LE RENOUVEAU DES RELATIONS INTERAMÉRICAINES

Dès 2008, Cuba avait été accepté au sein du Groupe de Rio qui réunit tous les pays d'Amérique latine au sein d'un dispositif de concertation politique permanent. Par la suite, Cuba a été associé à la création de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC), et a même exercé la présidence du groupe en 2013. La CELAC aspire à devenir une organisation concurrente de l'Organisation des États américains (OEA), dominée par les États-Unis. En 2015, Cuba a participé au septième sommet des Amériques. Depuis 1994, les États-Unis s'opposaient à ce qu'il soit invité. Le tête-à-tête cordial entre Obama et Raúl Castro aura marqué les esprits.

Cuba s'est aussi impliquée dans le processus de paix colombien, en accueillant à La Havane en 2013-2015 les délégations du gouvernement et de la guérilla engagées dans une négociation de paix historique.

Le virage pragmatique de la diplomatie cubaine a mis un terme à l'isolement du pays. Ce faisant, il a enclenché une dynamique de changements qui pourrait aboutir à la liquidation de l'héritage révolutionnaire. ●

L'EMBARGO, UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE

1958	Embargo sur les ventes d'armes	EISENHOWER
1960	Diminution des achats de sucre	
	Embargo sur toutes les exportations sauf la nourriture et les médicaments	
1961	Rupture des relations diplomatiques	
1962	Embargo étendu aux importations de produits ayant un contenu cubain	KENNEDY
	Suspension de l'aide à tous les pays portant assistance à Cuba	
	Embargo commercial total sur les exportations	
1963	Restrictions aux voyages	CARTER
	Gel des avoirs cubains aux États-Unis	
1979	Levée des restrictions aux voyages	
1982	Rétablissement des restrictions aux voyages	REAGAN
1992	Formalisation de l'embargo	BUSH
1996	Pénalisation des entreprises étrangères faisant des affaires à Cuba	
2004	Autorisation d'exporter des produits agricoles et des médicaments pour raisons humanitaires	CLINTON
2004	Durcissement des conditions pour les voyages à Cuba et les transferts monétaires	BUSH
2006	Durcissement des peines pour les nord-américains voyageant à Cuba	
2015	Assouplissement des conditions pour les voyages et les transferts d'argent	OBAMA
	Rétablissement des relations diplomatiques	
2018	Annulation partielle des mesures Obama	TRUMP

L'Amérique latine
et le monde

EN CONCLUSION

L'Amérique latine des années 2000 a connu un vif débat concernant les modalités d'insertion du continent à la communauté internationale. Emmené par le Venezuela présidé par Hugo Chavez, le groupe de pays membres de l'ALBA, était animé par la volonté de lutter contre toute forme d'impérialisme et se montrait donc très critique vis-à-vis des États-Unis. Dans cette logique, il s'est attaché à entretenir de bonnes relations avec des États jugés « voyous » par Washington (*rogue states*), comme l'Iran, la Syrie ou la Corée du Nord. À cette posture, s'opposait celle du Brésil, pour qui le temps des affrontements est terminé. Le Brésil de Lula a toutefois cherché à dialoguer avec l'Iran pour trouver une solution négociée à la problématique nucléaire, ce qui a provoqué un refroidissement des relations avec les États-Unis.
La relation entre l'Amérique latine et la Chine est plus consensuelle. Tous les pays du continent s'accordent pour satisfaire la demande chinoise en matières premières, en souhaitant qu'elle se maintienne à un haut niveau.
Le retour et le durcissement de la droite dans de nombreux pays (Argentine, Chili, Pérou, Brésil, Colombie), coïncidant avec l'élection de D. Trump aux États-Unis, introduit une nouvelle donne. L'Amérique latine est polarisée, mais l'option de l'autonomie est en sérieuse perte de vitesse.

Annexes

LES ÉTATS D'AMÉRIQUE LATINE

PAYS	CAPITALE	POPULATION (2012)	SUPERFICIE	IDH (+ RANG MONDIAL, 2011)	PIB PAR HABITANT (EN $, 2014)	TAUX DE PAUVRETÉ (% POPULATION URBAINE, 2010)
ARGENTINE	*Buenos Aires*	41 523 000	2 780 400 km²	0,797 (45e sur 187)	1 2564	11,30 %
BELIZE	*Belmopan*	324 000	22 960 km²	0,699 (93e sur 187)	4 576	n.d.
BOLIVIE	*Sucre*	10 364 000	1 098 580 km²	0,663 (108e sur 187)	2 308	54 %
BRÉSIL	*Brasília*	198 683 000	8 547 400 km²	0,718 (84e sur 187)	1 1930	24,90 %
CHILI	*Santiago du Chili*	17 454 000	756 630 km²	0,805 (44e sur 187)	1 4529	11,50 %
COLOMBIE	*Bogotá*	47 555 000	1 138 910 km²	0,710 (87e sur 187)	7 125	44,30 %
COSTA RICA	*San José*	4 769 000	51 000 km²	0,740 (69e sur 187)	8 682	18,50 %
CUBA	*La Havane*	11 208 000	110 860 km²	0,760 (51e sur 187)	6 282	n.d.
RÉP. DOMINICAINE	*Santo Domingo*	9 770 000	49 745 km²	0,689 (98e sur 187)	6 114	41,40 %
ÉQUATEUR	*Quito*	14 078 000	283 580 km²	0,720 (83e sur 187)	5 352	39,20 %
GUATEMALA	*Guatemala*	15 090 000	108 890 km²	0,574 (131e sur 187)	3 035	54,80 %
GUYANA	*Georgetown*	758 000	214 917 km²	0,633 (117e sur 187)	3 397	n.d.
HAÏTI	*Port-au-Prince*	10 418 000	27 750 km²	0,454 (158e sur 187)	751	n.d.
HONDURAS	*Tegucigalpa*	7 927 000	112 090 km²	0,625 (121e sur 187)	2 205	67,40 %
JAMAÏQUE	*Kingston*	2 761 000	10 990 km²	0,727 (79e sur 187)	4 827	n.d.
MEXIQUE	*Mexico*	112 777 000	1 958 200 km²	0,770 (57e sur 187)	9 747	36,30 %
NICARAGUA	*Managua*	5 970 000	130 000 km²	0,589 (129e sur 187)	1 736	61,90 %
PANAMÁ	*Panamá*	3 616 000	75 520 km²	0,768 (58e sur 187)	10 306	25,80 %
PARAGUAY	*Asunción*	6 680 000	406 750 km²	0,665 (107e sur 187)	3 574	54,80 %
PÉROU	*Lima*	30 174 000	1 285 220 km²	0,725 (80e sur 187)	5 861	31,30 %
SALVADOR	*San Salvador*	6 162 000	21 040 km²	0,674 (105e sur 187)	3 638	46,60 %
URUGUAY	*Montevideo*	3 361 000	176 220 km²	0,783 (48e sur 187)	13 929	8,40 %
VENEZUELA	*Caracas*	28 584 000	910 050 km²	0,735 (73e sur 187)	8 320	27,80 %

Sources : CEPAL, PNUD et Data World Bank (2012 et 2014).

Glossaire

Caudillos (esp.)/*Coroneis* (br.)
Chefs politiques et militaires, aux méthodes autoritaires, les *caudillos* comblent le vide laissé par l'administration coloniale au moment des Indépendances. Implantés dans des fiefs locaux, ils exercent leur domination par la violence et l'assujettissement. Au Brésil, les *coronéis* constituent des intermédiaires avec l'administration centrale.

Cocaleros
Paysans cultivateurs de feuilles de coca organisés en syndicats, luttant pour la dépénalisation de leur production, principalement au Pérou et en Bolivie. Evo Morales représente ce mouvement à la tête de son pays (Bolivie).

Compadrazgo
Relation informelle entre individus afin de tisser et conforter des réseaux de pouvoir, sur la base de la familiarité (népotisme, parrainage, etc.). Cette forme de domination caractérise les relations sociales après les Indépendances, mais connaît de nombreuses survivances dans l'Amérique latine contemporaine.

Ejido
Propriété agricole de l'État exploitée collectivement par un groupe de paysans qui travaillent la terre. Cette forme d'organisation fut implantée au Mexique après la révolution de 1910, dans le cadre de la réforme agraire (article 27 de la Constitution de 1917). Elle fut supprimée en 1992, avec la libéralisation de l'économie agricole.

Encomienda
Institution qui prévoyait, au temps de la colonisation espagnole de l'Amérique latine, qu'une personne (normalement un propriétaire terrien) bénéficie des travaux gratuits d'un groupe d'indigènes à la condition de les alphabétiser, de les nourrir et de les protéger.

Falsos positivos
Exécutions extrajudiciaires de civils par des membres de l'armée colombienne. Les civils assassinés étaient ensuite déguisés en guérilleros morts au combat, afin de gonfler les chiffres de la lutte contre les groupes armés. Près de 1 000 personnes auraient ainsi été exécutées entre 2007 et 2008.

Gritos
Appels à l'émancipation précédant les guerres d'indépendance, les « cris » constituent le point de départ des mouvements indépendantistes en Amérique latine. Les premiers cris d'indépendance furent proclamés en Bolivie en 1809.

Hacienda (esp.)/*Fazenda* (br.)
Propriété de grande extension, normalement utilisée pour des activités agricoles diverses. L'*hacienda* est une forme d'organisation économique et sociale caractéristique de l'époque coloniale en Amérique latine.

Indigénisme
Courant d'opinion ou courant artistique favorables aux Indiens, qui se traduit par des prises de position ou des œuvres tendant à protéger la population indigène, à la défendre contre les injustices dont elle est victime et à faire valoir ses intérêts.

Latifundia (*latifundista*)
Exploitation agricole de vastes dimensions, caractérisée par une utilisation inefficace des ressources disponibles. Ces terres appartiennent à une seule personne, le latifundiste.

Maquiladora
Usine de sous-traitance étrangère. Ces usines sont des installations d'assemblage destinées à monter des produits finis pour l'exportation. Elles emploient généralement des femmes et sont surtout situées à la frontière américano-mexicaine.

Maras
Gangs de jeunes issus de familles défavorisées. Créées en 1997 à Los Angeles par des exilés salvadoriens, les deux principales bandes actuelles, qui ont des « filiales » dans toutes les grandes villes d'Amérique centrale, sont la Mara Salvatrucha et la Mara 18.

Piqueteros
Mouvement politique nouveau qui a mis en place en Argentine des actions de désobéissance et de résistance (en faisant le « piquet » pour couper des routes) et des pratiques politiques fondées sur la démocratie directe, l'autogestion et l'autonomie.

Plan Colombie
« Plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État. » Plan militaire américano-colombien conçu pour éradiquer le trafic de drogue et les guérillas et consolider les réformes économiques néolibérales. Mis en œuvre en 2000, il n'a pas produit les effets escomptés.

Processus de Rio
Dialogue entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes commencé à Rio de Janeiro en juin 1999 pour renforcer les relations birégionales et développer une association dans différents secteurs stratégiques.

Remesas
Sommes d'argent que les citoyens ayant émigré renvoient vers leur pays d'origine. Cet argent est le plus souvent transféré directement à leurs familles restées au pays.

Tupac Amaru
La guérilla Movimiento revolucionario Tupac Amaru est créée en 1983 au Pérou. La gauche révolutionnaire et le Parti socialiste révolutionnaire marxiste-léniniste fusionnent au sein du MRTA. Son nom fait référence au cacique Tupac Amaru, descendant des Incas et leader d'une grande révolution indienne contre le pouvoir espagnol à l'époque coloniale.

Bibliographie

Bethell Leslie (dir.), *The Cambridge History of Latin America* (12 volumes), Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

Bulmer-Thomas Victor, Knight Alan (dir.), *The Economic History of Latin America Since Independence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Chevalier François, *L'Amérique latine de l'indépendance à nos jours*, Paris, PUF, 1977.

Couffignal Georges, *La nouvelle Amérique latine : laboratoire politique de l'Occident*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

Dabène Olivier, *La Région Amérique latine. Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997.

Dabène Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

Dabène Olivier, *Amérique latine. Les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2007.

Dabène Olivier, *The Politics of Regional Integration in Latin America. Theoretical and Comparative Explorations*, Palgrave Macmillan, 2009.

Franco Jean, Lemogodeux Jean-Marie, *Anthologie de la littérature hispano-américaine du XX^e siècle*, Paris, PUF, 1993.

Rouquié Alain, *Amérique latine. Introduction à l'extrême Occident*, Paris, Le Seuil, 1987.

Rouquié Alain, *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2011.

Touraine Alain, *La Parole et le Sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1988.

Vayssière Pierre, *Les Révolutions d'Amérique latine*, Paris, Le Seuil, 1991.

Vayssière Pierre, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, Paris, Hachette, 1999.

Sites Web d'information

www.ameriques.uqam.ca Observatoire des Amériques, université du Québec à Montréal.

www.sciencespo.fr/opalc Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Opalc), Sciences-Po.

www.pdba.georgetown.edu Political Database of the Americas, Georgetown University.

Sites Web institutionnels

www.nafta-sec-alena.org Accord de libre-échange nord-américain (Alena).

www.alianzabolivariana.org/ Alliance bolivarienne (Alba).

www.aladi.org Association latino-américaine d'intégration (Aladi).

www.iadb.org Banque interaméricaine de développement (BID).

www.worldbank.org/lac Banque mondiale.

www.eclac.org Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal).

www.comunidadandina.org Communauté andine des nations (CAN).

www.caricom.org Communauté des Caraïbes (Caricom).

www.mercosur.int Marché commun du Sud (Mercosur).

www.ocde.org Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

www.oas.org Organisation des États américains (OEA).

www.undp.org/latinamerica Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

www.sica.int *Système d'intégr*ation centraméricain (Sica).

www.comunidadandina.org/sudamerica.htm Union des nations sud-américaines (Unasur).

Index

A

Argentine.....14, 15, 16, 17, 19, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 35, 36, 38-39, 41, 50, 52, 57 59, 60, 62, 64-65, 67, 70, 75, 76, 78, 82-83
Alena..... 43, 74-75, 80-81
Antigua-et-Barbuda.....74
autoritarisme 50, 55-56, 62-63, 66

B

Belize.....77
Bolívar, Simón 12-13, 15, 74, 76
Bolivie..... 11, 14, 18, 19, 22, 24-25, 26, 28-29, 34-35, 36, 37, 48, 50-51, 58, 61, 65, 67, 68-69, 74, 75, 76, 79
Bolsonaro, Jair 44, 50, 87
Brésil..... 11, 13, 15, 19, 22-23, 24-25, 26-27, 28-29, 30, 34-35, 36-37, 39, 40-41, 42, 44, 50, 53, 54-55, 56, 58-59, 60, 62-63, 65, 66-67, 68, 70, 73, 75, 76, 78, 82, 83, 84, 86, 87
Boff, Leonardo.....54-55

C

Caraïbes….11, 13, 28, 35, 73, 75, 80, 83
Castro, Fidel 18, 89
catastrophes naturelles.....23, 44-45
caudillos, *coroneis*....9, 14-15, 59, 62-63
Chávez, Hugo..... 18-19, 60-61, 68, 74-75, 76, 88
Che Guevara, Ernesto.....19
Chili.....10, 13, 19, 22, 24, 26, 28, 30, 35-36, 38-39, 41, 48-49, 52, 57, 58, 62-63, 65, 67, 70, 74, 76-77, 79, 82-83, 84
Chine 79, 82-83, 86
Colomb, Christophe 10, 48
Colombie..... 13, 14, 23, 25-26, 28-29, 34, 35, 36, 43, 49, 52, 53, 57, 60-61, 67-68, 75, 76, 77, 78, 79, 81-82, 89
colonisation..... 10, 12, 15, 20-21, 28, 54
compadrazgo 15
Costa Rica..... 22-23, 24-25, 36, 42, 44-45, 54, 67, 71, 77, 79, 82
Cuba.....10, 13, 18-19, 26, 36, 54, 62-63, 73, 74, 82-83, 88-89

D

Dialogue de San José.....84-85
Díaz, Porfirio.....18, 80
dictature 18, 22, 56-57, 62, 64
drogues..... 25, 47, 51, 52, 76, 78-79

E

ejido 26-27
encomienda..... 11
Équateur..... 13, 24, 28-29, 34-35, 36, 38, 48-49, 51, 61, 63, 65, 66, 68-69, 71, 74, 76-77, 78, 82
esclavage.....11, 12, 14, 22-23
États-Unis.....14, 16, 19, 20, 22, 26, 29, 35, 38-39, 52, 62, 64, 68, 74-75, 76, 79, 80-81, 82, 84-85
Europe.....9, 12, 16, 20, 22, 30, 39, 62, 81, 82, 84-85, 86

F

favela.....30-31, 36, 53
falsos positivos.....52, 71
focos.....19

G

gritos.....20
Guatemala.....10, 26, 36, 42, 48-49, 52-53, 54, 62, 70-71
guérilla.....18-19, 43, 49, 52-53, 61, 76-77, 79, 89

H

hacienda, *fazenda*.....11
Haïti.....10, 36, 67, 86
Honduras.....36, 39, 41, 42, 52, 67, 70, 77

I-J

Indépendances.....12-13, 14-15, 16, 21, 28, 32, 60, 62, 72, 74, 76-77, 86
indigénisme et « réveil indien » 48, 57
industrialisation 16, 21, 28-29, 34, 60, 82
Jamaïque.....25

L

latifundia 26-27, 32, 92
libéralisme et néolibéralisme.....14, 68
Lula da Silva, Luis Ignacio 60-61

M

Maduro, Nicolás ... .71
maquiladoras 34-35, 81
maras 52
Mercosur 22, 29, 35, 75, 84, 86
métis, mulatos 10-11, 14, 22
Mexique 10-11, 15, 24, 28-29, 31, 34-35, 36-37, 38-39, 43, 48, 52, 57, 59, 62-63, 65, 68, 70, 76, 78-79, 80-81, 82, 84
migrations 16, 22-23, 80-81
Morales, Evo 48, 50, 58, 61, 67, 69
Marcos, Sous-commandant 27, 52

N

Nicaragua... 18, 22-23, 26, 62, 64-65, 68, 74, 77

P

Panamá.....14, 77
Paraguay 14, 22, 24, 36, 62, 68, 70, 76, 83
paysans sans terre.....26-27
Pedro II 15
Perón, Juan Domingo 60-61, 62
Pérou.....10, 13, 14, 24-25, 26-27, 28, 30, 35, 36, 39, 49, 50, 60, 65, 66-67,76-77, 82
Pinochet, Augusto 57, 62-63, 65
piqueteros 50
Plan Colombie 76
populisme et néopopulisme ...59, 60-61
Porto Rico 13
Processus de Rio 84-85

R

réformes agraires 21, 26-27
remesas 35, 39, 81
République dominicaine 10, 19, 81
ressources naturelles 16, 21, 24, 28, 32, 50, 61
révolutions 18-19, 32, 47, 62, 88
Romero, monseigneur.....55
Rosas, Juan Manuel de 14

S

Saint-Vincent-et-les-Grenadines 75
Salvador 24, 36, 39, 41, 42, 52, 55, 65, 68
San Martín, José de.....13
Sucre, José de 13
Surinam 77

T

Torre, Víctor Haya de la 60

U

urbanisation 21, 30, 50, 52
Uruguay 19, 22, 28, 34, 36-37, 38, 41, 54, 62, 64-65, 68, 71, 83

V

Vargas, Getúlio 60, 62
Veloso, Caetano 56
Venezuela.....10, 13, 18-19, 24, 28-29, 35, 36, 38-39, 41, 61, 66-67, 68, 71, 74-75, 77, 79, 83, 88-89

Z

Zapata, Emiliano 27

Sources des citations

Pages 12-13. Simón Bolívar. www.monografias.com/trabajos5/simon/simon2.shtml#procla

Pages 14-15. Simón Bolívar. www.simon-bolivar.org

Pages 16-17. José Luis Machinea, cité par le site Web de la CEPAL.

Pages 18-19. Hugo Chávez (10 avril 2002). www.venezolano.web.ve/archives/395-Frases-celebres-de-la-revolucionde-Chavez.html.

Pages 22-23. Phrase prononcée en 1901 par Marcel Mauss en ouverture de son cours à l'École pratique des hautes études.

Pages 24-25. André Siegfried, *Amérique latine,* Armand Colin, 1934, p. 45.

Pages 26-27. Dante Alighieri, *Paradiso,* XXI, p. 151.

Pages 28-29. François Chevalier, *L'Amérique latine de l'indépendance à nos jours,* PUF, 1977, p. 339.

Pages 30-31. Alfredo Moreira Pinto, *A cidade de São Paulo em 1900, Governo do Estado de São Paulo, edição fac símile,* São Paulo, 1979.

Pages 34-35. Phrase attribuée à Alan Greenspan, ancien gouverneur de la Réserve fédérale des États-Unis.

Pages 36-37. Ricardo Lagos, cité par le Centre d'information de l'ONU.

Pages 38-39. Néstor Kirchner, *La Jornada,* 5 novembre 2005.

Pages 40-41. Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes des richesses des nations,* 1776.

Pages 42-43. Organisation internationale du travail, rapport 2011 sur l'économie informelle. http://laborsta.ilo.org/sti/DATA_FILES/20110610_Informal_Economy.pdf

Pages 44-45. Jaime da Silva Araújo, Conseil de la récolte du caoutchouc, Audience publique de la CMED, São Paulo, 28-29 octobre 1985, cité dans le « Rapport Bundtland », ONU, 1987.

Pages 48-49. José Carlos Mariátegui, *«El problema del indio», Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana,* 1928.

Pages 50-51. Article 384 de la Constitution bolivienne, 2008.

Pages 52-53. Sous-commandant Marcos, devant des touristes états-uniens à San Cristóbal de las Casas, 1er janvier 1994.

Pages 54-55. Leonardo Boff, dans *Teología de la liberación: documentos sobre una polémica,* San José, DEI, 1984.

Pages 56-57. Miguel Ángel Asturias, *El Señor Presidente,* Madrid, Alianza editorial, 1946.

Pages 60-61. Juan Perón, *Les vingt vérités, 1*950, reproduit dans Aníbal Iturrieta (éd.), *El pensamiento peronista,* Ediciones de Cultura Hispánica, 1990.

Pages 62-63. Manuel Contreras, cité dans John Dinges, *Les Années Condor,* La Découverte, 2004.

Pages 64-65. Raúl Alfonsín, dans Paul Boeker, *Lost Illusions. Latin America's Struggle for Democracy, as Recounted by its Leaders,* La Jolla, Institute of the Americas, 1990, p. 57.

Pages 66-67. Tarso Genro, Ubiratan de Souza, *Orçamento participativo. A experiência de Porto Alegre,* Editora Fundação Perseu Abramo, 1996, p. 22.

Pages 68-69. Fernando Lugo, président du Paraguay, discours de prise de fonction, 18 août 2008.

Pages 70-71. Constitution de l'Équateur de 1979.

Pages 74-75. Déclaration de Marco Aurelio García, conseiller diplomatique du président brésilien Lula, 19 janvier 2006.

Pages 76-77. Simón Bolívar, lettre du 7 décembre 1824.

Pages 78-79. Observatoire géopolitique des drogues, Rapport, 2000.

Pages 80-81. Guillermo Gómez Peña, *The Multicultural Paradigm: An Open Letter to the National Art Community,* in Gerardo Mosquera (éd.), *Beyond the Fantastic. Contemporary Art Criticism from Latin America,* Londres, Inivia, 1995.

Pages 82-83. China South America News, 6 mars 2012. http://chinasouthamerica.com/home/category/foreign-policy/sino-latin-american-relations/

Pages 84-85. Mariano Valderrama León, *Development Cooperation European Union-Latin America. Overview and Prospects,* RIMISP-ICCO, Santiago du Chili, 2004, p. 7.

Pages 86-87. Stefan Zweig, *Le Brésil, terre d'avenir,* Paris, Le Livre de Poche, 1981 (1941), p. 20.

Pages 88-89. 2e déclaration de La Havane, 4 février 1962.

Auteurs

Olivier Dabène

Docteur et agrégé en science politique, professeur des universités à Sciences-Po Paris, Olivier Dabène préside l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC). Il a publié récemment *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?* (Presses de Sciences-Po, 2008), *The Politics of Regional Integration in Latin America* (Palgrave Macmillan, 2009) et *La gauche en Amérique latine*, 1998-2012 (Presses de Sciences Po, 2012).

Frédéric Louault

Professeur de science politique à l'université libre de Bruxelles, chercheur au centre d'étude de la vie politique (Cevipol, ULB) et co-directeur du Centre interdisciplinaire d'étude des Amériques (AmericaS, ULB). Titulaire d'un doctorat en science politique de l'IEP de Paris, il est vice-président de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC, Sciences Po).

Cartographe

Aurélie Boissière

Géographe-cartographe indépendante, Aurélie Boissière collabore régulièrement à *Courrier international* et à la collection « Atlas » des éditions Autrement (www.boiteacartes.fr).

Création de la maquette :
Vianney Chupin

Réalisation :
Agence Twapimoa

Relecture et corrections :
Carole Rouchès

Coordination éditoriale :
Marie-Pierre Lajot ; Anne Lacambre pour la présente édition.

Un continent en pleine turbulence.

Plus de 120 cartes et infographies pour découvrir le visage social, économique et politique de l'Amérique latine.

- Crises économiques et progrès sociaux : une croissance ralentie et des populations ébranlées.
- Corruption et crises démocratiques : le retour à une stabilité politique est-elle possible ?
- L'Amérique latine dans le monde : au-delà d'un rôle régional, quelle est sa place dans la mondialisation ?

Cette cinquième édition, entièrement mise à jour, présente et analyse les défis auxquels doit faire face l'Amérique latine d'aujourd'hui.

—

Olivier Dabène est professeur à Sciences-Po Paris, et président de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC).

Frédéric Louault est professeur de science politique à l'université libre de Bruxelles (ULB), chercheur au Cevipol de l'ULB et co-directeur du Centre interdisciplinaire d'études des Amériques (AmericaS, ULB).

Aurélie Boissière, géographe-cartographe indépendante, collabore régulièrement aux atlas des Éditions Autrement.

Tous trois sont aussi auteurs de l'*Atlas du Brésil* paru chez Autrement en 2018.

ISSN : 1272-0151

autrement

www.autrement.com

En couverture :
Art@lobopopart ©Flammarion